



Organisation des Nations Unies
pour l'agriculture et
l'alimentation

Bureau de l'Évaluation

Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PESA) Soutien des politiques publiques et le renforcement des capacités pour améliorer la sécurité alimentaire en Angola sous le Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition: GCP/ANG/033/SPA

*Rapport de l'évaluation finale externe du projet
(Période 3/2006 – 12/2012)*

Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation

Bureau de l'Evaluation (OED)

Ce rapport est disponible en version numérique sur: <http://www.fao.org/evaluation>

Il sera permis de reproduire, de télécharger ou d'imprimer sans frais une partie ou l'intégralité de ce document pour une étude privée ou pour un usage limité à la formation à condition que la citation soit reproduite avec exactitude et que la FAO reconnaisse qu'elle en est la source et qu'elle en détient les droits d'auteur. Lorsque les citations n'appartiennent pas à la FAO, prière de se référer au détenteur des droits d'auteur pour vérifier les termes et conditions d'utilisation. Toutes les demandes de reproduction et de distribution électronique, y compris les serveurs de liste, les droits de traduction et l'utilisation à des fins commerciales devront être adressées à copyright@fao.org.

Pour plus ample information, contacter:

Directeur, OED
Viale delle Terme di Caracalla 1, 00153
Rome, Italie
Courriel: evaluation@fao.org

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités

Tables des matières

Résumé	viii
Description du projet évalué	viii
Objectifs et méthodologie de l'évaluation	viii
Principaux constats et conclusions	viii
1. Introduction	1
1.1 Arrière-plan et objet de l'évaluation	1
1.2 Méthodologie	7
1.2.1 <i>Déroulement</i>	7
2. Arrière-plan (contexte) du projet	12
2.1 Situation agro-écologique dans les zones d'action du projet.....	13
2.2 Économie	14
2.3 Secteur agricole et sécurité alimentaire	14
2.3.1 <i>Accès à la terre</i>	16
2.3.2 <i>Situation organisation sociale - caractéristiques des organisations paysannes</i>	16
2.3.3 <i>Infrastructure de base et le commerce</i>	17
2.3.4 <i>Education</i>	17
2.4 Le cadre de coopération Angola/FAO	18
2.4.1 <i>Autres intervenants</i>	18
2.5 Contexte historique - méthodologie vulgarisation agricole 2006 – 2011	19
3. Appréciation du concept et de sa pertinence	19
3.1 Le concept du projet.....	19
3.2 La pertinence.....	21
4. La mise en œuvre du projet (efficience)	21
4.1 Budget et dépenses	21
4.2 Gestion du projet/programme	23
4.3 L'appui technique	25
4.4 L'appui gouvernemental	25
5. Résultat par rapport à la planification (Efficacité)	26
5.1 Produits et objectifs spécifiques.....	26
5.1.1 <i>Objectifs Spécifiques – ECA et bonnes pratiques</i>	26
5.1.2 <i>Objectif spécifique - ENSAN et PASAN</i>	39
5.2 Aspects genre	40

5.3	Pérennité, technique, économique, institutionnelle et sociale	43
5.3.1	<i>Technique et économique</i>	43
5.3.2	<i>Institutionnelle et sociale</i>	43
5.3.3	<i>Processus d'évolution des ECA vers des associations légalisées</i>	44
5.3.4	<i>Pérennité environnementale</i>	45
5.4	Impact.....	45
5.4.1	<i>Impact sur les moyens d'existence</i>	45
5.4.2	<i>Impacts sur la sécurité alimentaire</i>	48
6.	Conclusions.....	48
6.1	La gestion du projet.....	49
6.2	Composante ECA.....	50
6.2.1	<i>Pertinence/cohérence</i>	50
6.2.2	<i>Efficacité/Effectivité</i>	51
6.2.3	<i>Efficiency</i>	55
6.2.4	<i>Impact</i>	55
6.2.5	<i>Pérennité</i>	56
6.3	Composantes – bonnes pratiques	59
6.3.1	<i>Pertinence/Cohérence</i>	59
6.3.2	<i>Efficacité/Effectivité</i>	60
6.3.3	<i>Efficiency</i>	60
6.3.4	<i>Impact</i>	61
6.3.5	<i>Pérennité</i>	61
6.4	Composante ENSAN et PASAN	61
6.4.1	<i>Pertinence/Cohérence</i>	61
6.4.2	<i>Efficacité/Effectivité</i>	62
6.4.3	<i>Efficiency</i>	62
6.4.4	<i>Impact</i>	62
6.4.5	<i>Pérennité</i>	62
6.5	Conclusions sommaires.....	63
7.	Recommandations.....	65
7.1	Potentialité d'extension de l'approche par les bénéficiaires et les institutions d'accueil (pérennité du projet)	65
7.2	La suite des interventions du projet en Angola.....	69
7.3	La potentialité de transfert pour des interventions similaires dans la région.....	80
8.	Enseignements tirés (<i>lessons learnt</i>)	80

ANNEXES

Annexe I: Questions clés élaborés par l'équipe d'évaluation.....	2
Annexe II: Programme réalisé par l'équipe des évaluateurs en Angola (lieux visités et personnes rencontrés)	3
Annexe III: Itinéraire (ECA interviewés) de la mission sur terrain (Province Bié et Huambo)	7
Annexe IV: Bibliographie – Liste des documents consultés.....	8
Annexe V: Chaîne de résultats reconstruites perçu par l'équipe d'évaluation à partir les ProDoc du PESA	9
Annexe VI: Cadre logique révisé par l'équipe d'évaluation (phase 1).....	10
Cadre logique révisé par l'équipe d'évaluation (Phase 2)	12
Annexe VII: Glossaire.....	16
Annexe VIII: Fils conducteur et ableaux d'évaluation pour les « Focus Group Discussions »	18
Annexe VIII b): Résultats des « Focus Group Discussions »	22
Annexe IX: Ressources humaines du PESA	23
Annexe X: Partenaires du PESA.....	24
Annexe XI: Evaluation succincte du PESA à travers les critères d'évaluation du CAD....	33
Annexe XII: Matrix d'évaluation (critère efficacité) (lead thématique)	34
Annexe XIII: Terms of Reference.....	37

Liste des illustrations

Illustration 1:	Nombre des ECA visitées et groupes pour les interviews sélectionnées par hasard dans la Province de Bié et Huambo	8
Illustration 2:	Dimensions de moyen d'existence et questions clés (<i>livelihoods</i>) appréciée par l'évaluation	10
Illustration 3:	Dimensions de la Sécurité Alimentaire pendant l'évaluation	11
Illustration 4:	Provinces d'intervention	13
Illustration 5:	Changements perçus par les bénéficiaires et non bénéficiaires pendant cinq années	46
Illustration 6:	Appréciations synoptiques des acquis, défaut et impact du projet	63
Illustration 7:	Rôles des différents acteurs dans un système de vulgarisation agricole	68
Illustration 8:	Priorités stratégiques envisageables pour le développement du milieu rural	79

Liste des tableaux

Tableau 1:	Evaluation succincte des composantes du PESA	ix
Tableau 2:	Budget (US\$) du projet PESA pour la phase sous-évaluation	1
Tableau 3:	Dépenses effectués (US\$) pour les composantes du Projets 2006 -2011)	21
Tableau 4:	Champs écoles (ECA) réalisés dans les Provinces de Bié et Huambo pendant 5 ans (par catégorie et par an)	28
Tableau 5:	Quantités des formateurs formés (pendant une saison de 3 mois) ventilé par genre, province et niveau de formation	30
Tableau 6:	Facilitateurs formés (ventilés par genre, province et niveau de formation)	32
Tableau 7:	Nombres des bonnes pratiques présentés	37
Tableau 8:	Tableau synthétique des résultats les plus importants de l'évaluation	64

Remerciements

Nous remercions toutes les personnes et organisations qui ont appuyé la réalisation de la présente évaluation du Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PESA).

Nos remerciements s'adressent aux responsables de la FAO en Angola, de la direction et équipe et le bureau d'évaluation de la FAO qui nous ont confié le présent mandat et qui se sont mis à disposition pour les entretiens.

Nous aimerons également exprimer notre reconnaissance toute particulière au Cyprien Ndambi et son équipe de projet pour leur soutien et précieuse collaboration pour mener à bien notre mission. Nos remerciements également au bureau de la FAO, notamment Raquel Cabello et l'administration pour leur appui logistique rendant possible la réalisation du programme intensif sur place.

Grâce à la bonne collaboration des responsables du (MINADERP) et des Services Décentralisés dans les Province de Huambo et Bié il a été possible d'avoir de nombreux contacts avec les bénéficiaires directs du projet, c'est à dire les autorités, des groupements ECA et des partenaires locaux.

Consultant international et chef de mission: Dr. Reinhard Pfeiffer, NADEL ETH Zurich, Suisse

Consultant international
(expert en approche participative): Mme Ilse Hoffmann, Allemagne

Liste des abréviations

ADRA	Accacao para Desenvolvimento Rural e Ambiente
AECID	Agence Espagnol pour le Développement International
AfDB	African Development Bank
AMED	Approche Moyen d'existence Durable (SLA)
AOE	Activités outside exploitation
ATS	Assistant technical Support staff of FAO
BM	Banque Mondiale
CLUSA	<i>Coopérative League of the United states of America</i>
CONSAN	Conseil National de Sécurité Alimentaire
COMUSAN	Conseil Municipal de Sécurité Alimentaire
COPSAN	Conseil Provinciaux de Sécurité Alimentaire
CSO	Community Social Organization
DCRI	Direcsao de Cooperacao e Relacoes Internacionais
DG	Directeur Général
DNHER	Direcsao Nacional de Hidráulica e Engharia Rural
DNOR	Direcsao National de Ordenamento Rural
DPOR	Direcsao Provincial de Ordenamento Rural
DRP	Diagnostico Rural Participativo
ECA	Acronyme espagnol pour <i>Farmer Field Schools</i>
ECP,	Estrategia de Combate à Pobreza 2006-2008
EMP	Equipa movile pluri disciplinaria
ENSAN	<i>Estrategia Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutritional</i> / Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire
EDA	Estacao de Desenvolvimento Agrário
ENSAN	Stratégie Nationale pour la Sécurité Alimentaire
ETF	Comité Technique de Formulation (ENSAN)
ETH	Ecole Polytechnique Fédérale de Zürich
FGI	<i>Focus Group Interview</i>
GIC	Gestion intégré des cultures
GOA	Gouvernement d'Angola
GOE	Gouvernement d'Espagne
GSA	Gabinete de Segurança Alimentar / Office de Sécurité Alimentaire du MINADER
IFAD/FIDA	<i>International Fund for Agricultural Development</i>
IIA	Instituto de Investigaçã Agronómica / Institute for Agricultural Research
IDA	International Development Assistance (context Banque Mondiale)
IDA	Instituto de Desenvolvimento Agrário (Institute of Agricultural Development)
IMA	Instituto Medio Agrario (Institut de la formation agricole au niveau moyenne)
IPM/MIP	Gestion Intégré des Pestes
IEHAM	Instituto de Estudios del Hambre, Madrid
ICT4D	Technologie de l'Information et Communication pour le Développement
MARP/PRA	Méthode Accélérée de la Recherche Participative

MINADERP	Ministère d'Agriculture et du Développement Rural et de la Pêche
MOU	Minutes of Understanding
MOSAP	<i>Market Oriented Small Holder Agricultural Programme (Banque Mondiale)</i>
NADEL	Centre pour le Développement et la Coopération (de ETH Zürich)
OED	<i>FAO Office of Evaluation</i>
OECD	<i>Organisation for Economic Cooperation and Development</i>
ONG	Organisation Non Gouvernemental (Organicacao Nao-Governamental)
OPP	Organisation Paysanne Professionnelle
PASAN	<i>Plan d'Accion de Seguridad Alimentaria y Nutricional / Plan of action d'ENSAN</i>
PAID	Programme Appui aux Institutions Décentralisées de la CE
PAR	Programme d'Appui à la Réhabilitation (PAR) de la Communauté Européenne
PEDR	Programme pour la vulgarisation et développement rural
PESA	<i>Proyecto Especial para la Seguridad Alimentaria /Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire</i>
PMRE	Programme Multisectoriel d'Urgence (pour EDA)
PIDRLP	Programme Intégré pour le Développement Rural et la Lutte Contre la Pauvreté
PIOPS	Politique, Institutions, Organisations, Procédures et Structures de l' AMED
PNSA	Programme national pour la sécurité alimentaire
PRA	<i>Participatory Rural Appraisal / Analise Rural Participativa</i>
PPP	Privat Public Partnership / Parceria Privata Publica
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SEPO	Méthodes d'analyse participative: S uccès E chec P otentialité O bstacles
SEPS	Analise da Producao economica e social
SDAA	Divisao dos Servicos Fundiarios da FAO
SLA	<i>Sustainable Livelihood Assessment</i>
SPFS	Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire
STS	Supervisory Technical Service of FAO
SC	<i>Steering Committee / Comité de Gestao</i>
SISAN	Système d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition
SWOT	Analyse interne: S uccess W eakness O pportunity T hreats
TCDC	Cooperacao Técnica entre Pais em Desenvolvimento Coopération entres des Pays en Développement
UGP	Unité de gestion
UNACA	Syndicat Agriculteurs

Résumé

Description du projet évalué

R1. Le projet GCP/ANG/033/SPA a visé la sécurité alimentaire et simultanément la réduction de la pauvreté rurale à travers la création des revenus. Il a eu trois composantes : (i) l'introduction des écoles du terrain (ECA), (ii) la promotion des bonnes pratiques et (iii) l'élaboration d'une Stratégie Nationale de la Sécurité Alimentaire et de son Plan d'Action (ENSAN/PASAN). Le budget du projet pour la période 2006 – 2012 venant de la Coopération Espagnole (AECID) se montait à 4 283 529 US\$. Le MINADERP a assuré le maître d'ouvrage, via son Office de Sécurité Alimentaire (GSA) et la FAO a géré la mise en œuvre des activités du projet.

Objectifs et méthodologie de l'évaluation

R2. Les objectifs de l'évaluation externe ont été d'une part, de fournir aux responsables du projet et à ses partenaires des analyses objectives sur la mise en œuvre et sur les résultats atteints, et d'autre part, de tirer, sur la base des conclusions, des recommandations sur la suite des activités de la FAO en Angola pour des projets/programmes similaires dans la sous-région.

R3. Une équipe de deux consultants internationaux a réalisé une mission de terrain du 22 janvier au 10 février 2012. Un mélange de méthodes de collectes et d'analyses de données a été utilisé. Il reposait sur une matrice d'évaluation avec les questions d'évaluation, structuré selon les critères CAD¹ pertinence, efficacité, efficience, durabilité et impacts. La méthodologie comprenait l'analyse des documents et données secondaires, des discussions semi structurées en groupes (Focus group) et individuelles, des ateliers de capitalisation (SEPO) et de restitution et des échanges par mail et/ou téléphone.

Principaux constats et conclusions

R4. Les évaluateurs estiment que le projet, à l'exception de sa composante « bonnes pratiques », a obtenu des bons résultats dans ses domaines d'actions. À savoir, dans les perspectives agro économiques autour de l'horticulture et dans le mécanisme alternatif de vulgarisation agricole (champs école ECA).

R5. De même, l'appui à l'élaboration de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSAN) était un succès et a abouti à une stratégie multisectorielle bien ancrée à tous les niveaux. Le processus d'élaboration et de validation était participatif et a impliqué les parties prenantes les plus importantes.

R6. La gestion, le suivi évaluation et le système de rapportage interne du projet étaient inadéquats ainsi que le compte-rendu des activités entreprises et des modalités mise en œuvre (pas de règlement intérieur ou des données synthétiques). De même, le montage du projet s'est avéré insuffisant pour opérer d'une manière efficiente. Dans le cas de projets prochains similaires, les équipes de projet devraient être renforcées par un ou deux conseillers thématiques et un expert en suivi/évaluation pour mener de front toutes les actions nécessaires : (i) concertation avec les acteurs publics et la société civile au niveau municipal, provincial et national, (ii) recherche-action et développement de partenariats au niveau local avec la population et les acteurs publics et privés, (iii) la garantie d'une gestion qui suit au moins des standards minimaux et (iv) une propre documentation et consolidation des acquis. Pour cette

¹Comité d'aide au développement de l'Organisation de Coopération et Développement économique (OCDE).

raison aussi, la documentation sur les changements de comportement et l'évolution des pratiques reste insuffisante pour refléter les effets obtenus et permettre l'analyse de leur dynamique.

R7. La documentation thématique existe mais l'analyse et la diffusion des résultats restent insuffisantes. Elle doit être encore approfondie et systématisée, et surtout trouver les relais et canaux pertinents pour atteindre systématiquement les décideurs politiques, les autres programmes et la coopération internationale. Une évaluation à mi-parcours, qui n'a pas eu lieu alors que le projet était dans un processus d'orientation en 2008/ 2010, aurait pu prévenir nombre de problèmes. Le tableau 1 suivant donne une évaluation succincte des composantes du PESA.

Tableau 1 : Évaluation succincte des composantes du PESA

	Pertinence	Cohérence	Efficacité	Effizienz	Impact	Pérennité
Niveau 1 Mauvais						
Niveau 2 Médiocre			Bonnes pratiques	Bonnes pratiques		Bonnes pratiques
Niveau 3 Inadéquat/insatisfaisant		ECA Bonnes pratiques			Bonnes pratiques	
Niveau 4 Satisfaisant				ECA		ENSAN
Niveau 5 Bon	ECA Bonnes pratiques	ENSAN	ECA ENSAN	ENSAN	ENSAN	ECA
Niveau 6 Excellent	ENSAN				ECA	

Évaluation sur la base de tous les critères d'évaluation du CAD^{2 3}(évaluation plus détaillée voir annexe XI et chapitre 3-5).

R8. Toutes les composantes du projet ont eu une bonne pertinence. La cohérence des composantes ECA et bonnes pratiques sont jugées non satisfaisantes, la cohérence de la composante ENSAN, bonne. L'efficacité du projet était bonne à l'exception de sa composante « bonnes pratiques » qui était d'une médiocre efficacité.

R9. La stratégie du projet d'intervenir en agriculture paysanne de subsistance et simultanément d'appuyer des activités horticoles est (pertinente) et a eu des impacts (significatifs) sur le renforcement de la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et sur la réduction de la pauvreté dans la zone d'action. En conséquence, les besoins prioritaires de la population la plus pauvre, ont été pris en compte pour créer davantage de bénéfices économiques et sociaux. Au sein des groupements ECA, même les plus vulnérables (handicapés et FHH) ont souvent trouvé de l'appui en particulier par les autres membres. Le projet a donc atteint son objectif d'améliorer la sécurité alimentaire des groupes vulnérables en Angola.

R10. Le projet a obtenu des avancées significatives sur le plan institutionnel et technique. L'impact de sa composante ECA sur les moyens d'existences dans la zone d'intervention est excellent.

R11. Avec sa composante ECA, le projet a jeté aussi les bases pour une professionnalisation du monde rural dans les deux provinces d'intervention alors que les groupement sont toujours

²Les niveaux de 1 à 3 caractérisent une évaluation négative – c'est-à-dire pas de réussite, tandis que les niveaux de 4 à 6 évaluent une mesure positive – c'est-à-dire réussite.

³Analyse de l'équipe d'évaluateurs, basée sur BMZ (2007).

loin d'avoir des capacités organisationnelles qui leur permettraient de créer des organisations paysannes professionnelles (OPP).

R12. Les modalités de travail mises en place, avec une forte dynamique locale de participation et de renforcement des compétences des acteurs, fait que le projet est reconnu par la population et par les collectivités territoriales locales. Les activités sociales et économiques atteignent un bon seuil d'appropriation, même s'il reste à développer par exemple, les débouchés commerciaux pour assurer la pérennité de l'amélioration économique familiale.

R13. La suite du projet devrait encore poursuivre la recherche d'activités alternatives, respectivement de l'environnement et des cultures de subsistances et du petit élevage pour promouvoir une palette complète d'alternatives aux pratiques menées jusqu'à maintenant. Les cycles des ECA de 3 années étaient trop courts pour pouvoir développer des solutions confirmées pour la conservation de l'eau et du sol.

R14. L'évaluation constate effectivement que le projet est bien apprécié et reconnu par l'IDA et le MINADERP. Son ancrage au niveau municipal et provincial est bon et lui a permis d'assurer l'appropriation de ses options méthodologiques de vulgarisation agricole alternative.

R15. Il convient que le maître d'ouvrage ait bien compris l'importance de cet ancrage institutionnel et ait demandé l'appui par la FAO afin d'élaborer une stratégie nationale de l'IDA pour l'introduction des ECA partout en Angola. Il s'avère tout de même important qu'on veille que la diffusion n'aille pas trop vite et soit accompagnée avec beaucoup de persistance afin de ne pas mettre en péril les aspects qualitatifs de l'approche.

R16. Finalement, il convient de souligner que la FAO est reconnue en Angola pour la pertinence de sa démarche de recherche-action en matière de promotion de la sécurité alimentaire.

R17. En conclusion, les évaluateurs reconnaissent l'obtention d'effets significatifs du projet en ce qui concerne l'introduction de la méthodologie ECA et de sa diffusion dans les zones d'action en Angola et ailleurs. De même, les appuis à l'élaboration de l'ENSAN et de son plan d'action et son intégration dans la Stratégie de la Lutte contre la Pauvreté, sont considérés comme acquis importants du projet.

R18. Les évaluateurs recommandent la valorisation des acquis du projet à une plus grande échelle ; cette opinion est basée sur le caractère innovant du projet en Angola quant à la gestion participative, toute en contribuant à la croissance socioéconomique des populations et à la diminution de la vulnérabilité économique et sociale. De plus, le contexte institutionnel est actuellement favorable pour que l'approche soit diffusée à une grande échelle. L'approche est bien appréciée à tous les niveaux que ce soit à niveau institutionnel (municipal, provincial et national) ou au niveau des paysans.

Les évaluateurs font les recommandations suivantes :

a) Pour les partenaires nationales: potentialité d'extension

- 1) Continuer le *Mainstreaming et Upscaling* de la méthodologie ECA dans et en dehors de l'IDA.
- 2) L'extension de l'approche ECA ainsi que l'approche « bonne pratique » nécessitent des efforts de consolidation et la prise en compte des besoins encore substantiels d'une formation et d'un accompagnement continu des agents d'EDA de haut niveau et au profil beaucoup plus complexe. Un système de suivi évaluation avec des indicateurs précisant le niveau de capacités acquises serait nécessaire pour garantir la gestion de ce processus d'évolution.

- 3) Jeter des garde-fous pour éviter l'érosion du concept ECA c'est à dire de ne pas compromettre la durabilité de la qualité méthodologique. Les promoteurs de l'approche ECA devraient veiller/faire attention à ne pas mettre en péril l'approche. La cohérence avec des activités parallèles en milieu rural (accès aux crédits, distribution de l'aide d'urgence ou des subventions en cas de crise alimentaire) devrait être garantie.

b) Pour la FAO et les bailleurs de fonds: la suite des interventions en Angola

- Consolidation

- 4) Continuer d'insister sur un appui continu substantiel du GOA pour les ECA.
- 5) La FAO devrait finaliser et consolider les activités de la composante « bonnes pratiques ».
- 6) Consolider l'ancrage de l'ENSAN, la mise en œuvre du PASAN et des ECA au niveau décentralisé et rendre opérationnel le système d'information.
- 7) Valoriser davantage l'approche multisectorielle de l'ENSAN pour créer l'impact.

- Perfectionnement / évolution de l'approche ECA

- 8) Renforcer l'autopromotion dans des ECA afin qu'ils prennent en charge des personnes vulnérables.
- 9) Accompagner les ECA/les groupements avec des cours d'alphabétisation fonctionnelle.
- 10) Promouvoir/élargir les activités ECA aux autres cultures de subsistance et le petit élevage.
- 11) Tenir compte des aspects genre avec davantage de pertinence, Dans la planification des projets similaires, les aspects genres ne devraient pas être seulement mentionnés comme activité transversale, mais des produits et activités concrètes devraient être formulés, munis de ressources (humaines et fonds) précises. Il ne s'agira pas de programmer des activités spécifiquement féminines, mais bien intégrer les femmes au niveau de l'ensemble des interventions.
- 12) Accompagner les ECA en dehors des cycles de 3 années.
- 13) Revoir le concept de centre de formations.
- 14) Prévoir une stratégie de retrait des appuis apportés par le promoteur dès le début d'un projet ECA.

- Orientations stratégiques

- 15) Continuer les efforts afin de créer des synergies et complémentarités des interventions.
- 16) Renforcer la promotion des organisations paysannes.
- 17) Créer des conditions d'ensemble permettant la valorisation de l'approche ECA et l'augmentation de son impact..
- 18) Appuyer la promotion des idées et *lessons learnt* dans la conception de l'ENSAN au niveau de la sous-région et au niveau de l'Afrique.

1. Introduction

1.1 Arrière-plan et objet de l'évaluation

Description du projet

1. Le Projet Spécial pour la Sécurité Alimentaire (PESA) financé par l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID) et réalisé en partenariat avec la FAO Angola et le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et de la Pêche (MINADERP) vise principalement le renforcement des capacités des groupes vulnérables en matière de sécurité alimentaire.

2. Le PESA poursuit plusieurs objectifs spécifiques, qui se reflètent dans trois composantes :

- a) introduire la méthodologie participative *Ecoles de Terrain* (ECA) ;
- b) favoriser l'identification de «bonnes pratiques» ;
- c) appuyer la formulation d'une **Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSAN)** et la mise en œuvre d'un **Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (PSAN)**.

3. La première phase du projet a débuté en Mars 2006 pour une durée de deux ans avec un budget de 1 634 545 US\$. En mai 2009, suite aux résultats significatifs atteints par le projet et au regard de la demande du gouvernement l'AECID a donné son accord pour le financement d'une deuxième phase, pour un montant d'environ 1,5 million d'euros sur deux ans. Par la suite, le projet a été muni de fonds supplémentaires équivalent à 2 600 000 US\$ et prolongé jusqu'en mars 2012 (voir tableau 2).

Tableau 2 : Budget (US\$) du projet PESA pour la phase sous-évaluation

	2006-2008	2008-2012
Ressources humaines	540 228	883 299
Voyages	317 732	454 471
Formations	326 270	492 513
Matériels	128 863	252 266
Services d'Appui Technique	0	21 845
Dépenses opérationnelles	90 571	282 153
Coûts d'appui	182 532	310 252
Frais généraux	533	-
Total	4 283 529	2 696 799

4. La répartition du budget (tableau 2) ainsi que les types de prestations fournis (formations, ateliers) par le projet démontrent qu'il s'agit d'un projet compréhensif de développement de capacités, renforçant d'une manière holistique les capacités des ressources humaines et des organisations bénéficiaires, facilitant la mise en réseau des différents acteurs et intervenants aux conditions cadres dans le contexte institutionnel et politique.

Ad a) la méthodologie « Champ école » (ECA)

5. Le point central de l'approche appliquée au niveau territorial est la promotion des Ecoles de Terrain (ECA). La boîte/note suivante donne une brève introduction à l'approche ECA.

6. Dans le cadre du projet, les ECA se sont concentrées sur le renforcement du capital humain et social à promouvoir l'accès équitable aux ressources et dans le cadre de l'amélioration de la sécurité alimentaire, la promotion d'améliorations dans les moyens de subsistance durables⁴ et de systèmes de production. Dans le cadre du PESA, la formation par les ECA a été élaborée en tenant compte du contexte actuel, des technologies économisant le travail et des systèmes de production inhérents à eux-mêmes.

7. Les inégalités de genre, nutrition, santé familiales et la prévention du HIV/SIDA font partie des thèmes sociaux et autres points inscrits dans le processus d'apprentissage. L'approche ECA du PESA tient compte des principes de progressivité et d'efficacité avec des résultats rapides et tangibles (*Quick-gagnant*) liée à l'intérêt de la population, afin d'encourager la motivation et l'appropriation, le partage d'expériences et d'élargir le nombre maximum de bénéficiaires (*up-scaling*).

8. Le PESA utilise le concept de la **Gestion Intégrée des Cultures (GIC/MIC)** qui offre une conception plus large que le concept original de la **Gestion Intégrée des Pestes (IPM/MIP)** dont il découle. La GIC ne se concentre pas uniquement sur la technologie pour promouvoir le contrôle des parasites et des maladies ou la gestion de la fertilité des sols. Elle se concentre sur le développement des connaissances des agriculteurs et leur capacité de prise de décision.

9. La deuxième phase du PESA place l'approche genre au centre de toutes ses actions.⁵ Un autre aspect qui a été envisagé par le projet dans la deuxième phase est de respecter et de considérer dans la procédure les connaissances traditionnelles et les coutumes locales.

10. Étant donné que les questions de gestion de fertilité de sols exigent des périodes allant au-delà d'une année et que des questions organisationnelles exigent un certain degré d'expérience et de consolidation, les cycles d'apprentissages des ECA ont été étendus après la 1^{er} phase. Dans la phase 2, le PESA a couvert 3 cycles annuels d'apprentissage en mettant le point sur: 1- Année - cultures principales maïs et haricots et méthodes culturales ; 2- Année - diversification du système de production avec légumes, 3- Année - fertilité et cultures (rotations, applications des engrais, engrais verts), analyses économiques, accès au microcrédit, développement vers des associations paysannes, etc.

11. Les ECA reçoivent un financement initial par groupe pour couvrir les frais de démarrage qui est géré par un comité. Chaque ECA groupe est composé, au minimum, d'un/une président/e, d'une vice président/présidente, d'un/une trésorier/trésorière et d'un/une secrétaire et sélectionne deux facilitateurs qui, ensemble, avec l'aide d'un master trainer/formateur font les cours. Les facilitateurs sont formés par le projet en ce qui concerne les aspects techniques, méthodologiques et organisationnels.

⁴ Approche moyens de subsistance durables (AMED) voir illustration 3 et explications dans chapitre 1.2.

⁵ Voir ProDoc Phase 2 chapitre innovations page 10.

Une école d'agriculture de terrain (ECA ou FFS) est une école sans murs faite/gérée par les formés/agriculteurs

L'ECA est une approche innovante d'éducation des adultes - élaborée au départ en Asie du Sud Est pour la lutte contre les nuisibles – pour améliorer la gestion des terres et des eaux en Afrique. Les adultes apprennent mieux par l'expérience si le sujet qu'ils étudient est lié à leurs expériences et leurs activités quotidiennes. Contrairement aux approches traditionnelles de vulgarisation agricole, qui s'appuient sur des vulgarisateurs prodiguant des conseils aux agriculteurs, l'ECA aide des groupes d'agriculteurs à trouver par eux-mêmes les réponses aux questions qu'ils se posent et à élaborer des solutions à leurs propres problèmes.

Un groupe d'agriculteurs se rassemble dans la parcelle de l'un de ses membres pour échanger et mutualiser leurs connaissances à propos de leurs cultures, méthodes culturales et des problèmes qui les concernent. L'apprentissage porte sur l'amélioration des modes de cultures et s'appuie sur l'observation, l'analyse et l'expérimentation de nouvelles idées par les membres du groupe, et ce dans leurs propres parcelles.

L'approche ECA utilise des méthodes participatives dans le but de créer un environnement favorable à l'apprentissage. Cet environnement comprend des réseaux d'éducation qui offrent aux utilisateurs des terres l'opportunité d'échanger leurs connaissances et leur savoir faire sur des problèmes spécifiques de production de cultures et de les résoudre par eux-mêmes. L'approche fait appel à leurs propres observations et expériences, en débattant et en participant à des exercices pratiques d'apprentissage par l'action, sur le terrain, pour prendre les décisions nécessaires en matière de gestion des cultures. L'approche est utilisée pour permettre aux agriculteurs d'analyser et de surmonter toute une série de problèmes locaux, s'agissant notamment de l'amélioration de la productivité des sols, de l'agriculture de conservation, du contrôle du ruissellement de surface et de la récupération de l'eau.

L'ECA est basée sur le principe d'une réunion qui a lieu régulièrement (hebdomadaire) avec les agriculteurs, pendant tout le cycle de vie d'une culture, de la plantation à la récolte, pour suivre l'évolution de leurs cultures. Les écoliers mesurent par exemple le niveau d'humidité des sols, identifient les créatures nuisibles et celles qui ont une action bénéfique et pratiquent des expérimentations de terrain. Chaque ECA gère un fonds utilisé pour financer la formation et les petits investissements productifs.

L'ECA est souvent initiée par un agent de vulgarisation du gouvernement, des organisations paysannes ou par des ONG. Les animateurs / facilitateurs des ECA sont généralement des vulgarisateurs mais ils peuvent être aussi des membres de l'ECA qui sont formés d'une manière continue – c'est le cas en Angola. L'animateur guide le groupe, l'aide à choisir un apprentissage et à réfléchir aux diverses solutions possibles. A partir d'un problème d'intérêt constaté dans leurs champs, il suscite la curiosité des apprenants à faire de nouvelles expériences pour trouver de meilleures solutions. Il conseille les membres du groupe et répond à leurs questions.

Les animateurs des ECA devront être capables de constituer une équipe, de disposer de compétences en matière d'organisation, et d'être en mesure d'introduire des thèmes d'apprentissage spécifiques, suggérés par les membres de leur ECA. Ces écoles constituent pour la communauté des agriculteurs un moyen d'améliorer leur système de prise de décision et de stimuler l'innovation locale en vue d'une agriculture durable.

L'accent est mis sur la responsabilisation des agriculteurs pour mettre en œuvre leurs propres décisions et ce, au sein de leurs exploitations. La méthodologie des ECA intègre des démonstrations et la diffusion des technologies, contribuant ainsi au renforcement des capacités des groupes à entreprendre des actions communautaires.

12. Le GOA soutient des groupes paysans dans le développement d'associations et de coopératives en leur facilitant l'accès aux crédits jusqu'à concurrence de 5000 US\$/par paysan à condition qu'il soit membre d'une association agréée. Les Groupes ECA ont la capacité d'assurer que de tels crédits, par exemple, soient utilisés pour contrôler si des semences sont de bonne qualité et adaptées aux conditions locales. Le projet a sous-contracté l'ONG CODESPA afin qu'il aide les ECA dans leur développement associatif en intégrant davantage des aspects de commercialisation et organisationnels.

13. La FAO a reçu une requête officielle de la part du MINADERP/IDA d'appuyer l'élaboration d'une stratégie nationale pour l'extension de l'approche ECA. Le MINADERP a jugé l'approche ECA utile à être intégrée dans le Programme Municipal pour le Développement Rural de la Lutte contre la Pauvreté, qui a été lancé 2010.

Ad b) Favoriser l'identification de «bonnes pratiques»

14. Pour améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, le PESA applique une double stratégie en promouvant des ECA et en identifiant des bonnes pratiques dans sa zone d'action.

15. En collaboration avec des ONG (internationales et nationales) sur place et la Faculté des Sciences Agronomiques (FAC), l'Institut de Recherches Agronomiques et autres institutions spécialisées à Huambo, le projet collecte, définit, valide et diffuse des expériences à succès et des bonnes pratiques.

16. Le PESA utilise cette double stratégie pour atteindre, d'une part, les individus et familles autant que possible, et d'autre part pour exercer un plus grand impact à travers des actions coordonnées sur une plus grande échelle.

17. L'identification des expériences avec des bonnes pratiques au niveau provincial et municipal se fait toujours en impliquant toutes les parties prenantes. Les actions impliquent les centres de recherche et de formation (universités, médias) également, pour apporter d'une part, plus de recherche et de formation à la réalité des paysans angolais et d'autre part, pour assurer que des propositions sont en place dans le temps.

Concept de « bonnes pratiques »

« Le concept de bonnes pratiques agricoles a évolué ces dernières années dans un contexte économique et alimentaire qui change et se mondialise rapidement. Cette évolution est également liée aux préoccupations et engagements de nombreuses parties prenantes pour assurer la production et sécurité alimentaires, sûreté et qualité des aliments, et un environnement durable. Les bonnes pratiques agricoles s'appuient sur les recommandations et les connaissances disponibles pour favoriser une production et l'exploitation agricole et des processus qui s'en suivent durables en termes environnemental, économique et social, tout en générant des produits agricoles alimentaires et non alimentaires sains et sûrs. Une approche largement acceptée utilisant les pratiques et principes généraux de « bonnes pratiques agricoles » guide le débat sur les politiques et actions nationales. En outre, cette approche favorise des stratégies permettant à toutes les parties prenantes de participer à l'application de bonnes pratiques agricoles dans la chaîne alimentaire, tout en en bénéficiant. »⁶

L'approche permettra « d'encourager et d'aider les agriculteurs, les transformateurs, les commerçants, les consommateurs et les gouvernements à jouer pleinement leur rôle et à assumer leurs responsabilités dans la recherche de systèmes de production agricole durables qui soient viables sur le plan social, rentables sur le plan économique et productifs tout en protégeant la santé et le bien-être des humains et des animaux, et l'environnement. ». Une approche en 6 étapes est recommandée d'identifier et de partager les bonnes pratiques

1. Identifier les besoins des utilisateurs.
2. Identifier les bonnes pratiques qui méritent d'être bien-être partagé.
3. Documenter les bonnes pratiques.
4. Valider les bonnes pratiques avec des résultats probants dans un nouveau contexte.
5. Diffuser, adopter, adapter et appliquer les bonnes pratiques.
6. Développer une infrastructure de soutien.

⁶ Source : <http://www.fao.org/sard/fr/sard/754/945/index.html>, <http://www.fao.org/ag/fr/magazine/faqgapfr.pdf> *Identifying and Sharing Good Practices* (http://www.sdc-learning-and-networking.ch/en/Home/SDC_KM_Tools/Good_Practice , voir *linkage Comprehensive text about Good Practice* 2) <http://www.fao.org/knowledge/goodpractices/good-practice-cycle/fr/> . Pour plus d'informations plus détaillée sur ces processus et ces techniques, merci de consulter aussi le site de Toolkit du partage des connaissances de la FAO, de l'UNICEF et du GCRAI. (<http://www.kstoolkit.org/>)
En plus, un site Web FAO sur les Bonnes Pratiques a été créé en 2005 et fourni une série de résumés de quelques bonnes pratiques dans certains domaines d'expertise: <http://www.fao.org/knowledge/goodpractices/fr/> .

Ad c) Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSAN) et le Plan d'Action Nationale pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (PASAN).

18. En collaboration avec le « *Institute of Hunger Studies* » le projet a appuyé le GOA d'élaborer une Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et son plan d'action (ENSAN/PASAN) pour la période de 2009 – 2013.

19. L'ENSAN présente un caractère multisectoriel. Le projet a soutenu un processus de validation qui s'est appuyé sur les consultations dans les régions et provinces d'Angola en collaboration avec la société civile. L'ENSAN a été approuvé par le Conseil de Ministres en Novembre 2009 et fait partie du Programme Intégré pour le Développement Rural et la Lutte Contre la Pauvreté (PIDRLP) depuis 2010.

Organisation du projet

20. Au niveau national un Comité de Coordination/Pilotage PESA sous la présidence du MINADERP supervise le projet.⁷

21. Une Unité de Gestion (UGP), assez petite vue la taille et la dispersion géographique des activités, gère les activités du projet. Dans la première phase du projet à Kuito, elle se composait comme suit : (i) un coordinateur national, (ii) un assistant technique international et (iii) un chauffeur. Dans la deuxième phase : (i) un assistant technique national pour le component ECA, (iii) un technicien pour le domaine « bonnes pratiques » et un chauffeur ont été ajoutés. Un coordinateur national n'a été prévu que vers la fin de la phase du projet (voir ProDoc).

22. Pour la coordination du travail au niveau national à Luanda, concernant surtout l'élaboration de l'ENSAN, le projet disposait de : (i) un point focal international pendant 16 mois, (ii) un assistant administratif et (iii) une facilitatrice des processus de développement et du suivi de l'ENSAN. Le PESA a été soutenu ponctuellement par des consultants de l'IEH et des experts STS de la FAO Rome.⁸

23. Le Bureau de Sécurité Alimentaire du MINADERP (GSA) assurait la contrepartie de la mise en œuvre du PESA au niveau territorial. Elle intégrait toutes les actions dans les zones rurales et impliquait les administrations municipales et les autres acteurs importants comme les ONG, Universités et centres de formation. Dans les Provinces, l'UGP travaillait de concert avec les délégations provinciales du MINADERP et de l'Institut de Développement Agricole (IDA) et autres organismes gouvernementaux essentiels pour la mise en œuvre du projet (p.ex. Direction Provinciale de Santé et de la Planification Territoriale).

24. Un des principes fondamentaux de fonctionnement du PESA était de parvenir à des synergies avec d'autres programmes. Ainsi le projet entretenait des alliances et partenariat avec les ONG et d'autres organismes gouvernementaux et internationaux pour mobiliser des fonds supplémentaires et multiplier l'impact des actions.

25. Le GOA a fourni des ressources humaines sur le terrain en mettant à la disposition des vulgarisateurs agricoles de leurs stations EDA, des facilitateurs/formateurs ECA qui ont été

⁷ Membres : Bureau de Sécurité Alimentaire (GSA), directions du MINADERP impliqués dans la sécurité alimentaire et l'Institut pour le Développement Rural (IDA).

⁸ Détails concernant les ressources humaines à la disposition du PESA voir Annexe. XI

formés par le PESA. Il a, en plus, mis à la disposition deux techniciens qui ont servis de coordinateurs provinciaux et points focaux du PESA pour d'autres intervenants (ONG, centres de formation).

Objet d'évaluation

26. Le maître d'œuvre de l'évaluation est le GSA du MINADERP. En accord avec le bailleur de fonds, le Gouvernement d'Espagne (GOE/AECID) et le maître d'ouvrage (FAO), il a été jugé utile d'avoir recours à des consultants extérieurs en fin du projet pour garantir l'objectivité de cette évaluation (ex poste).

27. Le concept initial des ECA, de même que le processus d'élaboration de l'ENSAN et des « bonnes pratiques » poursuivi depuis 2006, ont connu une évolution quantitative et qualitative qui est l'objet de cette évaluation.

28. La présente évaluation externe réalisée à la fin du projet 2/2012 vise une appréciation compréhensive et objective de la mise en œuvre et l'efficacité (performance) du projet, mesurée aux critères d'évaluation du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OECD), notamment la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la pérennité⁹.

29. L'**objectif principal de l'évaluation** est, à part la consolidation des acquis du projet à long terme, de tirer des enseignements (*lessons learnt*) pour des interventions similaires notamment pour un partenariat avec le Market Oriented Small Holder Agricultural Programme (MOSAP) de la Banque Mondiale en Angola.¹⁰

30. Les recommandations de l'évaluation devraient aussi servir à l'élaboration du *Country Programming Framework* de la FAO en Angola et à la réorientation du bailleur de fonds dans sa stratégie de coopération avec l'Angola dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement rural. Elles devraient aussi servir à renforcer la durabilité institutionnelle de l'approche ECA, notamment l'appropriation par les administrations angolaises concernées. Conformément aux termes de référence (TdR en annexe 1) les objectifs de l'évaluation se résument comme suit :

⁹ Voir le glossaire de ce rapport en Annexe V pour la définition de ces termes techniques de l'évaluation.

¹⁰ La FAO actuellement est en négociation avec le Gouvernement d'Angola (GOA) et la Banque Mondiale (BM) comment implémenter l'approche ECA dans le cadre du *Market Oriented Smallholder Agriculture Project* (MOSAP), qui travaille dans les Provinces de Huambo, Bié et Malanje. Des réflexions sont en cours à savoir comment mettre à jour le TDR actuel ainsi que le MOSAP.

Objets de l'évaluation

- Jugement sur la pertinence et pertinence du projet pour les :
 - Priorités nationales de Sécurité Alimentaire ;
 - Bénéficiaires concernant l'amélioration soutenue des moyens d'existence ;
 - Besoins en assistance technique pour l'avenir.
- Analyse de l'efficacité de la gestion du projet (Système de Suivi/Evaluation, processus de gestion interne et externe, qualité de l'appui technique et administratif de la FAO, qualité et (*reliability, timeliness*) appui du GOA.
- Fournir aux responsables du projet et à ses partenaires des analyses objectives sur la mise en œuvre en utilisant les critères d'évaluation internationales¹¹ et des conclusions sur les résultats atteints.
- Sur la base des conclusions, tirer des leçons sur l'exécution du projet, exprimées en terme de facteurs de réussite et d'échec, et élaborer des recommandations sur :
 - Potentialité d'extension de l'approche par les bénéficiaires et les institutions d'accueil (pérennité du projet) ;
 - La suite des interventions du projet et des projets similaires en Angola ;
 - Enseignements tirés (*lessons learnt*) et leur potentialité de transfert dans la région.

31. Lors du briefing, les représentants du maître d'ouvrage de l'évaluation ont spécifiquement souhaité appréhender les liens et les synergies obtenus entre les interventions engagées au niveau paysan (ECA) et le PNSA.

32. Les questions clés ont été définies par critère d'évaluation (voir Annexe I).

1.2 Méthodologie

1.2.1 Déroutement

33. L'évaluation a été réalisée en trois phases comme suit (détails voir Annexe II) :

Phase I Préparation de l'évaluation (4.1. – 13.1.2012)

- Analyse préliminaire des données secondaires (disponibles) et l'élaboration de la méthodologie d'évaluation, premiers échanges entre les consultants et organisation de la logistique avec l'appui de la FAO Angola ;
- Elaboration des questions et objectifs d'évaluation et matrix d'évaluation ;¹²
- Briefing avec l'OED (par Skype) et Skype interview avec Marjon Fredrix (AGPP).

Phase II Phase de collecte de données et d'information (23.1. – 10.2. 2012)

- Briefing avec l'équipe FAO et autres parties prenantes en Angola ;¹³
- Réunions avec l'équipe du projet, responsables gouvernementaux, responsables d'AECID et autres partenaires à Luanda ;
- Réalisation de la mission du terrain et entretien avec les bénéficiaires et partenaires du projet dans les provinces de Huambo et Bié ;
- Atelier de restitution participative et débriefing à Luanda.

Phase III Analyse des données et rédaction des rapports (13.2. – 18.2.2012)

- Rédaction du rapport provisoire. Remise des observations des partenaires ;
- Rédaction du rapport final (6.3.2012).

¹¹ UNEG Critères conforme aux critères DAC/OECD.

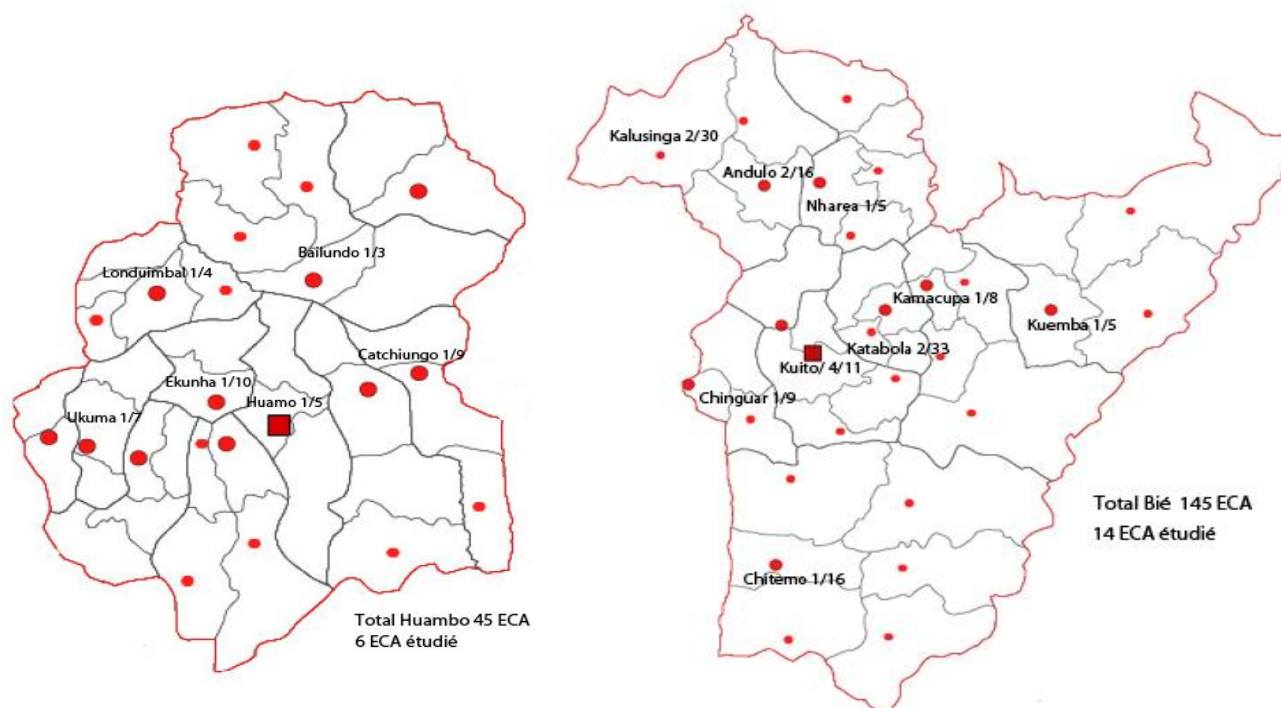
¹² Annexe XII définit les responsabilités thématique et méthodes utilisées

¹³ Le Directeur du maître d'oeuvre était en mission et le directeur de la GSA a été représenté par son interim pendant un briefing avant la sortie dans la zone du projet.

34. Cette évaluation externe a été réalisée par une équipe de deux experts internationaux : Dr. Reinhard Pfeiffer, chef de l'équipe, spécialiste en sécurité alimentaire, gestion des projets/programmes de développement rural et Mme Ilse Hoffmann, experte en vulgarisation agricole et approches participative.

35. Basée sur les TdR et les questions clés d'évaluation, une matrice d'évaluation a été élaborée. Cette matrice servait de base à l'élaboration des méthodes, à l'identification des personnes ressources, aux guides de discussions et d'analyses faites par l'équipe des évaluateurs. Les évaluateurs n'ont pas appliqué de questionnaires standardisés mais des Focus Group Interviews (FGI) et ateliers de réflexion (SWOT ou SEPO) avec un fil conducteur. Les évaluateurs ont donné la préférence au FGI et ateliers de réflexion structurés comme dans la plupart de cas des réponses qualitatives (avis des concernés) ont été dû relever. Les Focus Group Discussions ont nécessité un appui logistique et personnel (modérateur/traducteur en langue locale) pour garantir une qualité des données acceptable et pour arriver à avoir un échantillon assez large.¹⁴

Illustration 1: Nombre des ECA visitées et groupes pour les interviews sélectionnées par hasard dans la Province de Bié et Huambo



Population n=190, échantillon choisi par hasard :20 ECA (Quantité/l'ancienneté des ECA voir chapitre 5.1.1).

36. Un mélange de méthode de collecte de données a été utilisé :
- Identification et analyse des documents et données secondaires ;
 - Identification d'une chaîne de résultats et reconstruction des plans synoptiques de planification ;¹⁵

¹⁴ Le SEAGA/ASEG guide de la FAO sera pris comme référence méthodologique.

¹⁵ Le ProDoc se basait seulement sur une note de concept, un tableau synoptique de planification (TSP) n'était pas élaboré.

- c. Discussions semi structurées en groupe avec des bénéficiaires. Le projet n'a pas disposé d'une étude de référence (*baseline*) valable. Pour cette raison les entretiens avec des populations qui sont depuis moins d'une année au programme des ECA ont été considérés comme contrôle carré pour comparer leur situation avec celle des populations ayant profité d'une formation ECA durant plus d'une année. Les évaluateurs n'ont pas pu faire une étude d'impact suivant des approches actuellement exigées (*state of the art*) avec raisonnement négatif - groupe de contrôle (*contrefactuel*) car des données relatives n'étaient pas disponibles. Les questions abordées dans les discussions en Focus Group étaient orientées vers l'approche des moyens d'existence durable (AMED) (voir explications supplémentaires ci-dessous) ;
- d. Observations participatives avec des populations ayant profité d'une ECA et celles qui n'ont pas participé au programme ECA plus d'une année (groupe de référence) ;
- e. Entretiens semi-structurés individuels avec des personnes ressources, partenaires et des responsables et l'équipe du projet. Les interlocuteurs ont été sélectionnés de manière à avoir une certaine représentativité entre les institutions gouvernementales, les organismes internationaux, les ONG et les organisations de la société civile ;
- f. Analyse simplifiée de coûts et rentabilité économique des activités ;
- g. Deux ateliers d'analyse dans les deux provinces utilisant la méthode SEPO avec des représentants de facilitateurs (*facilitadores*) venant de groupes cibles, et formateurs (*formadores*) des EDA et ONG, des chefs d'équipe et des partenaires (sondage d'opinion sur les points forts et faibles du programme) ;
- h. Atelier de restitution à la fin des missions sur le terrain pour présenter et discuter des résultats préliminaires ;
- i. Echanges par Email et/ou téléphone (pour certaines clarifications) ;
- j. La promotion de la Sécurité Alimentaire, les quatre piliers/dimensions d'une Sécurité Alimentaire ont été considérés dans l'analyse (voir dimensions et questions clés démontrées dans l'illustration 3).

37. L'évaluation a basé son appréciation (questions abordées dans les discussions en Focus Group sur l'approche des moyens d'existence durable (AMED) qui s'intéresse aux moyens de subsistance (capacités) des ménages et des personnes et à la façon dont les uns et les autres font face aux problèmes et aux chocs (stratégies relatives aux moyens d'existence).

38. Pour analyser la sécurité des moyens de subsistance, l'AMED examine six catégories d'avoirs (cercles orange dans l'illustration 2 prochain page)¹⁶ et les conditions cadre (Vulnérabilité, opportunités, accès aux institutions PIOPS et services) des ménages.¹⁷

¹⁶ Les 6 avoirs d'AMED peuvent être définis comme des biens ou des personnes auxquels on peut attacher une valeur ou une utilité telles qu'une compétence ou une qualité. Les stratégies désignent la façon dont les ménages utilisent et combinent leurs avoirs pour améliorer leur sécurité alimentaire en se procurant des aliments, un revenu et d'autres biens et services, dans le contexte dans lequel ils vivent :

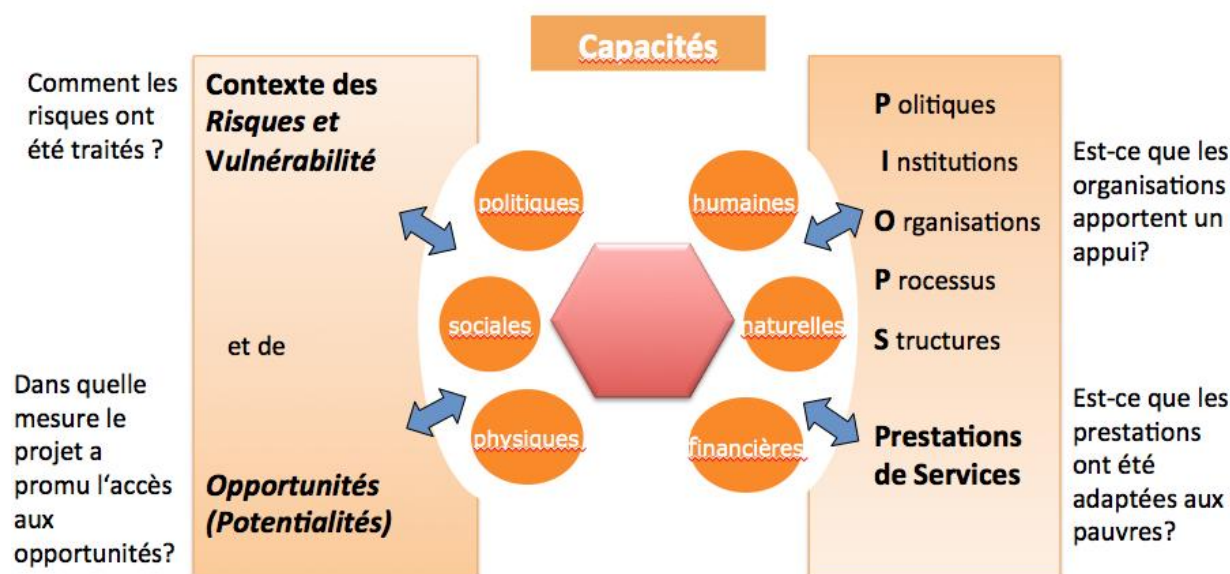
Avoirs :

- humains – niveau d'éducation et de santé,
- naturels - terres, eau, forêts, etc.,
- financiers - revenus, crédits et emprunts, économies, liquidités, (bétails) etc.,
- sociaux - réseaux d'entraides familiaux et de solidarité entre ménages, groupes communautaires; valeurs, comportements et rapports de confiance qui facilitent l'accès aux moyens de subsistance,
- physique - avoirs productifs (outils et équipements), réserves, logement, infrastructures, etc.,

39. Dans le cadre conceptuel de la sécurité alimentaire des ménages, les disponibilités alimentaires, l'accès à l'alimentation, la stabilité et l'utilisation de celle-ci sont considérés comme des facteurs clés de la sécurité alimentaire et sont associés aux avoirs disponibles des ménages, à leurs stratégies de subsistance et à l'environnement politique, social, institutionnel et économique (voir analyse via l'approche AMED en dessus).

40. Les interactions entre le cadre analytique de l'AMED et celui de la sécurité alimentaire ont été prises en compte dans les questions posées aux groupes (FGI) et individus (voir illustration 2).

Illustration 2: Dimensions de moyen d'existence et questions clés (livelihoods) appréciée par l'évaluation



41. Les limitations dans le temps pour l'évaluation ont permis seulement de faire une analyse approfondie de la sécurité alimentaire au niveau local via FGI, qui se reposait sur les deux piliers suivants :¹⁸

- **Disponibilités alimentaires** dans le contexte du programme
Les disponibilités alimentaires sont les vivres à disposition ou le degré de subsistance dans la zone du programme par rapport aux zones non servies. Les disponibilités alimentaires se déterminent par: la production, le commerce, les aliments acheminés dans la zone au moyen des mécanismes de marché et les stocks disponibles ;
- **L'accès à l'alimentation** (situation +/- normale qui n'exige pas l'aide d'urgence)
Désigne la capacité d'un ménage de se procurer régulièrement des aliments en les produisant, en puisant dans ses stocks ou en les achetant. Comme il y a beaucoup de familles avec une femme comme chef de famille dans les zones du projet, des données ventilées par sexe ont été le point central des évaluateurs.

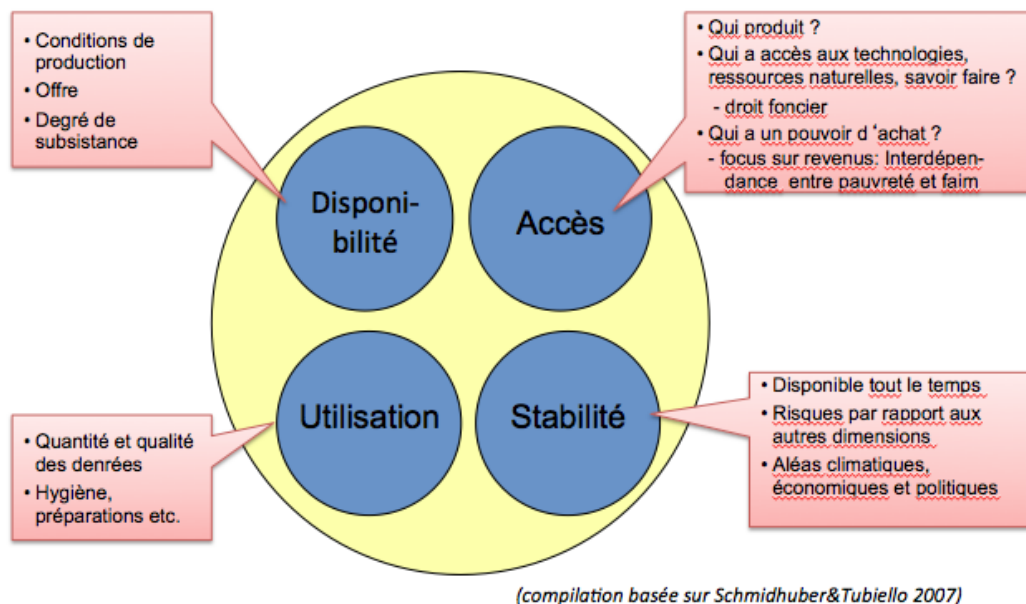
politiques - rapports de force, accès aux processus de prise de décisions politiques, et influence sur ce pouvoir décisionnel.

¹⁷ Informations détaillées sur l'approche AMED se trouvent dans www.poverty-wellbeing.net.

¹⁸ Le sujet de la stabilité a été seulement pris en considération dans l'évaluation en ce qui concerne des analyses approfondies des aspects genres.

42. Les aspects de stabilité et d'utilisation ont été pris en compte dans les entretiens individuels.

Illustration 3 : Dimensions de la Sécurité Alimentaire pendant l'évaluation



43. L'approche et la méthodologie utilisées comprennent de nombreux points forts, mais aussi quelques faiblesses. Les points forts sont :

- la triangulation des méthodes et des sources d'information ;
- disponibilité et participation des acteurs clés et forte logistique pour l'évaluation de la part de l'équipe du projet ;
- possibilité de visite des sites représentatifs du projet.

Les points faibles sont :

- une analyse approfondie des documents a été difficile due à une documentation incomplète et difficile à récupérer ;
- les limites de l'analyse par rapport aux études d'effets et d'impacts, notamment par rapport à la réduction de pauvreté (manque de référence initiale, de données systématiques de suivi, manque de zones / communautés de comparaison).
- Le document du projet est vague et ne comportait notamment pas de cadre logique ce qui a constitué un handicap pour la gestion du projet, son suivi et notamment aussi pour son évaluation.¹⁹
- Le cadre institutionnel n'est pas spécifié dans le document initial.

44. L'annexe II présente le calendrier général de la mission et la liste des interlocuteurs. La triangulation des résultats et une considération multidisciplinaire de l'objet de l'évaluation sont les principes essentiels de méthodologie.

45. L'équipe d'évaluation a apprécié l'impact technique, social et politique de l'approche FFS en ce qui concerne l'impact immédiat et l'impact développemental d'une manière

¹⁹ L'équipe a du élaboré une chaîne de résultats et le cadre logique comme référence pour l'évaluation

qualitative via les Focus group interviews. Le fil conducteur s'est basé sur les domaines identifiés par Henk van deren Berg et Janice Jiggins (2007) de l'Université de Wageningen²⁰

2. Arrière-plan (contexte) du projet²¹

46. Le contexte national est marqué par le renforcement progressif du processus de la reconstruction du pays depuis 2002, une stabilité des institutions nationales et un effort de décentralisation des administrations et déconcentration des services techniques ; ceci marque un tournant après 27 ans de guerre civile dominés par des tensions et l'insécurité.

47. La **guerre civile** a entraîné un déplacement des campagnes vers Luanda et des autres villes côtières (Benguela, Lobito, Caxito...), engendrant une pression difficilement soutenable pour la capitale (5 millions d'habitants, alors que son infrastructure était conçue pour 600 000). Le PNUD (2011) classe l'Angola au 148^{ème} rang sur 187 en termes de développement humain (Index de Développement Humain 0.486). Si les moyens sanitaires, matériels et humains sont largement déficients, l'Angola connaît cependant, du fait de l'isolement lié à la guerre pendant de nombreuses années, le plus bas taux d'infection du virus du SIDA en Afrique australe (prévalence 1,6% femmes et 0,6% hommes). L'Angola est l'un des pays les plus affectés par les **mines anti personnelles** et par les restes d'explosifs de guerre (estimation entre 6 et 8 millions de mines). Suivant les estimations de 2009, au moins 240 km² restent encore minés. De gros efforts ont été faits depuis la fin de la guerre civile pour déminer le territoire.

48. Bien que la restauration de la paix et la stabilité politique et socio-économique accrue montrent des dividendes, la **situation humanitaire et sociale reste précaire** : 68,2% de la population estimée à 18,9 Mio 2011²², dispose de moins de 2\$ par jour pour vivre, 26% vivent dans une pauvreté extrême (UNDP, 2011)²³. Les indicateurs du développement humain étaient encore précaires en 2010 : le taux d'analphabétisme était toujours de 30,4% et le taux de mortalité infantile s'élevait à 220/1000 naissances vivantes.²⁴ Le revenu par habitant, qui s'élève à 8 200US\$/an, demeure l'un des plus faibles au monde (CIA, 2011)²⁵. Environ 58% de la population vit dans des villes et 60% de la population est au chômage (sans tenir compte de l'économie informelle) et l'espérance de vie n'est que de 45 ans. Ces données sont symptomatiques des efforts encore à effectuer en ce qui concerne le développement humain et notamment la sécurité alimentaire.

49. La proportion est beaucoup plus forte dans les campagnes puisque 94 % des ménages en milieu rural sont considérés pauvres. Etant au centre des conflits pendant la guerre civile, les provinces de Huambo, Bié et le Nord de la Province de Huila dans le plateau central sont les plus vulnérables en ce qui concerne la Sécurité Alimentaire.²⁶ Avec une moyenne de 100 personnes/km², le plateau central a une densité de la population rurale très élevée (moyenne Angola 10/km²). Les femmes angolaises tirent leurs revenus en premier lieu du secteur agricole. Seules trois femmes actives sur 20 ne travaillent pas dans l'agriculture.

²⁰ Henkv.d. Berg, Janice Jiggins, 2007 : Investing in Farmers – the impact of farmer field schools in relation to Integrated Pest Management, Wageningen.

²¹ *Human Development Report 2011 (UNDP)*.

²² *FAO Country Brief 2011*.

²³ *UNDP in Angola 2011*.

²⁴ *HDR 2010*.

²⁵ *CIA World Fact Book 2011*.

²⁶ *IFAD, Rural poverty in Angola*.

2.1 Situation agro-écologique dans les zones d'action du projet²⁷

50. Les provinces de Bié et Huambo (zone d'intervention) sont au centre de l'Angola. Elles se trouvent sur le plateau central de l'Angola dans la zone agro écologique <forêts tropicales humides>. Le climat est tropical tempéré modifié par l'altitude (1 000 et 2 500 m). Les précipitations moyennes à l'échelle nationale atteignent 1 010 mm/an. Les hauts plateaux sont caractérisés par des pluies qui varient entre 1 250 et 1 500 mm/an et une température moyenne annuelle de 18 - 20 °C. La région d'intervention connaît deux saisons des pluies : de septembre à décembre et de février à avril.

51. Bien que la majeure partie de l'agriculture soit dépendante des pluies qui tombent six mois par an, l'irrigation a aussi un rôle important à jouer dans l'autosuffisance alimentaire. L'irrigation privée s'est développée principalement près des sources ou des cours d'eau sur le plateau central. La production agricole est tout d'abord basée sur la plantation des hautes terres de septembre à décembre. Cette saison représente environ 95% de la production totale de céréales et de légumineuses, qui sont aussi les principales cultures vivrières.²⁸

52. La culture principale est le maïs, principalement planté en association avec le haricot. Les bas-fonds sont utilisés pour le maïs et les légumes de contre-saison. Avant la guerre, l'élevage jouait un rôle central dans ces systèmes. Le café arabica y est cultivé dans quelques zones de la Province de Huambo. Avant la guerre, de grands domaines de la Province de Bié ont été consacrés à l'élevage. Aujourd'hui l'élevage consiste en quelques têtes de bovins, caprins, porcins, ovins ou volailles par famille.

Illustration 4: Provinces d'intervention



53. Une faible fertilité caractérise la majorité des sols angolais surtout dans le plateau central. Cette zone est soumise à une pression démographique intense. La situation environnementale se détériore avec des sols dégradés à la suite des pratiques culturales inappropriées.

²⁷ FAO-AQUASTAT.

²⁸ ENSAN 2009.

2.2 Économie

54. L'Angola est l'un des plus riches pays d'Afrique en matière de ressources minérales et naturelles. L'économie de l'Angola est en pleine croissance, mais tirée par le pétrole et le diamant. Le pays dispose d'un **potentiel économique exceptionnel** : le pétrole et le gaz représentent 40% du PIB et 2/3 des recettes de l'état), le diamant (5^e rang mondial), les nombreux autres minéraux, l'hydroélectricité et l'agriculture (en 1975, l'Angola était le premier pays agricole d'Afrique).

55. Après L'Afrique du Sud et le Nigeria, l'Angola est la troisième plus grande économie d'Afrique. Elle a été relancée en 2002 mais reste une économie de structure peu avancée. Le secteur primaire emploie 85% des actifs pour 8% des richesses créées.

56. Quand même, les secteurs non-pétrole sont en train d'être de plus en plus promus comme moteur de la croissance alternative. Après quatre décennies de guerres (Indépendance et civile) ayant réduit le pays à l'état de chaos, la croissance a démarré en trombe à partir de l'année 2002. Le taux de croissance économique a crû de 9% en moyenne entre 2002 et 2008 avec un pic de 13,3% en 2008 et une chute de 2,4% en 2009. Les prévisions pour 2011 sont de 7,8% et de 10,5% (2012).²⁹ Mais l'inflation élevée, 12% en 2011, reste préoccupante. De ce fait, l'économie angolaise pourrait devenir la cinquième du continent dans les années 2020 (Banque Mondiale, 2008).

57. Pourtant la manne pétrolière n'a pas réussi à tirer l'ensemble du pays de son état de sous-développement. Les indicateurs montrent que l'Angola possède l'une des plus faibles espérances de vie (45 ans, *health adjusted life expectancy*) du continent, et l'inégalité de la distribution des revenus entre riches et pauvres est très élevée (Gini Coefficient 2000-2011, 58,6)³⁰ et ne fait que s'agrandir.

2.3 Secteur agricole et sécurité alimentaire

58. L'économie des provinces de Huambo et Bié est basée sur l'agriculture et essentiellement tournée vers la satisfaction des besoins locaux. Les cultures de rente jouent encore un rôle inférieur dans l'économie des régions d'intervention bien que des potentialités soient grandes.

59. Vu le haut potentiel agro écologique, de grandes exploitations spécialisées principalement dans les cultures d'exportation, comme le café ou le sisal, ont coexisté avec de petites exploitations familiales avant la guerre civile. Aujourd'hui la production est générée en grande partie par des petits producteurs. Selon le dernier rapport établi par le MINADER 2007, les exploitations de type familial en Angola constituent 99,8% des unités de production et seulement 0,2% sont des entreprises de type fermes. La moyenne nationale pour la superficie ensemencée par famille agricole est d'environ 1,5 ha.

60. La plupart des agriculteurs pratiquent l'agriculture traditionnelle en utilisant des outils à main pour la préparation de la terre et le désherbage, la plantation des semences locales héritées de la récolte précédente. Dans la province de Huambo la traction animale est répandue.

61. Le secteur agricole a beaucoup souffert de la guerre civile. En 1991 le secteur agricole a contribué avec 24% au PIB et 1995 la contribution était en baisse avec 7,3%. Actuellement le

²⁹ *African Economic Outlook et FMI.*

³⁰ *Human Development Report 2011 (UNDP).*

secteur agricole contribue seulement avec 9,7% à l'économie nationale (estimation 2003/2004, 8%).³¹ On note toutefois que seulement 1,43% du budget national de 2011 ont été bloqués pour le secteur agricole.³² Après la guerre civile, seulement 2,9 Mio ha de la superficie arable a été cultivée (période 2003/2004). En dépit du problème des mines dans les zones rurales, déjà 5 millions d'ha de la terre agricole ont été emblavées en 2009.

62. Cependant, l'agriculture dispose toujours d'importantes potentialités : (i) une disponibilité en terres cultivables, puisque seulement 11,5% sont cultivées sur une superficie cultivable de 57,5 millions d'ha; (ii) l'existence d'une main-d'œuvre rurale, étant donné que 42% de la population vit dans les campagnes; (iii) un potentiel de ressources en eaux recouvrables (surface et souterraine) estimé à 148 km³/an permettant de fournir de l'eau pour 3,7 Mio d'ha de terres irrigables³³ et (iv) une décentralisation bien entamée au niveau des régions et des communautés rurales.

63. Le secteur agricole est toujours la principale source d'emplois pour la population. Il emploie 4,7 millions de personnes sur un total de 7,5 millions (63% de l'effectif). Seules 600 000 personnes sont employées dans d'autres secteurs et 2,2 millions sont au chômage.³⁴ Le GDP/travailleur agricole augmente régulièrement de 50 US\$ (2000) à 200 US\$ (2005) à 523 US\$ (2009). Bien que la potentialité de la croissance agricole soit encore énorme, la croissance du secteur agricole a été en 2009 estimée à 29% par rapport à la période 1999 - 2009 alors qu'elle était seulement de 13,8%.³⁵

64. L'évolution des principaux indicateurs du secteur rural montre que ce secteur continue à traverser, depuis plusieurs années, une crise profonde due à un certain nombre de contraintes :

- 1) une superficie minée toujours élevée – problème en cours d'être résolu ;
- 2) la baisse du revenu réel des exploitants qui entraîne une réduction de l'utilisation des intrants agricoles (semences de qualité, engrais) ;
- 3) l'inadéquation du paquet technologique et du transfert des connaissances par rapport à la demande effective des producteurs ;
- 4) l'accès difficile au crédit ;
- 5) la dégradation des terres due aux pratiques culturelles non adaptées;
- 6) une mauvaise organisation des circuits de commercialisation et une insuffisance du réseau de transport.

65. En prolongement des Documents de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (**ECP**, Estrategia de Combate à Pobreza) 2006-2008, le GOA a approuvé une Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (**ENSAN**) en décembre 2009.

66. Une priorité clé du GOA est de réduire l'exode rural, et d'améliorer les conditions de vie dans les zones rurales. En effet, avant la guerre civile, 80% de la population vivait dans les zones rurales, contre 56% de la population actuellement.³⁶ En 2011, l'ECP et l'ENSAN ont été intégrées dans le **P**rogramme **I**ntégré pour le **D**éveloppement **R**ural et la **L**utte Contre la **P**auvreté (**PIDRLP**) qui vise la lutte contre la pauvreté, l'éradication de l'insécurité alimentaire en même temps que l'intensification agricole.

³¹ *CIA World Fact Book 2011.*

³² chiffres du MINADERP 2011.

³³ *FAO-AQUASTAT data base.*

³⁴ *ENSAN 2009.*

³⁵ *Angola at a glance World Bank 2011.*

³⁶ FAO 2011, notes d'informations.

2.3.1 Accès à la terre

67. Pour les producteurs et les agriculteurs familiaux, la terre est la base de leur activité économique. La sécurité d'occupation et d'utilisation des terres est centrale pour leur mode d'utilisation et le niveau d'investissement. L'Angola est confronté à une situation nouvelle : les terres sont vendues et les acheteurs sont motivés pour diverses raisons, notamment pour investir dans l'agriculture et la foresterie. Vue l'absence d'un mécanisme d'enregistrement correcte très répandu - la plupart des communautés rurales ne disposent pas de titre officiel de leurs terres, c'est le droit traditionnel qui est encore appliqué dans les plus parts des communes rurales. La terre dans la région du projet est transmise dans les familles en ligne paternelle de génération en génération.

68. Pour combler cette situation, le GOA a préparé une nouvelle loi foncière de 2004 et ses règlements (2007) qui ont été largement discutés avec des ONG angolaises et internationales et la société civile. Un point central de loi est le respect des habitudes coutumières : *“O Estado respeita e protege os direitos fundiários de que sejam titulares as comunidades rurais, incluindo aqueles que se fundam nos usos e costumes.” Artigo 9-1 da Lei de Terras (Lei n°9/04 de 9 de Novembro).*

69. Néanmoins ces habitudes, surtout la transmission de la terre en ligne paternelle peuvent apporter des conflits et iniquités : surtout en cas de décès du mari et quand les enfants sont encore jeunes, les coutumes parfois vont à l'encontre de la femme et des enfants. Parfois elle perd le droit d'accès à la terre du mari et avec ses enfants, elle doit retourner dans sa famille à elle. La situation de ces femmes devient alors délicate.

70. Depuis dix ans, la FAO met un point d'honneur à préserver les droits des communautés rurales à la terre, à l'élaboration de la loi et son règlement comme la mise en œuvre d'une méthodologie pour la délimitation des terres. La FAO a également travaillé en étroite collaboration avec la société civile pendant toutes ces années sur le terrain visé et a grandement contribué au renforcement des capacités à cette fin. C'est pourquoi à ce jour, la FAO, grâce à sa position privilégiée, joue un rôle important dans le lobbying politique et dans la protection des droits des communautés rurales³⁷. Actuellement la FAO, avec le financement de l'AECID, appuie le GOA dans le cadre du projet TERRA (GCP/ANG/045/SPA) pour la mise en application de la loi et ses règlements ainsi que pour délivrer des certificats de reconnaissance des droits pour les communautés rurales par le MINUC.

2.3.2 Situation organisation sociale - caractéristiques des organisations paysannes

71. Suscité par l'Etat à travers ses services techniques déconcentrés, le mouvement paysan est caractérisé par la création des Associations Paysannes (**AP**), ayant une fonction de relais avec les services techniques et les projets ou programmes intervenants en milieu rural. Il s'agit de groupements pré coopératifs autour de comités d'activités regroupant les producteurs d'un même village. Dans ce cadre, les AP jouent un rôle de simples bénéficiaires passifs et d'appui conçu et géré de l'extérieur. Dans la plupart des cas, les villageois se regroupaient ou se regroupent dans l'espoir d'obtenir une aide ou d'avoir accès au crédit. L'habitude prise par l'administration, les projets et les ONG de ne venir en aide qu'aux personnes organisées en groupements enregistrés ont sûrement fortement contribué à la naissance de nombreux groupements d'une façon ou d'une autre, artificiels, sans propre histoire et identité.

³⁷ FAO/AECID 2011, Estudo de Base Projecto Terra FAO Angola – GCP/ANG/045/SPA.

2.3.3 *Infrastructure de base et le commerce*

72. La guerre a causé des dégâts énormes aux infrastructures dans le pays. Les routes et lignes ferroviaires sont quasiment impraticables à cause de la destruction des ponts, le déploiement de mines et la détérioration des chaussées due au manque d'entretien.

73. Cependant, durant les dernières années, la majorité des routes principales ont été goudronnées dans les zones du projet et les provinces sont bien reliées à l'exception de l'axe entre Kuito et Luena. A l'intérieur des provinces, les communications ne sont relativement aisées que dans les alentours des centres. Peu de pistes sont carrossables par tous les temps et beaucoup de chemins ne sont praticables qu'à pied. Seules les villes disposent d'infrastructures comme l'électricité et l'eau courante. Les autres agglomérations n'ont pas de réseau.

74. L'entretien des infrastructures et des chaînes logistiques du commerce dans un réseau de distribution qui permet la réalisation d'excédents de production et la fourniture d'intrants dans toute la production de biens de consommation essentiels, contribuerait activement à l'élimination de la faim et la pauvreté dans le milieu rurale. Les blocages dans la circulation des marchandises, l'absence d'un marketing politique pour les produits agricoles, l'absence d'un système de réglementation des prix sont les contraintes principales qui découragent la participation des producteurs au marché et qui touchent les consommateurs. Ils doivent subir des prix élevés et des structures d'approvisionnement oligopolistiques.

75. L'infrastructure de communication a connu un progrès énorme. Suivant les indicateurs mondiaux du développement de la Banque Mondiale (WB, 2010, CIA 2011)³⁸ 158 100 personnes disposent d'un téléphone cellulaire et 606 700 personnes de la population actuelle de 13.3 Mio ont accès à l'Internet.³⁹

76. Bien qu'il y ait eu beaucoup d'efforts de réhabiliter les routes, tout d'abord des routes principaux, surtout en début du projet les accès des villages ont été précaire et ont limité l'écoulement des produits agricoles et des prestations de service comme une vulgarisation agricole.

2.3.4 *Education*

77. La population angolaise est très jeune. Plus de la moitié a moins de 20 ans. La demande pour les services d'éducation dans le pays est très élevée. Il y a un lien étroit entre l'état de pauvreté et le niveau de scolarité atteint. Sur une population totale, on estime que 41% vit dans une pauvreté extrême et n'a pas eu droit à une scolarité. L'accès au système éducatif d'autre part, a été très limité : en 2000 environ 25% des enfants entre 5 et 18 ans n'ont n'avaient jamais fréquenté l'école. Le taux d'analphabétisme des personnes âgées de plus de 15 ans en 2000 était de 58% et ce chiffre est tombé à 30,4 % en 2010.⁴⁰ Malgré le faible taux de scolarisation, la pression sur les infrastructures scolaires est énorme, étant donné qu'une grande partie du réseau a été détruite ou dégradée. Le taux d'analphabétisme chez les femmes est plus élevé (46%), ce qui est une situation préoccupante, car le niveau d'éducation de la mère a une forte influence sur l'éducation de l'enfant et du bien-être de la famille. Le nombre d'étudiants qui fréquentent différents sous-systèmes de l'éducation s'est développé. Durant l'année académique 2008, le secteur de l'éducation a enregistré un taux de croissance globale de l'école de 6,3%. Le niveau de l'enseignement primaire, celui qui correspond au plus grand nombre d'étudiants, est de plus

³⁸ World Development Indicators Database de la Banque mondiale 2010.

³⁹ CIA World Fact Book 2011.

⁴⁰ HDR 2010.

de 65%. A la même période on a enregistré une croissance de 5,6%, plus ou moins égale à l'année précédente, qui était alors d'environ 6%.

2.4 Le cadre de coopération Angola/FAO

78. Outre le PESA, la FAO est/ou était active dans le secteur de la Sécurité Alimentaire pendant la période d'évaluation avec des projets complémentaires suivants :

- Les projets de coopération techniques (TCP) : (i) appui à la mise en œuvre de Stratégies Nationales de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN), (ii) appui au développement de la filière <Manioc> en Angola, (iii) renforcement du Comité National pour le Codex Alimentaire et du système de contrôle des aliments (Phase II du TCP/ANG/3104), (iv) appui régional pour réduire l'impact de la croissance extrême sur les prix des denrées (TCP/RAF/3206), (v) la lutte contre la Trypanosomose Animal (TCP/ANG/3304) et (vi) les composantes nationales des projets régionaux (TCP/RAF/3312, TCP/RAF/3206...);
- Les GCP : (i) *Intra-African Training and Dissemination of Technical know-how for Sustainable Agriculture and Rural development with African – ASEAN Country Cooperation within the Framework of South-South Cooperation* (GCP/INT/053/JPN), (ii) *Iniciativa América Latina y el Caribe Sin Hambre* – contribution du gouvernement de Brésil (GCP/RLA/160/BRA), (iii) soutien des institutions gouvernementales dans la gestion de la tenue et l'administration de la terre et des ressources naturelles dans les Provinces de Huambo, Bie (GCP/ANG/045/SPA) ;
- Le programme conjoint de l'ONU financé par AECID (UNJP/ANG/044/SPA).

2.4.1 Autres intervenants

79. Bien que beaucoup d'organisations internationales – notamment celles qui s'occupent principalement de l'aide d'urgence, aient quitté le pays, il y a toujours beaucoup d'intervenants dans les provinces de Bié et Huambo qui travaillent dans le développement rural. La plupart d'entre elles s'inscrit dans un partenariat avec le projet PESA (voir partenaires du PESA en Annexe XII).

80. Le *Market Oriented Smallholder Agriculture Project (MOSAP)* de la Banque Mondiale (2008 – 2014) avec un volume financier de 49 Mio US\$ (30 Mio IDA de crédit avec cofinancement de l' IFAD et du Japon) oeuvre sous le maître d'ouvrage du MINADERP (IDA) dans les Province de Huambo, Bié et Malanje. Il a une importance stratégique en ce qui concerne l'accroissement d'échelle de l'approche ECA. On envisage d'incorporer davantage de thèmes et composantes (élaborations des microprojets) dans les ECA et de renforcer les bases et/ou de créer des conditions pour faire perdurer ces groupes ECA avec un soutien extérieur.

81. Les gouvernements locaux et tout d'abord les administrateurs des municipalités sont des partenaires importants du PESA. Suite à la décentralisation progressive, ils jouent un rôle primordial en ce qui concerne l'accompagnement des ECA dans leurs zones administratives tout comme ils gèrent des fonds relatifs via le PIDRLP.

82. Dans le cadre de la réhabilitation, de nombreuses IONG et ONG locales ont opéré dans la zone d'action avec l'approche ECA dans le secteur agricole. Elles constituent une source importante pour l'expansion de l'approche ECA et son évolution (promotion des chaînes de production par exemple l'ONG CODESPA).

83. L' « Instituto de Investigação Agronómica »/Institut de la Recherche Agricole (IIA) et la Faculté d'Agriculture à Huambo sont des partenaires importants en ce qui concerne les questions autour des techniques culturales et la fertilité du sol de même que la formation des agents de vulgarisation agricole (EDA). Un partenariat dans la recherche/développement avec les ECA est envisagé.

84. Principalement lors de première phase, le Projet Champs de Démonstration financé par l'Union Européenne (UE) a joué un rôle déterminant pour le démarrage du PESA (voir chapitre 4.4).

2.5 Contexte historique - méthodologie vulgarisation agricole 2006 – 2011

85. Dès le démarrage du projet et jusqu'en 2009, des activités liées à l'aide d'urgence par des ONG et l'IDA (dernières activités après guerre et activités liées à la crise mondiale des prix des denrées) ont eu un impact important sur le déroulement du PESA. Les bénéficiaires ont été habitués à recevoir des intrants gratuits ou contre un crédit dont le remboursement était rarement réclamé. Donc, les groupes cibles n'étaient pas encore près de voir la valeur ajoutée des approches participatives et/ou d'autopromotion comme les ECA.

86. De plus, l'IDA, le partenaire principal sur le terrain, suivait l'approche « Champs de démonstration » qui a été appuyé par des budgets significatifs dans le cadre de la réhabilitation des structures de vulgarisation par l'Union Européenne. En conséquence, on a connu bien de la résistance envers l'approche ECA au début. Sa valeur ajoutée n'était pas perçue et a été vue comme concurrence à l'approche « Champs de démonstration ».

87. Pendant la première phase du projet le système de vulgarisation agricole n'était pas encore opérationnel au niveau décentralisé c'est à dire le projet manquait d'un appui par les agents de vulgarisation de l'EDA.

3. Appréciation du concept et de sa pertinence

3.1 Le concept du projet

88. Un des principes de base de l'intervention a été de parvenir à des synergies avec d'autres programmes en promouvant des alliances et des partenariats avec des ONG et des programmes pour, d'une part intégrer (*mainstreaming*) les produits du projet et créer des effets tâche d'huile et d'autre part, canaliser leurs ressources à travers les municipalités et le Fonds d'Action Sociale (FAS), la Banque Mondiale, le Programme d'Appui à la Réhabilitation (PAR) de la CE et le Programme Multisectoriel d'Urgence (PMRE).⁴¹

89. Le concept du projet a laissé une grande ouverture et est donc plus considéré comme un projet d'orientation. Au vue des conditions d'ensemble difficiles, qui étaient en évolution permanente, la souplesse donnée par les protagonistes du projet a été réaliste et appropriée.

90. Néanmoins il est à souligner, que le concept n'a jamais été transféré vers une planification avec des indicateurs utiles et ressources humaines adéquates permettant une gestion du projet acceptable ou même optimale.

⁴¹ Le PMRE prévoit la réhabilitation des EDA à Malanje et Bié, la réhabilitation des infrastructures de communication :

91. La combinaison des actions au niveau politique concernant la promotion de sécurité alimentaire (élaboration de l'ENSAN) avec des activités concrètes autour de celle-ci (promotion des ECA et bonnes pratiques) est jugée bonne et plausible bien que cette combinaison ait eu aussi des effets problématiques en ce qui concerne des arrangements institutionnels et opérationnels (voir constats suivants).

a) Arrangements institutionnels

92. L'ancrage du projet au sein du GSA était la seule possibilité valable surtout pendant la première phase, phase pendant laquelle une grande partie du projet se concentrait sur l'élaboration des stratégies politique (l'ENSAN).

93. Par contre, comme le projet a davantage opéré au niveau technique (ECA et bonnes pratiques) dans les Provinces de Bié et Huambo, un ancrage dans l'IDA aurait été plus favorable surtout dans la deuxième phase. Le projet a fait l'objet de complications de la part de l'IDA parce que les avantages de sa nouvelle approche ECA n'étaient pas encore connus et qu'il se trouvait en compétition avec un grand projet financé par la CE (PMRE) sous la tutelle de l'IDA.

94. De par les faibles capacités humaines au niveau de IDA/EDA à l'époque (au début du PESA), l'approche ECA aurait pu être une option valable pour l'IDA à un stade ultérieur afin d'exercer un impact tangible sur le milieu rural et de développer/tester un instrument central pour une alternative aux approches de vulgarisation prédominantes. Les approches de vulgarisation auraient pu se développer par le simple transfert des techniques et distribution des intrants subventionnés vers des approches plus participatives et orientées vers la demande des paysan/nes.

b) Arrangements pour la gestion des interventions

95. Le dispositif personnel était trop faible au début du projet (1 conseiller technique avec chauffeur sans appui en ce qui concerne la gestion et le suivi/évaluation) pour introduire une nouvelle approche qui en plus était en concurrence avec l'introduction d'une approche alternative qui a été munie de beaucoup de moyens. En plus, les ressources disponibles pour la composante nationale du PESA au niveau de Luanda ont été sous-optimales.

96. En outre, le siège du projet se trouvait à Huambo bien que Bié ait offert beaucoup plus de potentialité d'introduire l'approche. La perceptibilité de l'administration provinciale et de l'IDA a été plus efficace à Bié pour des raisons personnelles.⁴² Il est donc évident qu'en transférant le siège vers Kuito, les réalisations aient beaucoup augmenté.

c) Approche et méthodologie

97. L'approche ECA ne devrait pas être considérée seulement comme une approche alternative de vulgarisation agricole mais comme une approche participative qui est centrée sur l'amélioration des capacités analytiques des paysans/paysannes dans le but de renforcer leur pouvoir (*empowerment*).

98. Vu le contexte, cette philosophie n'a pas pu être suivie et sa conséquence nécessaire non plus. La dynamique et parfois l'incohérence dans l'introduction de l'approche ECA doivent être vues dans le contexte historique. Au début du projet les intervenants et partenaires potentiels ont toujours ciblé les activités sur terrain, en grande partie, vers l'aide d'urgence. La distribution des intrants (gratuite ou subventionnée) a créé un esprit d'attentisme auprès des

⁴² L'ancien gouverneur de Bié a apprécié l'approche ECA beaucoup (communication de C. Ndambi)

paysan/nes, pas favorables à l'introduction d'une approche participative qui exige pas mal d'efforts et initiatives propres par les paysan/nnes.

3.2 *La pertinence*

99. Le concept du projet a été très pertinent vu la situation de l'Angola après la guerre civile. L'impact de la crise alimentaire mondiale à partir de 2008/2009 a souligné la pertinence du concept appliqué et la nécessité d'une stratégie pour la sécurité alimentaire. Bien que la situation économique favorable de l'Angola montre des dividendes aussi en milieu rural (aspect infrastructure), la situation humanitaire et sociale reste précaire.

100. Des complémentarités avec d'autres projets, notamment de la FAO comme le TCP 3302 « Appui au développement de la filière de manioc », le GCP « Droit Foncier » et le programme conjoint d'ONU financé par AECID (UNJP/ANG/044/SPA) existent et des synergies ont pu être créées.

101. Presque toutes les personnes interviewées dans des ONG ou autres organismes ont souligné que l'approche ECA, propagée par le PESA, a été une astuce idéale pour permettre de faire passer des messages importants en ce qui concerne le développement en milieu rural. Ce sont d'une part des messages qui concernent les différents piliers de la sécurité alimentaire comme : (i) utilisation (hygiène, qualité de la nourriture, etc.), (ii) la stabilité, l'accès (génération des revenus, droit foncier...) et (iii) la production des denrées et d'autre part des thèmes pertinents comme : (i) l'organisation du monde rural (associations, pré-coopératives), (ii) l'action concernant le genre (violence domestique) et (iii) la santé (HIV/SIDA et hygiène).

102. Les observations sur terrain arrivent à la conclusion que l'approche ECA est très pertinente, pas seulement afin de promouvoir la production agricole mais aussi pour le développement du monde rural. Cela a pour effet que l'intégration de l'approche a été facile et est devenu une raison importante pour sa pérennité. La bonne pertinence du projet avec l'approche technique centrale ECA ont touché un le nerf important: d'une part l'approche ECA a été au porté des partenaires (institutions de vulgarisations en évolution et structuration), et d'autre part ces produits (résultats) étaient très proches aux besoins des bénéficiaires.

4. La mise en œuvre du projet (efficience)

4.1 *Budget et dépenses*

103. Le projet a eu 4 283 529 US\$ à la disposition pour une période de presque 6 années. Les dépenses scindés par composantes se présentent aujourd'hui comme suit.

Tableau 3: Dépenses effectués (US\$) pour les composantes du Projets 2006 -2011)

Rubriques	Dépenses			Dépenses			
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1. Ressources							
Consultants internationaux	1444	90455.41	103077	74528	59238	67694	
Consultant nationaux	27025.35	29660.65	74319	81691	48355	43484	
Autres (administration, chauffeurs etc.)	3016	21943	58307	80193		78302	
2. ECA							
Formations		160816*	138094*	139434*	171990	206590	
Inputs		3000	3034		2620	4300	
3. Bonnes pratiques							

Contrats							
ADRA		25000					
CARE		12500					
WORLD VISION		12500	12500				
ACTIONAID		17123					
Publications							40000
4. PNSA/ENSAN							
Consultant	20592.26	20635.6					
IEH			12350		43913	10809	
5. Gestion, infrastructure	5750	50799	107360	64779	124147	43561	
6. Appui FAO	16415	73049	91124	75350	91040	67870	

N.B.: Formation pendant la période de 2007 - 2009 au niveau provincial et national. Ces formations ne sont pas seulement attribuables aux formations pour les ECAs.

a) Adéquation des fonds propres pour atteindre les résultats escomptés

104. **Composante ECA :** En moyenne 1 153 US\$/an ont été dépensés pour appuyer une ECA (formation des facilitateurs et appui avec des intrants). Même si on tient compte de l'appui technique et organisationnel par les consultants internationaux et nationaux, qui ont introduit des innovations socioéconomiques et organisationnelles, des coûts de 1 814 US\$/ECA/an semblent raisonnables pour une ECA avec une moyenne de 30 membres.

105. **Composante Bonnes Pratiques:** Diverses activités ont été réalisées pour la mise en œuvre de cette composante : (i) il y a eu un atelier pour le démarrage de cette activité en avril 2007, (ii) des ONG travaillant dans la région ont été contractées pour la collecte des données, (iii) une commission technique a été créée en 2008 pour l'analyse et la documentation des données, cette commission s'est rencontrée régulièrement, (iv) la présentation des résultats en mai 2011 lors d'un forum réalisé par l'Auditorio da Faculdade de Ciências Agrárias (FCA).

106. Le tableau ci-dessus indique seulement les fonds utilisés pour la collecte des données en sous-contrat avec des ONG et pour la publication des brochures (encore à réaliser), mais il faut remarquer qu'il y a eu des contrats avec des ONG (CARE) qui n'ont pas présentés de résultats sous de rapports mais qui ont reçu valeur de contrat.

107. Qui plus est, il y a eu également des dépenses pour les ateliers et les rencontres de la commission. Il semble que ces dépenses soient comptabilisées dans la composante ECA (formations). Raison pour laquelle il est difficile de juger de l'efficacité de ce composant. Il semble qu'il n'a pas été poursuivi avec la vigueur nécessaire.

108. En outre, il reste encore des activités à réaliser : compiler les informations dans un livre, préparer du matériel (brochures) pour la diffusion de bonnes pratiques, renforcer la diffusion des bonnes pratiques validées à travers des ECA, renforcer la recherche sur des pratiques qui ont été transmises à l'IIA pour des études/recherches plus détaillées et la validation scientifique.

109. Composante PNSA/ENSAN – des dépenses 2011 d'environ 108 005 US\$ pour : (i) la conception et l'élaboration de l'ENSAN, (ii) sa validation par un procès consultatif au niveau national et provincial par les autorités et la société civile et (iii) sa diffusion a été à la limite vue des coûts élevés connexe et la structure de prix actuelles en Angola. Pour cela il n'est pas surprenant, pour les évaluateurs, qu'un financement additionnel via le TCP « Appui à la mise en œuvre de l'ENSAN » ait été nécessaire.

b) Cohérence et solidité des révisions budgétaires en réaction aux changements nécessaires dans l'opérationnalisation des activités

110. A défaut d'une planification propre et vu l'absence d'une budgétisation, qui aurait pu permettre de se référer à une comptabilité analytique, une conclusion sur la solidité des révisions budgétaires a été difficile sinon impossible.

c) Efficience dans la dépense des fonds

111. L'Unité de Gestion a été dotée du minimum nécessaire pour un propre fonctionnement. Un jugement définitif n'est pas possible comme une planification avec des indicateurs (objectifs quantitatifs et qualitatifs à atteindre) et une comptabilité analytique n'existaient pas.

4.2 Gestion du projet/programme

112. Le ProDoc n'a prévu un coordinateur national uniquement à la fin du projet. Cette stratégie ou omission n'est pas appropriée vis-à-vis du partenaire local, le GOA qui est le maître d'œuvre. En conséquence, elle a exposé le projet au risque d'une non-appropriation du projet par la partie nationale. Le manque d'un coordinateur national a été certainement un facteur qui a contribué aux problèmes/lacunes rencontrés dans le démarrage du projet.

113. En outre, le projet a été confronté à de sérieuses difficultés pour la constitution de l'équipe, en particulier pour la nomination et les remplacements des coordinateurs payés par la FAO (voir liste des ressources humaines en Annexe XI). Cet état de fait a certainement eu un impact négatif sur les contacts avec les autorités, l'administration à Luanda et le suivi des activités sur terrain. Les défis à relever dans les domaines organisationnels, institutionnels et techniques sont cependant tels que l'absence du personnel clé normalement se fait ressentir dans le degré d'aboutissement des activités ; les accords de la part du MINADERP pendant la première phase du projet n'ont toujours pas abouti, limitant ainsi l'impact des acquis du projet.

a) Efficacité du suivi et mécanismes d'ajustement

114. Un système de suivi/évaluation a été négligé ou est quasi non-existant. Une planification propre qui aurait pu servir à améliorer la gestion professionnelle n'existait pas. Des indicateurs précis à tous les niveaux (produits, objectifs) ou portant sur des suppositions importantes n'ont pas été élaborés. En conséquence, des données/informations nécessaires à une propre gestion du projet ont fait défaut.

115. Quelques efforts d'arriver à une planification et des réajustements progressifs fondés sur des plans d'actions ont été faites pendant la deuxième phase. L'exécution de ces plans d'actions a fait l'objet de rapports systématiques périodiques qui ont été transmis au siège de la FAO, au bailleur de fonds et au gouvernement. Les allocations régulières et la rallonge budgétaire pour la seconde phase ont été accordées sur la base de ces rapports et des planifications périodiques.

116. Bien que ces efforts ont contribué à l'atteinte des résultats positifs, il n'ont pas pu comblé la non-existence d'une planification systématique avec des indicateurs précises.

117. La gestion du projet a beaucoup souffert d'une non-existence de documents de base propres. Il n'y a pas trace de tableaux synoptiques de planification avec indicateurs valables ou de plans d'opération pour les phases et les années avec une responsabilisation concrètes et budgétisation par composantes (monnaie, temps et ressources humaines nécessaires). Donc, les préalables pour permettre une gestion professionnelle du projet n'ont pas été remplis.

118. En conclusion, des ajustements corrects et sans délais basés sur des données et informations vérifiables n'étaient pas possibles. Le suivi et l'appui technique par la FAO Rome n'était pas suffisants (seulement 3 missions pendant toute la durée du projet).

119. Depuis mars 2010 la FAO-Luanda a effectué plusieurs missions d'appui qui ont abouti à une amélioration de sa collaboration avec l'IDA, le GSA, les DPA, les gouvernorats des deux provinces ainsi qu'en terme de la visibilité du projet auprès du bailleur de fonds. Cela a certainement aussi amélioré l'efficacité du projet.

120. Une documentation des résultats des activités a été réclamée plusieurs fois et des propositions pour une analyse systématique des « diaries » d'ECA ont été faites. Mais ces conseils n'ont pas donné suite dû à une surcharge du PMU.

121. Des évaluations internes régulières et ajustements (réactions par le PMU) des plans d'action ont fait défaut. Les conseils concernant le suivi du projet qui ont été donnés⁴³ dès le début du projet et lors des missions d'appui par l'AGP n'ont pas été sérieusement pris en compte (raisons possibles voir le sous-chapitre suivant).

122. Les évaluateurs ont eu des problèmes pour se procurer une vue d'ensemble. La documentation du projet et de ses acquis est largement non existante d'une manière transparente et systématique. Le projet dispose de nombreuses données non analysées et la valorisation des acquis est insuffisante.

b) Efficience dans la gestion des activités

123. Pendant de longues périodes, le dispositif personnel a été insuffisant. Le cadre employé pour assurer la promotion des ECA a dû assumer des tâches et rôles supplémentaires significatifs en dehors de ses TdR – il a, entre autres, dû assumer la gestion des autres composantes du PESA et a été impliqué dans des activités d'aide d'urgence liées à la crise alimentaire de 2008/2009 (p.ex. distribution des intrants et/denrées dans le cadre du TCP/RAF/3206 et UNJP/ANG/044/SPA). En conséquence, les évaluateurs ont constaté des lacunes et délais dans la mise en œuvre des réalisations qui sont décrites dans le chapitre 5 et 6 (efficacité et conclusions).

124. Cette situation s'est légèrement améliorée pendant la deuxième phase. Le dispositif personnel a été renforcé par un administrateur et deux autres techniciens.

125. L'efficience a souffert beaucoup de la non efficacité de la planification et gestion du projet. Un projet complexe comme le PESA est difficile à gérer d'une manière efficace sans planification. Au vue de tous ces problèmes de gestion, il est étonnant que, néanmoins, des résultats visibles aient été constatés au moins dans la composante ECA et ENSAN.

c) Efficacité de la gestion (qualité et réalisme des plans de travail) voir a) et b)

d) Quantité et qualité de l'appui administratif et technique fourni par la FAO

126. Les « *backstopping* » faits par la FAO ont été tout d'abord réalisés dans le domaine technique. Ils n'étaient pas suffisants pour améliorer la gestion du projet.

127. Au vue de cela et bien que des efforts, la flexibilité et capacité d'adaptation de l'équipe du projet aient certainement contribué aussi au succès du projet, il est étonnant que le projet

⁴³ Se réfère aux rapports de missions de Marjon Frédrix.

possède assez d'acquis à montrer. Cela est probablement attribuable d'un grand part à la bonne pertinence du projet.

128. Les réalisations du projet ont été insuffisantes pendant la première phase dues à la réticence des institutions partenaires (IDA et administrations) au début (raisons voir chapitre 3.1 point a) et des effets d'une longue et dévastatrice guerre civile qui a affecté particulièrement la zone du projet.

4.3 L'appui technique

129. L'appui technique par l'expert international ECA s'est révélé bon. Mais il était trop surchargé avec des tâches supplémentaires à cause des imperfections dans les préalables de la gestion du projet (voir commentaires en dessus).

130. L'appui technique pour promouvoir les bonnes pratiques a souffert de lacunes : il n'y pas eu un expert national pour cette tâche contracté au début du programme. La coordination de la collecte des données a été attribuée à un expert d'un partenaire local. Celui-ci, basé à Huambo, a été contracté seulement en 2010 pour donner suite aux activités prévues. Mais il avait également d'autres tâches (point focal à Huambo, accompagnement des ECA vers la fin du projet dans la province de Huambo). Selon les évaluateurs, l'insuffisance des effectifs/personnels pour suivre la coordination des activités et la bonne intégration des activités de ce composant dans la composante ECA ainsi que la coordination de la collaboration avec la faculté et la recherche ne font qu'aboutir à des résultats médiocres.

131. L'accompagnement du processus d'élaboration de l'ENSAN par l'IEHAM était intensif et professionnel. Il a été la garantie pour une Stratégie multisectorielle, qui est bien fondée et acceptée par toutes les parties prenantes. Les imperfections dans le PASAN notamment les délais dans sa mise en œuvre ne peuvent pas être attribués à un manque d'appui technique car ils sont plutôt à trouver dans des raisons institutionnelles.

4.4 L'appui gouvernemental

132. Au début du PESA, l'appui du gouvernement, notamment de l'IDA, n'était pas optimal. Comme le projet s'est concentré à jeter les bases pour le démarrage des activités sur terrain, le contact avec la direction de l'IDA n'était pas toujours assuré. Un coordinateur national aurait pu assumer ce rôle important. En conséquence, la direction de l'IDA n'était pas assez impliquée dans ce qui se passait sur le terrain et le projet n'était pas perçu comme complémentaire aux actions qui se déroulaient dans le cadre de l'IDA avec son partenaire principal à l'époque (PDR).

133. En plus, après bien des années entravées, l'IDA se trouvait toujours dans un stade de vouloir s'ancrer en dehors de Luanda et d'identification de sa méthodologie de vulgarisation agricole. Cela a pris du temps pour que la valeur ajoutée de l'approche ECA soit reconnue par l'IDA. L'ancrage institutionnel du PESA au GSA aurait pu renforcer le blocage initial de collaboration.

134. La situation s'est améliorée significativement pendant la deuxième phase du projet. Les évaluateurs constatent que le PESA est bien accepté par les partenaires gouvernementaux à tous les niveaux qui font des efforts pour soutenir les activités du projet.

135. Ceci est dû à un effort coordonné conjoint de l'équipe de PESA et de FAOAO qui a permis de surmonter les contraintes liées à l'ancrage institutionnel du projet au départ.

136. Le niveau d'appropriation de la méthodologie propagée par le PESA est haut. À titre d'exemple, on mentionnera que les EDA accompagnent actuellement une grande partie des ECA d'une manière régulière. Les évaluateurs ont aussi l'impression que les services décentralisés allant jusqu'au niveau municipal et même communal font des efforts considérables pour soutenir les activités du projet PESA.

5. Résultat par rapport à la planification (Efficacité)

5.1 Produits et objectifs spécifiques

137. En se basant sur les ProDocs toute une série de résultats et des tableaux synoptiques de planification ont été reconstruits par les évaluateurs (voir Annexe V et VI) et discutées/validées par le projet. Ces documents ont servi de base et référence pour l'appréciation des produits (efficacité) du projet.

138. Le programme a mis en œuvre des activités apportant une contribution directe et indirecte pour atteindre **l'Objectif du Projet** :

L'amélioration de la sécurité alimentaire des groupes vulnérables en Angola via: (i) une augmentation de la production agricole, (ii) une amélioration de l'accès à la nourriture et (iii) une mise en œuvre des politiques publiques.

139. Le PESA s'est donné quatre objectifs spécifiques (deux par phase). Deux au niveau rural et deux au niveau national. Leur produits (composantes) 1 seront appréciés dans les chapitres suivants.

5.1.1 Objectifs Spécifiques – ECA et bonnes pratiques

Phase 1 : Des initiatives durables pour l'amélioration des systèmes de production, du niveau de vie et de la sécurité alimentaire dans des communautés rurales existantes.

Phase 2 : Des communautés à forte concentration des familles vulnérables disposent des expériences concrètes et tangibles pour l'amélioration des systèmes de production et de l'accès à la nourriture.

140. Afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire au niveau rural le PESA s'est inscrit pour « développer des expériences concrètes pour améliorer les systèmes de production et l'accès à la nourriture centrée sur les communautés à forte concentration de familles vulnérables ».

141. Pour y arriver le projet a suivi une double stratégie : (i) l'identification des bonnes pratiques et (ii) la promotion des ECA. Cette double stratégie est justifiée par le fait qu'il existe déjà des expériences réussies dans certains domaines du pays (promues par la FAO, les ONG et d'autres donateurs), qui pourraient être diffusées dans d'autres municipalités et les collectivités pour atteindre d'une part les familles vulnérables autant que possible, et d'autre part pour exercer un plus grand impact à travers des actions coordonnées sur une plus grande échelle.

a) Acquis / produits de la mise en œuvre des ECA (composante 1)

(Phase 1) Un programme pour l'autonomisation des petits producteurs permet d'améliorer leurs systèmes de production et d'assurer leur sécurité alimentaire.

(Phase 2) L'approche ECA en tant que méthodologie est introduite pour : assurer l'estime de soi et l'autonomisation des groupes locaux d'agriculteurs, l'amélioration de leurs moyens de subsistance et systèmes de production est introduite.

A partir du ProDoc les évaluateurs ont identifié les activités principales suivantes, qui ont été prévues pour la mise en œuvre du composante ECA :

- Introduire l'approche ECA pour accroître l'autonomisation (*empowerment*) des paysan/nes et améliorer leurs systèmes de production et moyen d'existences
- Mettre en œuvre des ECA
- Mettre en marche un système de financement des ECA qui est orienté vers une auto durabilité des ECA
- Créer des espaces de dialogue et coordination
- Promouvoir l'adoption de l'utilisation des outils participatifs tel que les ECA par les établissements de formation (EDA et ONG)
- Assurer la formation des formateurs dans les ECA
- Suivi et soutien technique et logistique à la formation des facilitateurs
- Consolider les ECA avec une deuxième cycle/saison
- Formation technique et méthodologique des techniciens, décideurs du GOA et des ONG
- Produire des matériaux techniques et méthodologiques pour la surveillance du processus technique et la gestion du programme ECA (les hommes politiques et les hauts fonctionnaires de l'IDA et des ONG)
- Mettre en œuvre des projets Télé Food (évaluée à 10.000 US\$) dans les ECA plus établies
- Préparer des documents écrits et audiovisuels et des manuels de vulgarisation
- Sensibiliser via des visites de terrain des décideurs, les gestionnaires des institutions publiques, les ONG et la coopération internationale aux méthodologies et meilleures pratiques en place pour affecter leurs adoptions dans des stratégies institutionnelles et nationales.
- Soutien technique de ces décideurs à la conception et la gestion des programmes de vulgarisation agricole comportant un ECA ou approche équivalent
- Systématiser les expériences avec l'Angola et les Universités espagnoles pour l'analyse et la diffusion à d'autres zones du pays.

142. Les thèmes abordés dans les ECA ont suivi les priorités de l'ENSAN et évolué d'une manière progressive avec les années. Le PESA a distingué les trois cycles suivants de formation :

1 ^{ère} année : Cycle C	2 ^{ème} année : Cycle B	3 ^{ème} année : Cycle A
a. techniques de production de maïs, haricot et manioc (axes 1,2,4 de l'ENSAN) b. thèmes sociaux sur l'utilisation des aliments, hygiène, VIH/SIDA, organisation des groupes, planification (axes 3 de l'ENSAN)	c. cultures de rente : horticulture, pisciculture, pommes de terre d. introduction des plantes améliorantes du sol, agroforesterie, rotation des cultures, compostage (axes 1,2, et 4 de l'ENSAN) e. thèmes sociaux	f. gestion durable des sols (analyse des effets) g. structuration et gestion des groupes (associations) h. commercialisation i. transformation et microcrédit (axes 2 et 3 de l'ENSAN) j. thèmes sociaux

143. Selon les besoins / demandes des membres des ECA des thèmes de production pour les marchés (notamment horticulture) ont été privilégiés bien que des thèmes autour des cultures de subsistance aient été aussi abordé dans les formations.

144. Le tableau 4 de la page suivante donne une vue d'ensemble des ECA accompagnées par le PESA. En fin 2011, 190 sur 237 champs écoles créés étaient en fonctionnement à la fin du projet, soit 54 de catégorie C, 55 de catégorie B et 81 de catégorie A.

Tableau 4 : Champs écoles (ECA) réalisés dans les Provinces de Bié et Huambo pendant 5 ans (par catégorie et par an)

LIEU	TOTAL ECA	ECAS 1° CYCLE (C)		ECAS 2° CYCLE (B)		ECAS 3° CYCLE (A)		REMARQUES
		plan	Fait	plan	fait	plan	fait	
Bié								
2007	15		15					
2008	50	20	50					Pas de 2° cycle option non levée
2009	56	45	8	65	48			1 ECA disparaît ECA de 2007 + ECA de 2008 passés en série 2 □
2010	111		54	8	8	49	49	6 ECA de 2007 et 2008 disparaissent
2011	145		44	54	44	57	57	Les ECA de 2007, 2008 et 2009 sont en cours de structuration pour associations et coopératives
Sous total	145		44	54	44	57	57	
Huambo								
2007	13		13					
2008	22	20	22					Pas de 2° cycle option non levée
2009	33	45	10	35	23			seulement 23 (2007+2008) passent en série 2
2010	35		11	10	10	23	14	Seulement 14 (2007+2008) passent en série 3
2011	45		10	11	11	24	24	Les ECA de 2007, 2008 et 2009 sont en cours de structuration pour association/coopératives
Sous total	45		10	11	11	24	24	
Total Bié et Huambo								
2007	28		28		0		0	
2008	72		72		0		0	
2009	89		18		71		0	
2010	146		65		18		63	
2011	190		54		55		81	Ce sont des chiffres qui se sont accumulés et ne peuvent pas être additionnés
Total	190		237					

145. Le nombre des ECA installé fin 2008 a été de 77 et n'est pas arrivé aux 130 ECA planifié pendant la première phase. Par contre pendant la deuxième phase l'objectif d'atteindre les 100 ECA opérationnels a été dépassé.

146. Les ECA de catégorie A attendent de passer au stade d'une association. Dix (10) d'entre elles vont bénéficier de formations en commercialisation par l'ONG CODESPA sous

contractée par le PESA.

147. La diversification des partenaires accompagnant les ECA prévue a été aussi atteinte. Le PESA a appuyé 5 ONG locales, 5 ONG internationales et deux institutions gouvernementales dans la création des ECA (voir aussi annexe XII). Le PESA a diversifié les partenariats et cela avec beaucoup de succès. Il y a cependant eu des problèmes pour garantir la qualité des ECA accompagnés par les partenaires, qui ont démontré souvent une perception différente de l'approche ECA que le PESA (voir chapitre 6.2.1).

148. Il est à mentionner que certaines ONG internationales se sont retirées d'Angola depuis 2011. L'accompagnement de leurs ECA a été repris par les EDA ou bien il est assuré par une initiative propre aux communautés même (cas de Callusinga).

Formations

149. Les formateurs ont été sélectionnés parmi les partenaires soit des IDA et EDA au niveau provincial et municipal, soit des ONG locales et organisations paysannes ou des communautés paysannes.

150. Beaucoup de formateurs avaient une formation de base ultérieure reçue par *l'Instituto Medio Agrario (IMA)* - une institution de la formation agricole au niveau moyenne - ou universitaire à la FAC de Huambo. Les Curricula de ces institutions sont très orientés vers les techniques de production agricole. Des techniques / méthodologies nécessaires pour des agents de vulgarisation (analyse participative, communication, médiation, développement participatif des technologies etc..) ne sont pas enseignées par ces institutions. Les Curricula du PESA montrent qu'on a essayé d'atténuer ces déficits dans les formations des formateurs.

151. Des efforts sont en cours afin de convaincre l'IMA d'intégrer des contenus des ECA dans leur curriculum. La FAC à Huambo ajuste actuellement son curriculum avec des thèmes sur le développement participatif pour mieux qualifier ces étudiants aux travaux de vulgarisation agricole.⁴⁴

152. Depuis 2010 le PESA a organisé une formation des formateurs qui a duré 3 mois (une saison culturale) facilité par le consultant international du PESA et d'un autre spécialiste d'Amérique Latine. Avant 2010 la formation a été découpée en plusieurs périodes plus courtes d'environ 14 jours pendant une saison culturales. En 2007, les formations étaient même plus courtes. Trois Angolais ont reçu une formation pendant une saison à Mozambique qui a été organisée par la FAO avec des facilitateurs venant d'Amérique Latine.

153. Le tableau 5 démontre la quantité des formateurs formés jusqu'à la fin du projet. Actuellement il y a 66 personnes qui ont reçu une formation comme formateurs (*formadores*) ou sont capable de faire fonction comme formateur (formation de moins de 3 mois mais expérience de plusieurs années comme formateur des ECA). C'est près du double prévu au début.

154. Le PESA considère comme les personnes ayant reçu une formation complète comme des « *masters trainers* » (formateur de formateurs). Les autres ont reçu les formations méthodologiques et/ou techniques pour faire partie de l'équipe de formateurs en fonction des aspects de leurs spécialités. En plus, 6 formateurs de base et formateurs de formateur venant d'autres provinces ont été formés (cas de Cunene en 2010).

⁴⁴ Interview avec le decan de la FAC M.G. Pereira

155. Cependant, nombreux formateurs ne se montrent pas disponibles pour l'action réelle sur terrain parce qu'ils travaillent dans l'administration (EDA) ou sont attribués aux autres tâches par leurs organisations/institutions. Les ONGs CARE et Vision Mondiale ont quitté la région et les personnes formées sont également parties en cherchant un autre emploi. La Vision Mondiale continue dans la région mais ne fait plus partie des équipes de formations.

Tableau 5: Quantités des formateurs formés (pendant une saison de 3 mois) ventilé par genre, province et niveau de formation

PERIODE	TOTAL		formateur		formateur de formateur		Remarques
	homme et femme		homme	femme	homme	femme	
Bié	plan	real					
2006		0			1		Formation Mozambique
2007		10	9	1			Formation méthodologique de 10 jours/mois pendant 3 mois
2008		23	19	4			Formation en 3 périodes totalisant 14 jours (6jours+6jours+2jours) au moins 80% ont terminé les 3 phases.
2009		0	0				
2010	12	0			17	3	Master training PESA, dans ce chiffre 4 hommes et 1 femmes ont reçu une des formations avant
2011		0			9*	2*	Master training PESA
Sous total	12	33	28	5	27	5	
* formation 2011 financée par ONG « <i>people in need</i> » pour des ECA dans la municipalité de Kuemba							
Huambo							
2006	10				2		Formation Mozambique
2007		15	10	5			Formation méthodologique de 3 jours renforcée par la participation aux formations des facilitateurs de 30 jours (10 jours/mois)
2008		18	13	5			Formation en 3 périodes totalisant 14 jours (6jours+6jours+2jours) au moins 80% ont terminé les 3 phases.
2009		0	0				
2010	12				11	5	Master training PESA. Dans ce chiffre 5 hommes et 1 femmes ont reçu une des formations avant
2011							
Sous total	22	33	23	10	13	5	
Total	34	66	51	15	40	10	

Formation des facilitateurs

156. Le projet de faire des formations de 30 jours (10 jours par mois pendant une période de 3 mois) dans le centre de Wongo a commencé en 2007. Les partenaires (ONG, IDA) trouvant ces formations trop longues, ont été réduites à 3 jours/mois d'une manière continue dans 7 centres de formation à partir de 2009. Pour des raisons de gestion le projet a réduit les centres de 7 à 4 (2 par province) dans les municipalités d'Andulo et Wongo (Province Bié) et Cachingo et Kissala (Province de Huambo).

157. Les formateurs des facilitateurs ont été sélectionnés parmi une fourchette de partenaires. Très souvent ils ont été désigné par les membres des ECA.

158. Les facilitateurs ont rendu visite aux centres chaque mois et ce pendant 2-3 jours (3 fois par cycle). Les thèmes des formations ont été développés en fonction des problèmes que les paysans rencontrent sur le terrain et identifiés durant les évaluations. Ils ont été déterminés à partir des informations venant des évaluations régulières faites avec les ECA. Les évaluateurs ont tout de même constaté que le retour des évaluations est irrégulier et non-satisfaisant (p.ex le taux de réalisation des évaluation planifiées en dessous de 50% pour la période février – août 2011). Cela est dû entre autres à cause des restrictions administratives et financières (en 2011 la sollicitation a été faible pour les raisons de révisions de procédures de justifications des fonds).

159. Les centres de formation disposent des champs de formation (expérimentation) pour des études pratiques pendant les formations. Etant donné que ces champs d'expérimentation dans les centres semblent d'être suivis que pendant les formations ils se trouvent partiellement dans un état lamentable et ne sont pas forcément la meilleure façon de pratiquer une démonstration convaincante des pratiques nouveaux (exemple Cachingo vu par les évaluateurs).

160. Dans les centres de formation 498 facilitateurs (211 d'entre eux sont des femmes) ont reçu une formation couvrant toutes les 3 cycles c'est-à-dire qu'ils ont théoriquement les capacités de former aussi des ECA avoisinantes. Les évaluateurs ont pu observer quelques cas. Les entretiens démontrent tout de même que leurs connaissance restent souvent théoriques et qu'ils ont encore des lacunes majeures de compréhension en ce qui concerne l'approche de recherche / développement et l'utilisation de l'instrument ASAE, qu'il ont acquis pendant leur formation.

161. Les facilitateurs formés dans la province de Bié sont 3 ou 4 fois plus nombreux. La motivation des techniciens des EDA et la volonté politique dans la Province de Bié ont certainement contribué à cette différence. Depuis 2011, toutes les municipalités de Huambo ont aussi des facilitateurs formés pour les ECA.

Tableau 6: Facilitateurs formés (ventilés par genre, province et niveau de formation)

LIEU Bié	TOTAL (H+F)			HOMME			FEMME		
	C	B	A	C	B	A	C	B	A
2007	34	0	0	34					
2008	53	0	0	53					
2009	102	174	174	15	87	87	87	87	87
2010	109	26	26	96	13	13	13	13	13
2011	135	192	192	39	96	96	96	96	96
SOUSTOTAL	433	392	392	237	196	196	196	196	196
Huambo									
2007	27	0	0	25			2		
2008	44	0		38			6		
2009	20	46		19	38		1	8	
2010	23	20	46	22	19	38	1	1	8
2011	16	23	60	15	22	53	1	1	7
SOUSTOTAL HUAMBO	130	89	106	119	79	91	11	10	15
TOTAL	563	481	498	356	275	287	207	206	211

A = 3^{ème} année de formation, B = 2^{ème} année de formation, C 1^{ère} année de formation

Formations spécifiques

En dehors des formations régulières couvrant des aspects observés pendant une saison culturales, le PESA a aussi organisé des formations spécifiques.

- développement organisationnel

(Commercialisation, accès au crédit, développement des chaînes de production)

162. Etant donné que l'accès aux marchés est indispensable pour assurer une sécurité alimentaire à long terme, le PESA a créé les bases pour la formation sur les thèmes de commercialisation. Le CODESPA est actuellement en train de faire des diagnostics auprès de 40 organisations au niveau des associations et coopératives dans les provinces de Bié et Huambo. Le PESA a contracté l'ONG CODESPA pour quatre ans afin de garantir des formations à long terme.

163. Alors que ces actions n'étaient pas inscrites dans le Pro-doc (omission importante pendant la conception/planification) le PESA a dû réagir pour prévenir des problèmes sérieux d'écoulement des produits et de ne pas mettre en péril des activités performantes dans le secteur horticole.

- transformation des produits

164. Deux formations sur la transformation ont été faites en 2011 par un professeur de la FAC de Huambo. Une des formations des formateurs fut organisée à Katabola (Bié) par le projet UNJP/ANG/044/SPA et certains formateurs et membres de champs écoles y ont participé. L'autre formation a eu lieu à Huambo et a connu la participation de 35 personnes dont 16 techniciens et 19 producteurs.

165. Bien que quelques techniques n'aient pas été très appropriées (stérilisation des légumes dans bocal à conserve), la démonstration des techniques de transformation a donné des pistes de solution qui permettront de valoriser, dans le milieu rural, les productions qui pourrissent.

166. Les formations des formateurs et des facilitateurs ont jeté la base pour créer un pool de capacités locales capable de faire une large diffusion de l'approche ECA dans les deux provinces d'action du PESA.

Création de nouveaux champs écoles paysannes

167. La création de nouveaux champs écoles se fait à partir d'initiatives propres aux paysans ou par le canal d'autres partenaires qui disposent des capacités humaines formées par le PESA. C'est ainsi qu'on a pu assister en 2011 à la naissance de 12 champs écoles à Katabola appuyés par l'Université de Prague et la Coopération Tchèque. L'ONG tchèque *People In Need* a commencé à installer 36 nouveaux champs écoles à Kuemba (Bié) dans une zone jusqu'à maintenant délaissée par des interventions de développement.

168. Quelques exemples de constats faits pendant les FGI avec les ECA suivantes soulignent cette tendance :

Callusinga : Le nombre des ECA dans la zone a augmenté (3). Il y a un autre groupe plus nouveau dans le terrain d'à côté. On parle de créer des ECA dans d'autres villages aux alentours.
Boa Esperanza : Le nombre des ECA dans la zone a augmenté de 4 (2007) à 15 (2012).
Trumba : Le groupe veut installer des ECA encore dans d'autres villages aux alentours. Les groupes créés en 2011 ont rencontré d'autres ECA et par la suite, ils se sont adressés à l'EDA pour les appuyer dans la création de leurs propres ECA.

169. Le PESA a fourni une assistance technique, à de nombreuses fois, aux ONG et administrations (IDA) ainsi que la FAO et le programme conjoint des Nations Unies et cela a donc créé des synergies et promu la diffusion de l'approche (voir aussi 6.2.1 et 6.2.5) concernant ses points forts et faibles. L'appui au projet « enfance et sécurité alimentaire et nutritionnel » dans le cadre du projet UNJP/ANG/044 est mentionné comme exemple. Il a bénéficié d'un appui technique et a créé ces premiers champs écoles à Camacupa dans la Province de Bié.

Echanges d'expériences

170. L'émergence spontanée des ECA observée par les évaluateurs est un bon indicateur qu'il existe un échange continu d'expériences et de diffusion des connaissances par le bouche à oreille. Les échanges d'expériences organisés favorisent aussi la dispersion de l'approche ECA. Les échanges suivants facilités par le PESA sont mentionnés à titre indicatif :

- a. Echanges entre les champs écoles dans les municipalités de Katabola et d'Andulo. L'échange d'expériences a concerné 8 villages de Katabola. Les participants ont eu l'occasion de voir les études réalisées dans les champs écoles et de d'échanger leurs impressions sur les programmes développés dans les différents champs écoles. Les participants ont été satisfaits de cette expérience. Elle a permis d'acquérir une nouvelle vision pour les activités de leur champ école.
- b. Une journée champ école a été réalisée dans le champ école de Kalenga avec 545 participants parmi lesquels, des autorités provinciales (agriculture, IDA...) et municipales (administrateur adjoint, EDA, ONG), les autres structures partenaires et les paysans des autres ECA et villages voisins. Les participants ont eu l'opportunité de

visiter : (i) des études spécifiques en horticulture, (ii) un champ de production de pommes de terres issu d'un microprojet TELEFOOD⁴⁵ et (iii) une activité autour de la pisciculture avec la mise en alevinage d'un 2^e étang à partir de l'étang de l'ECA.

- c. Une activité a impliqué 40 villages à Andulo avec 107 participants dont 89 hommes et 18 femmes. Les participants ont eu l'occasion de partager, non seulement les expériences dans les activités de champs écoles, mais aussi l'utilisation des connaissances acquises dans les exploitations personnelles. Ainsi, les exemples de : (i) rotation des cultures, (ii) diversifications, (iii) commercialisation, (iv) application d'engrais verts et de minéral et (v) des pesticides biologiques ont été vécus.

Efficacité sociale

- Capacités organisationnelles des organisations paysan/nes dans les zones du projet -

171. D'un point de vue technique, on observe que les ménages développent de nouvelles cultures maraîchères et s'organisent pour l'obtention des intrants et pour le renforcement de leurs compétences techniques. Cela aboutit à un pouvoir économique élevé et une consolidation des groupes.

172. Au-delà de l'amélioration des compétences techniques et la croissance économique obtenue, le projet est également arrivé au renforcement de l'organisation sociale au sein des ECA. Un développement équilibré entre genre a clairement évolué, avec une fonction des femmes reconnue tant dans les comités que dans les activités productives. Les modalités choisies par le Projet (recherche-action via l'approche Champ École, constitution des comités) ont promu l'organisation locale et débouchent sur une amélioration de la cohésion sociale (constat fait par les interviewées).

173. Les membres de la plupart des ECA ont atteint un niveau de technicité dans les domaines de la production végétale et animale qui leur permet d'améliorer tant soit peu la productivité de leurs activités. On constate, par contre, une insuffisance notoire du rôle de chacun d'eux dans l'organisation et la mise en commun de leurs efforts et de leurs moyens. Donc, les préalables pour développer les capacités organisationnelles des AV et les capacités personnelles de leurs membres sont encore faibles.

174. L'organisation des producteurs agricoles dans la zone du PESA se caractérise par un nombre très important et diversifié des groupements autour des ECA, notamment dans la Province de Bié. Toutes les actions sont basées sur le principe de l'autopromotion et impliquent une participation financière, en plus de celle physique, des bénéficiaires.

175. Sur la base de l'échantillon créé par les évaluateurs, les groupement dans les zones d'action se caractérisent comme suit :

- a) La majorité des ECA ont des effectifs de 30 à 40 membres dont 56% de femmes. Des comités (président, vice-président, secrétaire et trésorier) existent partout. Parmi les groupements étudiés, 35% des positions de gestion sont occupés par des femmes – notamment des positions de trésorière. La composition des comités ne change pas (pas de réélections observées). Même dans les anciens comités datant de 2007, des réélections ou des assemblées générales régulières n'ont jamais eu lieu. Parmi l'échantillon créé par les évaluateurs, seulement un tiers a un niveau de fonctionnalité

⁴⁵ Pendant la deuxième phase il a été planifié de mettre en oeuvre des projets Telefood avec un budget de 100.000 US\$ en œuvre ensemble avec les ECA les plus établis pour appuyer des microprojets. Seulement deux projets finançant des intrants 2010 d'une valeur de 2 fois 5633 US\$ ont été réalisés.

acceptable, c'est-à-dire qu'il dispose d'une gouvernance acceptable (représentativité des femmes garantie).

- b) Les membres de la plupart des groupes ont atteint un niveau de technicité dans les domaines de la production végétale et animale qui leur permet d'améliorer tant soit peu la productivité de leurs activités. La plupart des ECA connaît des activités diversifiées autour de l'horticulture, ce qui a laissé place au développement des chaînes de production comme celui de la pomme de terre à long terme. En dépit de ces acquis, on constate par contre une insuffisance notoire du rôle de chacun d'eux dans l'organisation et la mise en commun de leurs efforts et de leurs moyens. Donc, les préalables pour développer les capacités organisationnelles des groupements et les capacités personnelles de leurs membres sont encore faibles.
- c) Leur **niveau organisationnel et fonctionnel** est bas : La plupart des ECA ont un niveau de fonctionnalité faible voir médiocre. Il n'existe ni des textes réglementaires ni un enregistrement légal. Cela est dû partiellement au fait qu'il y a un vide juridique en ce qui concerne la constitution, l'enregistrement et la légalisation des groupements, associations ou coopératives. Le faible niveau d'organisation s'applique notamment aux organisations dans la province de Bié.⁴⁶
- d) La cotisation des membres (normalement 50 KWZ/mois) a été irrégulière. Bien que quelques unes des organisations aient des réserves financières pour investir, la plupart ne sont pas à même de s'autofinancer à long terme. Certaines ont des crédits qui ne sont pas encore remboursés. Les ECA interviewées, disposent d'entre 11 000 – 50 000 KWZ dans leur caisse après l'achat des intrants, c'est-à dire d'assez de fonds pour l'achat des intrants pour la prochaine saison.

176. Dans quelque cas (Andulo), les groupements s'organisent dans la commercialisation de leurs produits et l'achat des intrants même en dehors de leur commune. Normalement, l'accès aux intrants est facilité par les partenaires des ECA (EDA, ONG).

177. La gestion de la majorité des ECA est affectée par l'insuffisance notoire de compétences endogènes, elles-mêmes liées à l'analphabétisme de leurs membres (il est estimé que 60% des membres d'ECA sont des analphabètes).

178. Une grande partie des AV ont été amenés à se constituer à la demande des différents projets de développement. Il est probable que la plupart des AV se constituaient avec la finalité d'avoir accès aux ressources financières (subventions ou crédit) des différents intervenants.

Promotion de l'approche ECA auprès des autres projets et « networking »

179. Le PESA a impliqué beaucoup d'autres intervenants dans la diffusion des ECA en donnant des formations initiales et en accompagnant (voir liste des partenaires en Annexe XII). Il ne s'est pas limité à appuyer la création des ECA par d'autres partenaires mais a fait avancer les liens avec d'autres intervenants intéressés aux approches ECA puisque les ECA leurs serviraient de porte d'entrée à leurs propres interventions (CODESPA promotion de la commercialisation et des chaînes de production, GCP droit foncier, service de Santé dans la Province de Huambo etc.) Ils ont créé des partenariats avec ces projets, soit en sous-traitant (exemple CODESPA) ou par le biais de joint ventures comme, par exemple, la valorisation d'une digue à Huambo (PESA, CODESPA et GCP Droit foncier).

⁴⁶ Information personnelle de Gavin Braschi (CODESPA) qui actuellement fait une diagnostique des ECA pour le PESA.

b) Diffusion des bonnes pratiques (composante 2)

Produit 1.2 (Phase 1) Les centres de formation, recherche et service de vulgarisation sont renforcés en ce qui concerne les approches participatives.

(Phase 2) Diffusion de bonnes pratiques de production basées sur des réussites locales et ciblées sur les familles vulnérables.

180. A partir du ProDoc, les évaluateurs ont identifié les activités principales suivantes, qui ont été prévues pour la mise en oeuvre de la composante « bonnes pratiques » :

<p>Phase 1 :</p> <ul style="list-style-type: none">○ Identifier les pratiques existantes○ Identifier la population cible pour les différentes interventions○ Considérer les inconvénients des ménages dirigés par des femmes○ Disséminer des pratiques concrètes (bonnes pratiques) basées sur des expériences locales, auprès des familles plus vulnérables
<p>Phase 2 :</p> <ul style="list-style-type: none">○ Identifier, documenter et valider des pratiques○ Consolider le Comité Technique○ Renforcer des organismes nationaux et provinciaux responsables pour l'identification, la documentation validation/diffusions de bonnes pratiques○ Créer un centre de documentation sur le Plateau Central○ Compiler les informations dans un livre (les expériences pour réaliser une alimentation adéquate sur le Plateau Central de l'Angola)○ Approfondir la stratégie de sensibilisation de bonnes pratiques○ Préparer du matériel pour la diffusion de bonnes pratiques○ Diffuser des bonnes pratiques validées par : des ECA, des programmes radio et télé destinés au milieu rural, des EDA, des projets Télé Food et l'ENSAN○ Établir des accords avec d'autres institutions telle que World Vision et OXFAM pour la coordination de validation des pratiques

181. En accord avec le ProDoc , et pour renforcer des organismes nationaux et provinciaux responsables dans la domaine, la mise en oeuvre des activités de cet axe au niveau provincial et municipal a été promue en impliquant toutes les parties prenantes compétentes : la FAC, l'IIA, l'IDA et les EDA ainsi que d'autres Directions sectorielles concernées (santé, éducation,...) et quelques ONG sur place.

182. Le PESA a accordé également un soutien concret pour l'orientation et le renforcement des institutions impliquées dans la vulgarisation en milieu rural (gouvernements locaux, des instituts de vulgarisation, des administrations provinciales de l'agriculture, les ONG, EDA, ...) à partir des méthodes participatives propagées, basées sur l'approche ECA. Mais les actions du projet portaient également sur les centres de recherche et de formation (universités, médias, ...).

183. L'identification des « bonnes pratiques », des pratiques agricoles traditionnelles et non conventionnellement en vigueur appliquées avec succès dans les zones ciblées d'intervention, est une étape de départ pour atteindre cet objectif.

184. Pendant la première phase du projet, des actions ont été prises pour définir et identifier/collecter des bonnes pratiques au niveau des communautés. Cette activité a impliqué toutes les parties engagées dans les activités du développement rural dans la zone d'action (voir aussi paragraphe 5). Des contrats avec des ONG pour la collecte des données ont été signés (voir également chapitre 4.1.). Les ONG ADRA et Vision Mondiale/World Vision (VM), l'IIA et la direction provinciale de la santé (DPS) ont présenté des bonnes pratiques dans des divers domaines :

Tableau 7: Nombre des bonnes pratiques présentés

	ADRA	Vision Mondiale	IIA	DPS	Totale
agriculture	25	15	3		43
élevage	5	2			7
santé	3	1		1	5
développement communautaire	4	2			6
	37	20	3	1	61

185. L'identification, la documentation et la validation des meilleures pratiques ont été assurées par un comité technique composé des responsables : (i) du PESA, (ii) de l'IDA, (iii) de la Faculté des Sciences Agronomiques (FAC), (iv) de l'Institut de Recherche Agricole (IIA), (v) de l'Institut de Recherche Vétérinaire (IIV) , (vi) des responsables de la Direction Provinciale de la Santé (DPS) et de l'Education (DPE) ainsi que (vii) des représentants des ONG concernées de l'ADRA et de Vision Mondiale. Ce comité a catalogué les pratiques et a présenté les opinions et des recommandations techniques. 48 pratiques ont été jugées appropriées pour la dissémination immédiate auprès des ECA. Le rapport avec la description de ces pratiques est disponible et le rapport du comité a été transmis à la FAO (en Décembre 2009) pour la préparation des brochures et d'un manuel.

186. Les jugements du comité technique pour la validation des bonnes pratiques ne sont pas toujours compréhensibles. A titre indicatif, on peut mentionner l'exemple suivant : l'association maïs et haricot est une technique très commune en Afrique. Néanmoins, différentes façons d'appliquer de telles associations ont été collectées et validées pour la dissémination. En plus, le comité a donné des raisons incompréhensibles à la FAC pour comparer la productivité des différentes techniques (voir encadré ci-dessous), c.-à-d. qu'il n'existe pas encore de détails scientifiques pour la validation des diverses façons d'associer le maïs avec le haricot.

Boa Pratica nº4 CULTURA CONSOCIADA DO MILHO E FEIJAO
<i>Parecer da Comissão Técnica</i>
- Na pratica da <u>cultura consorciada do milho e feijão</u> recomendaram que fossem testadas as diferentes alternativas de consorciação para se saber qual delas é a melhor. - Classificação 5 por já estar comprovado e mostrar-se ser funcional. - Um estudante da FCA vai fazer uma experimentação para comparar a produtividade das várias formas de consorciação utilizadas. - A prática deve ser utilizada nas ECAs; - Classificação 5 muito importante em função da conservação da fertilidade do solo que elas proporcionam caso a semente do feijão seja inoculada pelo rizobium; - Divulgação através das escolas de campo, telefood, rádio, televisão, boletins informativos e Extensão Rural.

187. En conséquence, cette pratique devrait être encore analysée scientifiquement avant d'être diffusée par la radio, la TV ou par des bulletins techniques.

188. Concernant les techniques restant encore à valider scientifiquement par la recherche, aucune suite n'a été donnée.

189. La continuité de l'identification, documentation, validation et diffusion des pratiques de production spécifiques basées sur des réussites locales et ciblées sur les familles vulnérables reste un point stratégique pour la 2^e phase du projet. Le PESA a fait des efforts sur le renforcement des autorités nationales et provinciales chargées de l'exécution du projet pour continuer ce travail d'identification, de documentation, de validation et de diffusion des bonnes pratiques. L'IDA, point central pour l'encadrement des familles rurales et les groupes alimentaires provinciaux (actuellement en cours de redéfinition), sont les premiers destinataires qui peuvent prendre la responsabilité stratégique de ces processus.

190. Il a été prévu que le comité ne devrait pas seulement faire la validation des pratiques relevées mais devrait également déterminer les stratégies pour les diffuser. La diffusion des bonnes pratiques validées a été planifiée et sera faite par les moyens suivants : les ECA, les programmes de radio et de télévision visant le monde rural, les publications nationales et provinciales (magazines, manuels ...), les IDA, les projets TeleFood et ainsi que par le programme national de sécurité alimentaire. En plus, la planification a prévu le développement du matériel approprié pour la diffusion des bonnes pratiques et la compilation des informations recueillies dans un livre intitulé "les expériences pour réaliser une alimentation adéquate sur le plateau central de l'Angola". Toutes ces tâches restent encore à réaliser.

191. D'ailleurs, on a prévu de partager l'expérience acquise avec d'autres personnes et institutions impliquées dans la sécurité alimentaire et dans la réduction de la pauvreté dans le pays. La planification a programmé aussi des ateliers d'échange organisés avec les instituts de recherche (IIA, ...) et des centres universitaires d'enseignement en milieu rural pour compléter les actions et pour promouvoir l'incorporation des approches participatives dans les programmes d'enseignement.

192. Le PESA a renforcé la collaboration et la coordination avec d'autres organismes sur place (ADRA, CARE, World Vision, ...) qui travaillent dans les mêmes domaines d'activité avec succès autour des activités des ECA. Il a quand même omis de profiter de ces occasions de coordonner aussi autour de la composante « bonnes pratiques »

193. Vus les multiples produits envisagés par le PESA autour de la promotion des « bonnes pratiques », les évaluateurs constatent que le PESA n'a pas encore fourni ses produits et n'a pas encore atteint ses objectifs. Il semble que ce sous composant a souffert le plus des lacunes au niveau du personnel (voir également chapitre 4.3).

5.1.2 Objectif spécifique - ENSAN et PASAN

Phase 1 : Un programme national de sécurité alimentaire est formulé.

Phase 2 : Le GOA est appuyé dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi d'un programme national de sécurité alimentaire et d'un plan d'action.

194. L'objectif spécifique de la première phase a prévu que « le GOA soit appuyé dans le processus de formulation du Programme National de l'ENSAN ».

195. Pour la deuxième phase, les produits suivants ont été planifiés : (i) le GOA reçoit un conseil technique pour les Programmes concrets qui composent le PASAN et (ii) le GOA est appuyé dans l'institutionnalisation et la mise en œuvre de l'ENSAN par le PESA.

196. A partir du ProDoc, les évaluateurs ont identifié les activités principales suivantes qui ont été prévues pour la mise en œuvre des produits de la composante « ENSAN » :

- Organiser et nommer une équipe nationale pluridisciplinaire pour la formulation (experts gouvernementaux, représentants de : la Société Civile, associations paysannes, bailleurs de fonds)
- Analyse du passé et anticipation de l'avenir
- Etudier des stratégies (échanges avec des décideurs et professionnels d'autre pays comme le Brésil, le Mozambique, le Guatemala ...)
- Rassembler les points de vues des communautés rurales et municipales
- Faciliter l'échange interagences
- Atelier national pour valider le projet de document
- Accompagner/conseiller techniquement le GOA dans la mise en œuvre des programmes PASAN
- Appuyer l'institutionnalisation de l'ENSAN
- Faciliter des forums de débat public sur le processus
- Appuyer la création de mécanismes de suivi et d'évaluation de l'ENSAN
- Réunion de haut niveau des donateurs pour la présentation officielle

197. Le PESA a accompagné le MINADER dans la coordination du processus de formulation de l'ENSAN en collaboration directe avec l'IEH.

198. Plusieurs missions d'appui avec des experts internationaux (M. Eric de Loma, Mme Crowley, Mme Lahoz et M. João Pinto) ont été effectués pour élaborer la conception et préparer la voie vers une large concertation. Pour démarrer le processus, plusieurs réunions se sont tenues avec les parties prenantes les plus importantes (Ministères, Agences Onusiennes et la Société Civile), et ont défini les objectifs du processus, entre autres: (i) facilitation de la coordination intersectorielle, (ii) définition des stratégies : comment impliquer à tous les niveaux pour arriver à une large participation et comment définir les initiatives prioritaires de l'ENSAN.

199. En 2007, un comité technique composé de techniciens de 10 Ministères⁴⁷ ayant des liens avec la sécurité alimentaire a été accompagné dans l'élaboration d'un « draft » de l'ENSAN présentant les points principaux suivants : (i) historique géographique et économique de l'Angola, (ii) évolution et état de la sécurité alimentaire dans le pays, (iii) cadre institutionnel et principales politiques et programmes/initiatives sectoriels/les en cours et (v) premières propositions des objectifs et domaines d'intervention à intégrer dans l'ENSAN. Le PESA a sous-traité une facilitatrice du processus (Mme Pacivira).

200. En 2008, le premier « draft » élaboré par le comité technique a été soumis à un processus de consultation publique en organisant des ateliers régionaux à Luanda, Malange, Lubango et Huambo. Parallèlement, le draft a été analysé et commenté aussi par tous les gouverneurs provinciaux. Après des entretiens avec les administrations dans les deux provinces d'action du PESA, les évaluateurs ont constaté que l'ENSAN et l'intégration du PASAN dans la Stratégie de Pauvreté dans le cadre du Programme Intégré pour Le Développement Rural et la Lutte contre la Pauvreté (PIDRLP) sont bien connus, même au niveau municipal.

201. Ce résultat est issu des initiatives développées par la FAO en apportant un soutien technique de proximité à Luanda à la coordination nationale du PIDRLP et en proposant des mécanismes d'ancrage du PASAN au PIDRLP.

202. Un atelier d'appréciation et de validation du « draft » a été tenu en mars 2009 à Luanda et a donné davantage de crédibilité et de visibilité au document.

203. Les évaluateurs jugent que Le PESA a bien appuyé l'élaboration et l'appropriation de l'ENSAN et atteint ses objectifs spécifiques. Par contre, l'opérationnalisation du PASAN est encore loin d'être atteinte.

5.2 Aspects genre

204. La deuxième phase du PESA a mis l'approche genre au centre de toutes ses actions. Selon le ProDoc : « ... *El género, la nutrición, la salud familiar y la prevención de VIH/SIDA son temas prioritarios contemplados en el proceso de aprendizaje de las ECA. ...* ».⁴⁸ À cette fin, le document du projet souligne le besoin des actions spécifiques pour que l'aspect genre soit plus présent dans la 2^e phase du projet.

205. La planification a prévu de :

- s'occuper des données ventilées par sexe
- prendre en compte les inconvénients des ménages où les femmes sont chefs de famille en ce qui concerne l'accès limité aux ressources, et l'analphabétisme
- continuer à faire des alliances stratégiques avec des institutions spécialisées pour répondre aux besoins pratiques (génération des sources de revenus, accroître la productivité) et stratégiques (pour réduire la violence contre les femmes, la participation accrue et l'accès à la prise de décision, des problèmes de santé sexuelle et reproductive des femmes et des faibles niveaux d'alphabétisation des hommes et des femmes)
- s'assurer que quand il s'agit de la famille nucléaire (père, mère et enfants), que les femmes - comme les hommes, aient accès à part égale aux possibilités
- renforcer la notion d'équité dans les organisations

⁴⁷ Entre autres, le Ministère de Réinsertion Sociale, le Ministère de l'Éducation, le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Urbanisation et le Ministère du Commerce.

⁴⁸ ProDdoc.: FASE 2 PESA Angola, 2 Juni 2009, p.8.

206. L'extrême pauvreté et celle des femmes sont fortement liées dans la plupart des situations. Les femmes sont souvent plus pauvres et plus vulnérables que les hommes. Elles partagent, pour un grand nombre, les mêmes problèmes que les hommes pauvres en milieu rural, mais elles apportent moins des moyens/actifs. Ainsi, leurs capacités de défendre leurs droits et de surmonter les défis, sont limitées. En dépit d'être les membres les moins habilités d'une communauté rurale, leur contribution aux activités économiques et à la sécurité alimentaire de la famille est outre mesure élevé, surtout dans une situation post-guerre comme en Angola. Beaucoup de femmes sont sans maris et donc à la tête de leur famille. L'extrait d'une publication de Henda Ducados dans l'encadré ci-dessous décrit la situation des femmes en Angola. Le potentiel des femmes - dans une grande échelle des activités économiques rurales - les rend donc un élément clé dans la lutte contre la pauvreté.

207. En conséquence, l'intégration de l'approche genre dans le travail du PESA peut significativement contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et le bien être des familles rurales dans la région du projet. Néanmoins, en effet, la considération de l'approche genre n'est pas bien visible dans la mise en œuvre du projet. Cependant, les femmes sont particulièrement renforcées grâce à leur implication systématique dans les ECA et des divers collaborateurs du projet.

208. Malheureusement le projet n'envisageait pas un spécialiste en genre, même pas comme un appui ponctuel avec des missions de *backstopping*. L'équipe du projet n'a pas pu compenser ce défaut.

209. Bien que la FAO dispose d'un outil spécifique pour l'analyse socioéconomique selon le genre (ASEG), les diagnostics participatifs au début du projet n'ont pas pris l'aspect genre en considération d'une manière suffisante.

210. Des rapports du projet indiquent que des formations sur des diagnostics socioéconomiques ont été faits au début du projet de même que des diagnostics participatifs dans les ECA. Etant donné que des documentations (les résultats de ces diagnostics ont été seulement fournis de façon exemplaire d'une manière fragmentée)⁴⁹ de ces activités n'ont pas pu être accessibles aux évaluateurs, une analyse des diagnostics n'a pas pu être faite. L'exemple n'a donné aucune information sur la situation des femmes dans le village et leur rôle concernant la gestion des moyens d'existence et le bien être de la famille.

211. A part des chiffres sur la participation des femmes au niveau des bénéficiaires, il n'y a pas de données spécifiques comme le veut le ProDoc (paragraphe 1 de ce chapitre, voir également chapitre 5.1.).

212. Par contre, les femmes, étant membres des ECA, constituent plus que la moitié des bénéficiaires : 1 995 sur 3 938 bénéficiaires directs dans la province de Bié et 588 sur 1 124 bénéficiaires directs dans la province de Huambo (PESA, rapport 1^{er} semestre 2011) sont des femmes. Il est vrai que la plupart des ECA ont des femmes dans leur comité mais néanmoins la représentation des femmes dans les comités ne reflète pas leur part dans les ECA. En plus, les femmes sont sous représentées parmi les facilitateurs et également parmi les formateurs (voir chapitre 5.1. ECA).

⁴⁹ *Relatório do diagnóstico participativa) du village Catome, município de Longonjo, Province de Huambo*

213. Dans la sélection des formateurs et des facilitateurs, parfois des femmes ont été choisies, mais elles sont encore sous représentées : presque tous les groupements ont des femmes dans leur comités, 7 groupements parmi les 20 groupements interviewées ont eu une facilitatrice, sur les 35 personnes en 2010 qui ont reçu le « master training » de formateurs, 8 seulement étaient des femmes.

214. Un handicap majeur pour les femmes afin d'être mieux représenté dans des groupements villageois et comités, reste toujours l'analphabétisme, qui est encore plus élevé parmi les femmes. Les données du rapport pour les objectifs du millenium⁵⁰ montrent que seulement 40,5 % des femmes en milieu rural (entre 15 et 24 ans) savent lire et écrire.

215. Pour la vulgarisation des thèmes transversaux, les évaluateurs ont l'impression que le projet a pris contact avec des cabinets (par exemple : Direcção Provincial da Família e Promoção da Mulher)⁵¹ et/ou des institutions /ONG respectives sans être très systématique dans le choix des collaborateurs et/ou des thèmes. Il semble que ces activités soient restées ponctuelles et sans suite. En plus, de telles activités ne sont pas documentées dans les rapports semestriels.

216. Néanmoins, pouvoir appliquer des thèmes transversaux est un aspect important, non seulement pour promouvoir les femmes dans des groupements, mais également pour renforcer les capacités des groupements vers un développement communautaire intégré. A cet égard, le PESA avec l'approche ECA sert d'ouverture aux activités des autres cabinets et institutions gouvernementaux (Directions de la Santé et de l'Education) et/ou des /ONG. Des effets de synergie sont créés et ont apporté des valeurs ajoutées pour la participation des femmes dans les processus du développement local. Malheureusement, par manque de documentation il est difficile de quantifier cet impact.

217. Pourtant, pendant les visites des évaluateurs sur le terrain, les bénéficiaires ont décrit quelques activités dans ce domaine. A titre indicatif, on peut mentionner : la santé, l'éducation des enfants, la nutrition/préparation des aliments, la prévention HIV/SIDA, la violence domestique, le droit des hommes et l'alphabétisation. De telles activités sont un peu plus visibles dans la province de Huambo ; les groupes visités en Huambo ont mentionné des activités en relation avec la santé, l'éducation des enfants et la nutrition, bien plus que les femmes rencontrées dans les villages visités dans la province de Bié.

218. Néanmoins, il y a des exemples qui montrent des initiatives valables : dans le groupement visité dans la municipalité de Andulo, les femmes de la PROMAICA (*Promoção da mulher angolana na igreja católica*) sont très actives – sur les 15 groupements à Andulo, il y a des groupements (7 ou 8) uniquement initiés par des femmes de la PROMAICA. Partout, les femmes consultées ont souligné les activités du PESA pour le renforcement de leurs moyens et leurs capacités de participation dans des processus du développement local.

⁵⁰ GOA, MINISTÉRIO DO PLANEAMENTO: RELATÓRIO SOBRE OS OBJECTIVOS DE DESENVOLVIMENTO DO MILÉNIO, Setembro de 2010.

⁵¹ Exemple : La Direction de la Famille et Promotion de la Femme a un projet en place, qui couvre toute la province de Bié: le projet de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les municipalités de Camacupa et Chitembo. Ce projet a débuté en 2010 et vise à la mise en place «d'alimentations alternatives», à savoir la diversification alimentaire au-delà du régime de base fondée uniquement sur le maïs ; avec l'introduction d'autres aliments tels que le soja, qui peut faire partie des repas scolaires . Les seuls bénéficiaires sont des femmes et des enfants, à l'exclusion d'autres groupes vulnérables (source : étude de base, projet Terra).

219. Toutefois, la situation des femmes chefs de famille reste souvent précaire car ces familles souffrent de manque de capacité de main d'œuvre limité pour augmenter leur production et en conséquence améliorer leur bien être. Cette situation a des racines dans les coutumes traditionnelles. Selon les coutumes traditionnelles, il n'y a pas une répartition spécifique du travail entre les sexes : la femme et son mari cultivent les parcelles ensemble. Les deux s'occupent de la production. Par contre, c'est l'homme qui possède la terre. En cas de décès du mari, la femme doit souvent abandonner la terre et retourner à la terre de sa famille d'origine (voir chapitre 2.3.1.).

220. En plus, les lacunes dans la mise en œuvre d'une vraie approche genre sont causées par le fait que le projet n'a pas prévu de personnel spécifique lié à cette tâche. On peut se poser la question : à qui la conception, planification et coordination des activités du secteur pourraient être attribuées.

5.3 Pérennité, technique, économique, institutionnelle et sociale

5.3.1 Technique et économique

221. L'intensification de la production propagée dans les ECA par le PESA était basée sur des associations maïs/haricots et l'horticulture. Le PESA a essayé d'approcher les problèmes sanitaires principalement par des produits traditionnels et complétés par la rotation des cultures. En plus, il a introduit avec succès l'idée de substituer les engrais minéraux par des effets de jachères améliorées (sur base de *Mucuna ssp.*) Ces techniques de « *low external input* » sont favorables pour des solutions intégrales et adaptées à des conditions d'ensemble des petits exploitants. Elles jouent positivement sur la pérennité des techniques vulgarisées.

222. D'un point de vue économique et vulnérabilité, l'efficacité de l'approche technique est contestable. Les activités des ECA se sont beaucoup focalisées sur l'horticulture. Le manque des études de marché ainsi qu'un non-décalage des phases de production peuvent faire encourir le danger d'une pléthore saisonnière des produits horticoles et de leur commercialisation. Le projet aurait dû prévenir davantage afin de garantir la pérennité de ces activités.

223. La gestion de la fertilité des sols et la protection contre l'érosion représentent des investissements importants dont le retour ne se fait sentir que sur plusieurs années ; la tenure des terres dans la région est telle que de nombreuses familles ne vont pas réaliser les ouvrages, soit ne vont pas les conserver. Vu les courts cycles de formation (3 ans), le projet n'a pu commencer à introduire ces thèmes importants.

5.3.2 Institutionnelle et sociale

224. Les ECA sont inscrits dans la Stratégie de l'IDA comme instrument au niveau national de la vulgarisation. Un schéma d'intégration des champs écoles comme outil permettant l'atteinte des objectifs de l'IDA a été défini avec l'IDA. Cette dernière a demandé un appui de la FAO/PESA dans l'introduction de l'approche au niveau national. Le Secrétaire d'Etat de l'Agriculture ainsi que l'IDA ont souligné l'importance de cette approche pour la vulgarisation agricole de l'Angola. Les préalables à une pérennisation institutionnelle de ces deux piliers du Projet PESA sont remplis.

225. Le *mainstreaming* de l'approche ECA est réalité et cause principale de sa pérennité.

226. Presque toutes les personnes interviewées dans des ONG ou organismes ont souligné que l'approche ECA est une astuce idéale pour permettre de faire passer des messages

importants concernant le développement en milieu rural. Ce sont d'une part, des messages qui concernent les piliers différents de la Sécurité alimentaire comme : (i) l'utilisation (hygiène, qualité de la nourriture, etc.), (ii) la stabilité, l'accès (génération des revenus, droit foncier...) et la production d'autre part, des thèmes pertinents pour le développement social comme : (i) l'organisation du monde rural (associations, coopératives), (ii) le genre (violence domestique, planification familiale), (iii) la santé (HIV/SIDA, hygiène).

227. Il y a aussi des administrateurs qui veulent faire passer des messages environnementaux comme la lutte contre la désertification (gestion de la coupe des arbres) par les ECA.

228. Les évaluateurs sont convaincus que le *mainstreaming* de l'approche a commencé. Il y a déjà des municipalités qui ont réservé des budgets substantiels pour appuyer les ECA dans leur zone de responsabilité.⁵²

5.3.3 *Processus d'évolution des ECA vers des associations légalisées*

229. Les préalables juridiques pour la mise en place des coopératives n'existent pas encore. La gestion interne des groupements ECA est encore faible et doit être davantage renforcée. Ceci est important pour mettre en valeur le capital social créé pendant les ECA.

230. Les groupements sont encore loin de connaître une autonomie économique. Les activités après un cycle d'ECA, qui ont été conçues et planifiées d'une manière collective par les membres, nécessitent généralement des conditions d'ensemble favorables (accès au crédit ou marché) et/ou un coup de main par un financement extérieur pour le démarrage des activités (capital de lancement) initiés par les paysan/nes ayant fini un cycle d'ECA.

231. Pour palier ces lacunes, les contacts ont été pris avec les partenaires privés (ONG : ADRA et CLUSA) potentiels pour assurer la formation et l'accompagnement de champs écoles vers les associations mais sans succès. Actuellement, l'ONG CODESPA établit un diagnostic des capacités organisationnelles des ECA en préparation des formations prévues pour la promotion de la commercialisation des produits des ECA (contrat PESA Janvier – Mars 2012).

232. Dans les communautés où il n'existe pas d'organisations (associations ou coopératives), les ECA servent comme point de départ d'une organisation des communautés. Ces ECA seuls ou associés aux autres champs écoles ont la potentialité d'évoluer en associations et plus tard en coopératives. Cela est la volonté de l'IDA et des administrations mais les textes juridiques pour des coopératives n'existent pas encore. Dans ce cas, ces champs écoles servent de promotion des organisations communautaires – groupement villageois (AV).

233. Cependant, dans les communautés où il existe déjà les organisations, les champs écoles sont installés dans les associations (cas de figure Kala/ Lungongo). Ils permettent alors de redynamiser ces organisations sur le plan technique et organisationnel. C'est le cas de renforcement des organisations de base.

234. Le PESA n'a pas appuyé l'émergence des réseaux. Des réseaux pourraient constituer des bases pour l'émergence des activités conjointes pour faciliter : (i) l'accès aux informations techniques et informations du marché, (ii) l'accès aux intrants à bon prix (achats groupés), (iii)

⁵² Budget pour les ECA dans la municipalité de Nharea 300.000 KWZ (2011) et 1.200.000 KWZ (2012).

L'administratrice de l'Andulo a assuré son appui budgétaire mais n'a pas encore pu préciser le montant, comme le budget étant encore en négociation.

l'organisation des foires agricoles et la promotion des produits locaux pour améliorer la commercialisation.

5.3.4 Pérennité environnementale

235. Le projet a jeté les bases pour la gestion des ressources naturelles et la régénération des atouts en ressources naturelles à long terme. Le PESA a fait des efforts pour tenir compte des aspects environnementaux en ce qui concerne les thèmes traités dans les ECA. A titre indicatif, sont mentionnés : l'utilisation des engrais verts et techniques de cultures sur billon et autres méthodes culturales (culture en association, orientation des lignes suivant les courbes de niveau) pour augmenter l'infiltration de l'eau, diminuer l'érosion et préserver la fertilité du sol.

236. Les membres des ECA sont bien sensibilisés à cet aspect et une bonne base existe pour continuer sur le chemin de l'agriculture durable. Tout de même, les cycles de formation (3 ans) ont été trop courts pour récolter les fruits des ces efforts.

5.4 Impact

237. Les objectifs spécifiques du PESA sont atteints en grande partie et une contribution importante à l'objectif global « La sécurité alimentaire des groupes vulnérables en Angola est améliorée » a été apportée. Le PESA a exercé un impact significatif avec ses composantes ECA et ENSAN au niveau de l'Angola.

238. D'une part, le processus d'élaboration de l'ENSAN a abouti à une stratégie multisectorielle pour la sécurité alimentaire bien ancrée et connue à tous les niveaux, d'autre part, la promotion des ECA n'a pas seulement amélioré les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des ménages dans le milieu rural des provinces ciblées par le PESA mais a aussi eu un effet tache d'huile significatif au-delà de la zone d'action du projet.

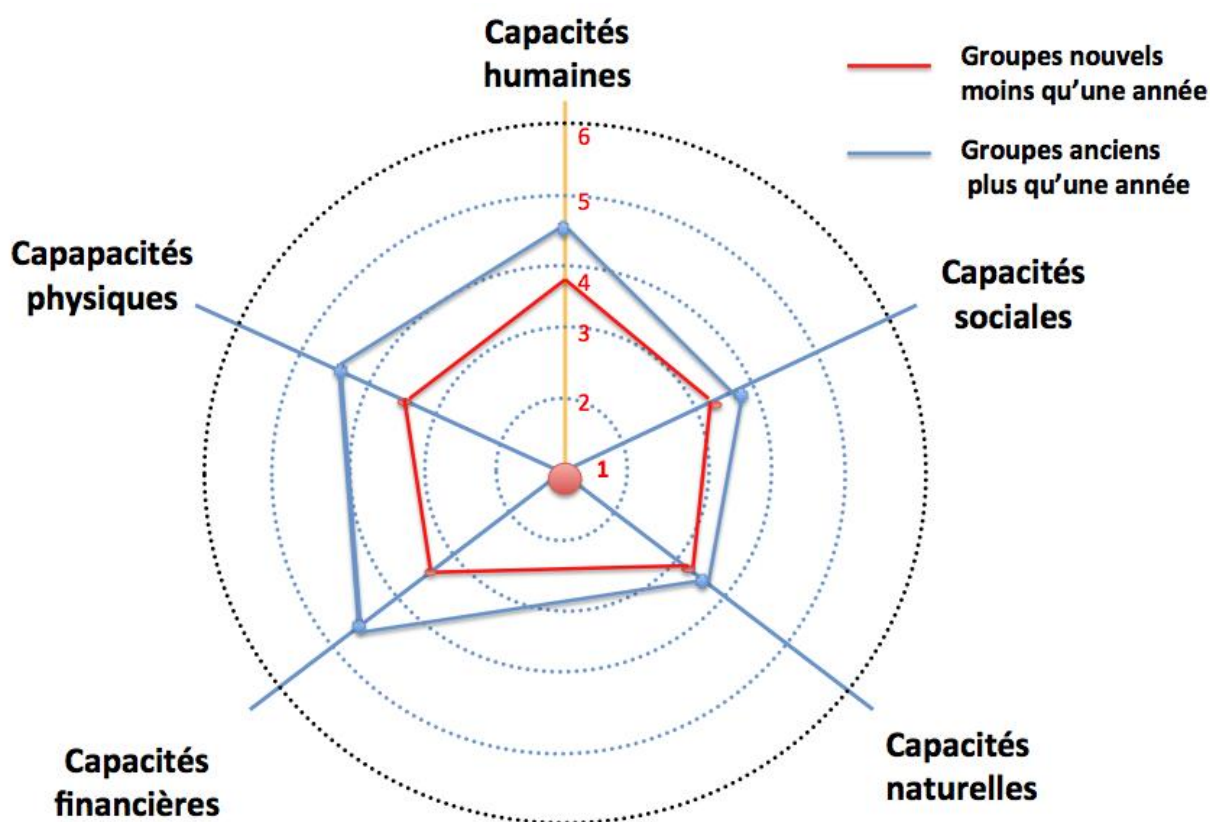
239. En plus, le *mainstreaming* de l'approche ECA auprès des organisations/institutions importantes (IDA, Banque Mondiale, Université d'Angola) est une réalité et en même temps la cause principale de sa pérennité.

5.4.1 Impact sur les moyens d'existence

240. Les ECA ont eu un impact incontestable sur les moyens d'existence des membres. Les résultats des discussions (FGI) ont fait ressortir une tendance positive nette en ce qui concerne le développement des capacités des membres des ECA dépassant l'âge d'une année par rapport aux capacités des membres des ECA plus jeunes (moins d'une année). L'illustration suivante présente les changements de capitaux des moyens d'existence observés par les évaluateurs d'une manière synthétique.⁵³

⁵³ Pour des précisions, valeur statistiques voir les tableaux d'évaluation des FGI en Annexe VIII b).

Illustration 5: Changements perçus par les bénéficiaires et non bénéficiaires⁵⁴ pendant cinq années



241. Les avis des bénéficiaires, qui se sont rassemblés lors des « *Focus Group Discussions* »,

Commentaires pendant l'entretien de l'ECA Caquatoque à Kitembo (Bié) : Nous avons commencé à avoir de bons maraîchages avec le projet. Avant, nous avions peu de succès, mais maintenant nous produisons pendant toute l'année. Le maraîchage rapporte de l'argent et soulage notre charge de travail. Avant, nous avons cultivé de grands terrains avec peu de récoltes, maintenant les terrains sont plus petits mais les rendements sont meilleurs.

triangulés avec les avis des représentants des parties prenantes pendant des entretiens individuels, démontrent clairement que toutes les capacités ont augmenté. Cela concerne tout d'abord les capacités physiques et financières.

242. L'augmentation des capacités financières et tout d'abord attribuable à l'introduction de l'horticulture dans les ECA.

⁵⁴ Les groupements récemment créés (2011) sont considérés comme groupe de contrôle.

243. La majorité des ECA interviewés s'est focalisée sur des activités horticoles. Les commentaires des membres d'un ancien ECA à Chitembo (voir encadrés suivants) reflètent les commentaires similaires faits dans les autres ECA.

244. Les capacités financières ont été partiellement réduites par la propagation de la fertilisation des cultures de maïs utilisant des quantités exorbitantes d'engrais minéraux (les paysans ont plusieurs fois mentionné des quantités dépassant largement les 200kg/ha) sans suffisamment tenir compte des autres facteurs de fertilité du sol, notamment la matière organique. Etant donné que les paysan/nes ont été habitués d'avoir accès aux engrais minéraux largement subventionnés ou même gratuits pendant les périodes d'aide d'urgence (faisant suite à la crise mondiale alimentaire, les activités d'aide d'urgence⁵⁵ ont repris récemment), ils ont été surpris par la forte augmentation des prix pour les engrais (prix multiplié par quatre passant de 15 US\$ par sac à 60 US\$/sac).

245. L'augmentation des capacités physiques et certainement aussi liée aux efforts significatifs du GOA dans l'installation des infrastructures sociales (dispensaires, hôpitaux et écoles). Toutefois, le jugement des évaluateurs s'est basé tout d'abord sur les changements dans les capacités exprimées de financer des médicaments, des consultations médicales, du matériel scolaire etc. Les interviews ont clairement confirmé ce propos comme le montre d'une manière exemplaire l'encadré suivant.

Bon Esperanza (Andulo) : Avant, il était difficile pour nous d'acheter le matériel scolaire. Grâce aux bons rendements, nous n'avons plus de problèmes pour nous fournir ce matériel scolaire et pour payer l'inscription. Même les femmes chef de famille peuvent acheter le matériel scolaire (à l'exception d'une femme veuve avec 9 enfants à Chitembo).

246. En tenant compte du fait que les paysan/nes, et surtout les jeunes, sont sortis d'une longue période de guerre civile, les ECA ont permis d'augmenter leurs savoirs agricoles et leurs connaissances concernant l'hygiène et la santé (capacités humaines) et d'améliorer leurs relations sociales.

247. Les activités en groupe dans les ECA ont amélioré l'esprit de solidarité, qui selon les perceptions des interviewés, se reflète dans une augmentation des activités d'entraide en dehors des ECA dans les communautés.

248. Bien que le PESA ait fait quelques efforts de promouvoir aussi des cultures de subsistance (par exemple quelques tests sur des variétés de patate douce), les aspects des cultures de subsistance (manioc, bananes) et de petit élevage⁵⁶ ont été négligé – des aspects tout de même assez importants pour la résilience et la vulnérabilité après avoir connu des situations d'insécurité alimentaire.

⁵⁵ Voir ENSAN page 34.

⁵⁶ Les évaluateurs ont abordé seulement une fois le thème autour du petit élevage (cas de Kalusinga). Les interviewés n'ont jamais mentionné que ces aspects ont été traités par les ECA.

5.4.2 *Impacts sur la sécurité alimentaire*⁵⁷

249. De l'augmentation des capacités de moyens d'existence, a découlé une diminution de la vulnérabilité économique des ménages vulnérables de la zone du projet. En conséquence, la croissance du pouvoir d'achat, en étroite liaison avec l'accès amélioré aux technologies et aux innovations, a abouti à une meilleure disponibilité et à l'accès aux denrées.

250. Par l'approche ECA, le projet appliquait une approche adaptée aux groupes défavorisés, touchant en particulier les femmes et les jeunes, intéressés par les activités horticoles.

251. La plupart des ECA interviewés ont souligné ces constats et ont mentionné que les périodes de soudure (un repas /jour) ont diminué significativement pendant les 5 années passées (de 3-4 mois en moyenne vers un maximum d'un mois). Les constats relatés dans l'encadré suivant donnent un exemple représentatif des remarques.

Cas de Chikula : Souvent, il y a eu des difficultés en janvier, février et mars. Mais maintenant, suite à l'augmentation et la diversification de la production, notre alimentation est devenue plus diversifiée. Les repas ont été garantis par la patate douce, le manioc ou les feuilles et le travail en dehors de l'exploitation à l'époque. Pendant ces périodes, nous avons mangé souvent seulement une fois par jour. Maintenant, avec la vente des produits maraîchers, nous pouvons acheter des produits alimentaires.

252. En ce qui concerne les aspects d'utilisation (voir les dimensions de sécurité alimentaire), les interviewés ont mentionné à plusieurs reprises que le PESA a fait des efforts pour que des aspects d'hygiène alimentaire, préparation et diversification des repas (Soya) soient abordés dans les ECA.

6. Conclusions

253. C 6.1 - Le projet a obtenu des résultats significatifs aux niveaux provinciaux et nationaux, à savoir dans: (i) l'amélioration des perspectives agro économiques, (ii) l'augmentation des moyens d'existence, (iii) l'introduction des instruments/mécanismes alternatifs de vulgarisation agricole et (iii) l'élaboration de l'ENSAN et son appropriation par le GOA.

254. C 6.2 - Il aurait pu atteindre même davantage de résultats si la gestion et le contexte institutionnel national avaient été mieux et plus favorable surtout en début du projet. Etant donné des conditions d'ensemble parfois très difficiles, rien de plus n'aurait pu être escompté. Etant donné des conditions difficiles, surtout pendant la première phase du projet, il est un fait remarquable que le projet possède tellement d'acquis à montrer. Cela est probablement attribuable, en grande partie, à la bonne pertinence du projet mais dans un certain degré aussi à la flexibilité de l'AECID et la motivation de l'équipe.

⁵⁷ Les évaluateurs ont posé des questions concernant les quatre piliers de la sécurité alimentaire comme mentionnés aussi dans l'ENSAN (voir illustration 3 et détails statistiques en Annexe VIII b point 4).

6.1 La gestion du projet

255. C 6.1.1 – Un projet complexe comme le PESA ne peut pas être géré sans des instruments de gestion de base tels que : (i) un tableau de planification, (ii) un plan d'opération et (iii) un système de suivi évaluation pour atteindre ses objectifs d'une manière efficiente. La gestion du projet a beaucoup souffert d'une non-existence de tels documents de base. Surtout dans un contexte dynamique comme celui de l'Angola et dans un projet à caractère d'orientation comme il était le cas avec le PESA, des données/informations actuelles sont indispensables pour être à même de réagir à temps avec des ajustement appropriés. Des évaluations internes régulières ont fait défaut.

256. C 6.1.2 – La non-prévision dans le ProDoc d'avoir, dès le début du projet, un coordinateur national a exposé le projet au risque d'une non-appropriation du projet par la partie nationale et a été certainement un facteur qui a contribué aux problèmes/lacunes rencontrés dans le démarrage du projet.

257. C 6.1.3 - Le manque de personnel aux positions clés pour la coordination des activités prioritaires du projet, surtout la négligence visant l'attribution de poste du coordinateur national dans la deuxième phase du projet ainsi que la négligence de l'attribution de poste des coordinateurs provinciaux - respectivement du personnel qualifié pour des tâches spécifiques (telle le genre)- a entre autres facteurs, conduit au faible ancrage du projet vis-à-vis des partenaires locaux. L'impact, la visibilité du projet et sa contribution au développement de la région auraient pu être beaucoup plus grand si l'organisation chargée de l'implémentation du projet avait mis en vigueur une politique plus stricte concernant l'attribution des postes.

258. Il est à noter que l'Angola a un problème réel de disponibilité des cadres nationaux. C'est en 2011 que l'IDA a pu recruté de jeunes cadres en cours de formation et qui en plus manquent pour le moment d'expériences de terrain.

259. C 6.1.4 - A part l'amélioration de la production agricole via des ECA et via la promotion des bonnes pratiques agricoles, le projet a visé des effets sur des thèmes transversaux comme par exemple la promotion du genre. Avec cette orientation, le projet a joué un rôle important dans le développement local. Les ECA, c'est-à-dire les groupements déjà organisés servent de porte d'entrée à d'autres intervenants. Des effets complémentaires sont créés – du point de vue des évaluateurs. Ces effets ne se créent pas automatiquement c'est à dire ils exigent du temps, des capacités et ressources humaines. Le *networking* et les contacts réguliers avec des cabinets, institutions et organisations concernées sont essentiels pour y arriver. Ce fait n'a pas été suffisamment pris en considération dans la planification et l'attribution du personnel.

260. C 6.1.5 – Un projet exigeant et innovateur en ce qui concerne son concept, comme le PESA, nécessite d'être doté en capacités humaines appropriées aux tâches exigées en quantité, qualité et temps. Dans un tel cas, un gestionnaire doit être prévu et même garanti pour libérer les techniciens de tâches qui ne sont pas dans leurs TdR et ce afin d'éviter de mettre en péril les activités.

261. C 6.1.6 – L'appui d'extérieurs au projet (*backstopping*) a été limité en principe à un appui technique concernant les composantes du projet. L'appui pour la gestion a été non-approprié.

262. C 6.1.7 – Un projet de type PESA (innovateur, stratégique) a besoin d'une documentation systématique et professionnelle pour rendre visible et valoriser ses acquis.

263. C 6.1.8 - Suite à la quasi non-existence d'une planification, le projet a fait des activités en dehors de sa zone d'action, qui a d'une part, joué d'une manière négative sur la réalisation des produits, d'autre part, a tout de même aussi jeté les bases pour un « *mainstreaming* et *upscaling* » de l'approche ECA (voir conclusion sur ECA en dessous)

6.2 Composante ECA

264. C 6.2.1 - L'approche ECA est une orientation importante vers une vulgarisation agricole plus participative en Angola et est considérée comme étant un marchepied pour le développement organisationnel des paysans vers des associations et pré coopératives.

265. C 6.2.2 - L'approche ECA a promu significativement les atouts analytiques des membres des ECA et leurs expertises techniques et a jeté les bases pour que les groupes vulnérables en milieu rural puissent garantir leur sécurité alimentaire.

266. C 6.2.3 – Etant donné des conditions d'ensemble difficiles, en particulier pendant la première phase du projet dans la Province de Huambo (voir chapitre 2.4.2), l'approche ECA a été bien introduite. Le Projet a finalement su développer des compétences thématiques tout en gardant une équipe légère.

6.2.1 Pertinence/cohérence

267. C 6.2.1.1 - Comme l'ancrage du projet et la coordination du projet ont souffert des lacunes et étant donné que les partenaires ont été indépendants dans leur manière de mettre en œuvre l'approche – ils appliquaient leur philosophie d'appui, qui s'est fondé sur leur rôle ultérieure pendant la période d'aide d'urgence. Cela résultait par exemple des manières d'appui aux ECA non coordonnées et parfois inconsistantes. Au contraire des recommandations données dans les formations initiales par le PESA, quelques ONG, n'ont, par exemple, pas seulement donné un appui initial aux ECA mais ont garanti une distribution d'engrais et semences gratuits chaque année, ce qui par la suite, a contrecarré les efforts de promotion des aspects d'autopromotion.

268. C 6.2.1.2 – Il en va de même pour la cotisation volontaire par les membres des ECA, qui est un instrument important pour emmener les groupes vers une certaine autonomie, et qui n'était pas toujours promue avec une persistance nécessaire. Dans le cas des cotisations, le PESA a en plus eu des problèmes substantiels avec l'UNACA, qui a perçu les activités de promotion de cotisations des membres de groupe comme une menace à leur zone d'influence/sphère d'intérêts.

269. C 6.2.1.3 - En réaction à la crise alimentaire 2008/2009, des activités d'aide d'urgence sont retournées dans la zone d'action du projet. Dans le cadre du TCP /RAF/3206 et autres actions, toutes les ECA créées avant 2009/2010 ont profité de la distribution gratuite des intrants. Cela a contrecarré, à un certain degré, les efforts du projet de promouvoir l'esprit de l'autopromotion en sein des ECA. Une supposition dans la planification, qui aurait du jeté un garde-fou pour prévenir une érosion du concept ECA a fait défaut.

270. C 6.2.1.4 – Bien que cela n'est pas la faute du PESA, les évaluateurs ont aussi constaté des problèmes avec la distribution/l'approvisionnement des intrants subventionnés par le secteur

privé auprès des ECA 2011. Bien que plusieurs ECA aient déposé l'argent sur des comptes bancaires des fournisseurs, les intrants n'arrivent pas ou sont de mauvaise qualité.

271. C 6.2.1.5 - Le manque d'harmonisation et la non adhérence à un certain standard de qualité ne peuvent pas être attribués au PESA seulement. Dans ce cas, les autorités respectives telles l'IDA ou l'administration territoriale ont une certaine responsabilité.

272. C 6.2.1.6 - Via sa promotion des ECA, le PESA a jeté les bases pour que d'autres partenaires soient intéressés de continuer d'appuyer le développement des ECA. La majorité des ECA se trouve encore à un stade prématuré en ce qui concerne les capacités organisationnelles. Mais ils constituent un bon point de départ ou porte d'entrée pour des projets/programmes ayant comme cible le développement organisationnel ou un besoin de noyau organisationnel en milieu rural pour promouvoir leurs objectifs. Cela concerne notamment le GCP Droit Foncier et des organisations comme CODESPA.

273. C 6.2.1.7 - Les évaluateurs ont aussi constaté que la qualité de mise en œuvre de l'approche ECA n'est pas toujours garantie. Très souvent l'appui n'est pas encore *demand driven* mais impulsé par les intervenants.

6.2.2 Efficacité/Effectivité

274. C 6.2.2.1 - Il y a beaucoup plus de quantité et qualité dans les ECA dans la Province de Bié que dans la Province de Huambo bien que les conditions d'ensemble concernant la logistique soient plus difficiles à Bié qu'à Huambo.

275. C 6.2.2.2 - Les ECA sont beaucoup plus ancrés dans la Province de Bié. Les évaluateurs ont observé que les administrateurs municipaux et même communaux connaissent bien l'approche et font des efforts afin d'appuyer des ECA – cela s'applique notamment dans la municipalité d'Andulo où se trouve la majorité des ECA performantes (voir 5.3.1).

276. C 6.2.2.3 - Partiellement cela s'explique par le fait que le PESA a reçu davantage d'appui politique dans la Province de Bié et un appui fort de la part de l'administration locale.

277. C 6.2.2.4 - L'introduction de l'approche ECA dans certaines municipalités de Bié, notamment à Andulo, est jugée comme un grand succès. Dans cette municipalité, les ECA ne sont pas seulement nombreux mais aussi bien ancrés dans les communautés (après la sortie des ONG d'appui la population de la commune Calusinga a organisé l'accompagnement de leurs ECA et la formation continue par elle-même sur la base du volontariat).

278. C 6.2.2.5 - De même, des effets taches d'huile sont observables dans la commune de Calusinga et même en dehors de la commune. Il y a déjà des demandes d'appui venant de la provinces voisines de Kuanza Sul et Malenje.

279. C 6.2.2.6 - L'approche Champs École a promu significativement les atouts analytiques des écoliers et leurs expertises techniques.

280. C 6.2.2.7 - Les centres de formation sont des infrastructures importantes pour la formation continue des formateurs et facilitateurs, mais leur état (centre près de Huambo) n'est pas approprié. Il semble qu'ils manquent d'entretien régulier. Des formations tournantes sur des champs écoles seraient une alternative ayant un effet de compétition et de motivation pour des facilitateurs performants.

281. C 6.2.2.8 - La vulgarisation est plus « facilitation » que « transfert de technologies » - la manière appliquée dans la plupart des cas actuellement ainsi que dans les ECA. La vulgarisation est trop souvent considérée comme un moyen de diffusion du progrès scientifique et technique et de transfert de technologies. La diffusion des connaissances ne se fait pas à sens unique, du milieu scientifique vers les producteurs. Il existe des savoirs paysans qui méritent d'être recensés, analysés, valorisés, véhiculés et d'être diffusés à partir des instruments pour un développement participatif de technologie comme les ECA.

282. C 6.2.2.9 - Les études et données disponibles permettent d'affirmer que le potentiel de développement en dehors des activités actuelles des ECA est existant, pourvu que des conditions d'ensemble pour une croissance du secteur agricole s'améliorent et qu'une stratégie qui garantit une expansion de l'approche ECA en préservant la qualité de formation requise soit élaborée et mise en œuvre.

283. C 6.2.2.10 - Pourvu que ces conditions soient remplies, l'augmentation significative de la qualité de formation des agents de terrain reste le défi majeur pour que les formateurs et facilitateurs soient assez qualifiés pour répondre aux nouveaux rôles de promoteur d'un développement participatif de technologies.

284. C 6.2.2.11 - En ligne avec les objectifs du projet, l'accent des interventions a été fait sur des aspects techniques car les préoccupations majeures de la population après des décades d'instabilité et un bas niveau de vie économique, ont porté surtout sur l'amélioration des rendements (voir aussi chapitre 6.2.3). En suite, peu d'efforts ont été faits pour renforcer les ECA dans leurs aspects organisationnels et par conséquence la situation organisationnelle des groupes ECA est encore très loin d'arriver à un niveau idéal décrit dans le chapitre 2.3.

L'absence des stratégies et cohérences communes

285. C 6.2.2.12 - Beaucoup d'ECA manquent encore d'une identité propre parce qu'ils ont été constitués en grande partie sur l'initiative du PESA, des EDA ou des ONG partenaires pour faciliter leur exécution et pour bénéficier de leur appui en matière d'équipement, de crédit, de formation ou d'aménagement des ressources naturelles (bas-fonds). Ils ont souvent seulement joué un rôle de bénéficiaire d'actions conçues et gérées par l'extérieur et ne disposent pas de propres stratégies ou visions et de vraies cohérences. Il faut noter qu'à partir de 2010, le projet s'est efforcé pour réduire cette influence négative. Le projet n'a appuyé que les ECAs qui ont commencé avec leurs propres moyens et ont fait montrer d'une capacité de fonctionnement autonome.

286. C 6.2.2.13 - Au terme des projets, ces groupements sont bien souvent restés sans activité commune à part des ECA. Souvent **l'absence de projet d'entreprise et d'activités rentables pour les organisations** accélère la dissolution ou diminue la cohésion. Or, l'existence des groupements ne se justifie que pour réaliser des objectifs, c'est-à-dire pour créer ou améliorer des activités collectives ou individuelles, par exemple : (i) l'approvisionnement en intrants, (ii) la transformation et la commercialisation des produits agricoles ou (iii) la réalisation de microprojets de nature communautaire (gestion de terroir, infrastructure d'irrigation, magasin d'intrants etc.).

287. C 6.2.2.14 Manque de structuration - A cause de revenus substantiels procurés par les activités principales « notamment le maraîchage », l'engagement personnel de chaque membre est dominant. La faible structuration des groupements villageois ECA fait que beaucoup de leurs membres ne mènent pas en commun leurs activités.

288. C 6.2.2.15 Faible fonctionnalité - La plupart des groupements villageois ECA ont un niveau de fonctionnalité faible. Une vraie cohésion sociale, constituant la base d'un bon fonctionnement, n'est pas encore bien développée. Les évaluateurs constatent une faiblesse des ressources humaines compétentes capables de porter un développement local en termes de gestion des organisations de base, d'élaboration et de la mise en place et de suivi de projets propres qui sont fiables et pérennes.

289. C 6.2.2.16 - Vu le peu d'activités du PESA relatives aux aspects économiques, les groupements ECA ont encore une capacité de gestion/conception et de négociation insuffisante. Beaucoup des ECA souffrent d'insuffisance en matière de gestion interne et accusent des déficits importants au niveau des capacités humaines à formuler adéquatement leurs besoins, à jouer un rôle effectif dans le dialogue avec les services l'Etat, les projets, les ONG et le secteur privé.

290. C 6.2.2.17 - En général les groupements ECA ont en majorité un niveau de groupement d'activité. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas les compétences endogènes qui leur permettraient de planifier au-delà d'une seule activité comme la production des denrées ou la production des cultures maraîchères. Malgré leur nombre, ils n'ont pas suffisamment de capacités organisationnelles et stratégiques pour faire face aux nouvelles responsabilités et tâches auxquelles ils sont appelés, et cela fait suite aux nouveaux processus de recentrage de l'Etat et de la décentralisation. Les formations susceptibles de sensibiliser les membres des groupements ECA de l'importance du rôle de chacun d'entre eux sont inexistantes. Il est à souligner que la constitution et promotion des groupes n'étaient pas l'objectif primaire du PESA – c'est plutôt un effet positif indirect qui aurait pu valoriser davantage.

291. C 6.2.2.18 - Bien qu'il y ait une dynamique positive au niveau des zones du projet, beaucoup de faiblesses subsistent et limitent la pleine participation des GV/groupements ECA et leur influence effective sur les politiques de développement du monde rural. On peut citer pour la zone d'action notamment :

- Les faibles capacités dans la compréhension des politiques pour participer à leur négociation, exécution, suivi et évaluation ;
- Une maîtrise limitée des circuits d'information/communication ;
- L'insuffisance de formation/recyclage des animateurs et des leaders des GV/groupements ECA ;
- La faible capacité d'autofinancement.

292. C 6.2.2.19 - Les groupements ECA manquent de structures d'échanges. Des organisations professionnelles et en particulier des réseaux aux niveaux intermédiaires (communal et municipal) font défaut. Les échanges d'expériences entre plusieurs GV, les voyages d'études qui devaient les amener à avoir une plus grande ouverture d'esprit, étaient trop rares.

293. C 6.2.2.20 **Analphabetisme** - l'analphabetisme est encore élevé dans la zone/le milieu rural angolais (68,5% des enfants de 6 à 11 ans ont fréquenté l'école primaire, néanmoins le taux de scolarisation dans tout l'Angola a augmenté de 2001 à 2009 de 206%)⁵⁸ et constitue une contrainte importante au développement et à la bonne gestion d'un grand nombre des GV à

⁵⁸GOA, MINISTÉRIO DO PLANEAMENTO, 2010 RELATÓRIO SOBRE OS OBJECTIVOS DE DESENVOLVIMENTO DO MILÉNIO.

long terme. Tout de même, l'analyse des FGI montre qu'il y a une tendance positive dans le taux de scolarité qui résulte de nouvelles infrastructures mises en place récemment et des meilleurs moyens financiers créés par les activités du projet. En plus, le PESA a ponctuellement appuyé des cours d'alphabétisation.

294. C 6.2.2.21 - Davantage d'efforts autour d'une alphabétisation fonctionnelle auraient été utiles étant donné que des activités à vocation économique autour du maraîchage et des questions d'accès aux crédits deviennent de plus en plus importantes.

295. C 6.2.2.22 **Disparités entre genres** - le taux d'analphabétisme élevé limite la participation active des femmes d'une manière extrême. Dans les groupements, la plupart sont des groupements mixtes, les femmes sont confrontées au problème de sous-représentation dans les bureaux et instances de décision où se discutent les problèmes les concernant.

296. C 6.2.2.23 - En plus, les disparités entre le genre trouvent leur racine dans des coutumes traditionnelles (voir chapitre 5.2). Les femmes travaillent souvent dans les champs avec leur mari qui possède la terre. En cas de décès du mari, la femme n'a plus le droit de cultiver cette terre. En plus, le manque de main d'œuvre dans la famille restante, laisse les femmes chefs de familles souvent dans une situation précaire.

297. C 6.2.2.24 **Stabilité des groupements** - les FGI ont montré tout de même que les ECA ont abouti à des groupements assez stables qui se sont développés dans certains cas même vers des associations. Seulement 12,5% des ECA créés par le PESA ont disparu entre temps.

298. C 6.2.2.25 - Les évaluateurs ont constaté que la majorité des groupements autour des ECA sont encore loin de constituer des associations voire des pré-coopératives. Leur professionnalisation, en ce qui concerne la gestion des opérations, est encore prématurée. C'est pourquoi les évaluateurs préfèrent parler plutôt d' **Association Villageoise (AV)** autour des ECA comme prochaine étape réaliste en ce qui concerne l'organisation des paysan/nes. Certains parmi les «vieux» ECA ont la potentialité de se développer vers des « organisations professionnelles paysannes (OPP) » à condition qu'ils reçoivent davantage d'appui des organisations ou institutions professionnelles actives dans la promotion des capacités organisationnelles comme le CODESPA, ADRA, CLUSA ou l'IDA. Pourtant, cela serait seulement possible si des pré conditions juridiques étaient remplies. Jusqu'à maintenant, cela n'est pas le cas.

299. C 6.2.2.26 - Les évaluateurs estiment qu'approximativement deux tiers de ces AV sont opérationnels et ont atteint un stade de maturité organisationnelle qui leur permettra de se développer vers des associations ou pré-coopératives. Le souhait politique de constituer des coopératives à partir des ECA devrait être vu avec prudence. Les AV sont encore trop faibles et devraient d'abord développer des petits réseaux de collaboration entre eux avant de penser se constituer en coopérative.

300. C 6.2.2.27 **Manque d'appui conseil aux GV/ OPP / groupements ECA** - Les EDA du MINADERP ont toujours d'énormes difficultés pour assurer leur mission d'appui conseil aux producteurs et leurs organisations.

301. C 6.2.2.28 - On constate également que l'appui technique et de gestion, fourni aux exploitations par les EDA, est plus souvent orienté et limité par l'offre de ces services et non par la demande des producteurs. La démarche participative revendiquée par la plupart des organisations/institutions est souvent biaisée : Les « paquets technologiques (augmentation des rendements par engrais chimiques) » et les « conseils » proposés par l'encadrement, parfois ne

prennent pas en compte les priorités des producteurs, mais répondent au souci de trouver des solutions aux contraintes techniques identifiées selon la vocation présumée de la zone. Une telle démarche n'est donc pas dictée par la demande, mais par l'offre présentée par le système lui-même qui choisit les innovations jugées utiles. La méthodologie ECA bien appliquée qui est fondée sur des capacités au sein des AV/OPP/groupements ECA éviterait de telles choses.

302. C 6.2.2.289 **Formation** – la formation des formateurs et des facilitateurs pourrait être améliorée encore en ce qui concerne la philosophie de la méthodologie autour des ECA. Une telle formation ne peut pas se faire en salle mais est un processus/accompagnement continu par des formateurs disposant de beaucoup d'expérience dans l'approche. Une équipe de formateurs de formateur qui pourrait accompagner leurs collègues et concevoir des formations spécifique en développement participatif de technologie serait utile.

6.2.3 *Efficiences*

303. C 6.2.3.1 – L'efficacité de la composante ECA est jugée bonne vu la relation des budgets dépenses par rapport aux résultats.

304. C 6.2.3.2 – Tout de même, des conditions administratives plus favorables et une gestion plus appropriée du PESA aurait pu aboutir à une efficacité plus grande en dispensant par exemple des formations plus performantes qui garantiraient davantage la continuité d'appui des activités.

305. C 6.2.3.3 - Le taux de retour des évaluations venant des ECA est faible. De même, les journaux d'ECA qui ont été introduits pour collecter systématiquement des données (degré de participation, contenu des thèmes traités, résultats des « essais » dans les ECA et expériences avec des innovations et pratiques locales) n'étaient pas systématiquement entretenus. La valorisation des informations autour des ECA aurait pu être plus systématique et persistante. Ce constat va de pair avec le constat général que le suivi/évaluation des activités du projet a été très faible. A cause de cela, un nécessaire ajustement/ou priorisation des activités du projet était très difficile.

6.2.4 *Impact*

306. C 6.2.4.1 - L'approche ECA s'est révélé être un élément/instrument clé pour une vulgarisation efficace, efficiente avec impact. Cela correspond notamment avec le contexte de l'Angola où les EDA n'ont pas les capacités d'exercer un impact comparable au vu des moyens financiers et humains actuellement disponibles. Mais pour un fonctionnement à long terme, une bonne politique agricole serait indispensable. L'impact sur les moyens d'existence notamment la vulnérabilité est jugé excellent et celui sur la sécurité alimentaire bon (voir 5.5.1 et 5.5.2).

307. C 6.2.4.2 - le Projet a proposé une démarche afin de promouvoir concrètement la vulgarisation agricole et la recherche de développement à la base. Plusieurs actions ou plutôt combinaisons d'activités pour diminuer la vulnérabilité après l'insécurité alimentaire via une augmentation des moyens d'existence ont été identifiées et appliquées avec succès. Elles pourraient encore être mises en œuvre dans d'autres contextes similaires.

308. C 6.2.4.3 - Il a cependant été constaté que les activités autour des ECA ont eu un effet positif sur les ménages en leur offrant des revenus alternatifs licites. Les principaux acteurs du Programme ont clairement été les ménages de la zone d'intervention – la FAO a initié ses activités à leur niveau de manière à <promouvoir> certaines activités génératrices de revenus, telle que l'horticulture. Cela, toutefois, sans faire suffisamment attention ou alors d'une manière tardive aux effets à long terme notamment concernant l'écoulement des surproductions

(activités autour de la commercialisation et gestion de la commercialisation - espacement de l'offre etc.). Cela pourrait créer des impasses et même des problèmes substantiels à l'avenir.

309. C 6.2.4.4 - L'intensification (semis en ligne, cultures sur billon, écartement optimal des cultures...), la gestion de la fertilité (rotation avec des jachères intensives de *Mucuna ssp.*) et la diversification de la production (rotation et/ou associations avec des légumineuses) promue par le PESA ont débouché progressivement sur une augmentation prouvée des revenus familiaux via une augmentation des rendements agricoles.

310. C 6.2.4.5 - Le Projet a résolument affronté la question de l'amélioration des revenus familiaux, en accompagnant la recherche/action via l'approche Ecoles de Terrain vers des innovations maraîchères. Bien qu'il n'existe pas de documentation précise des effets économiques des actions, les discussions avec les membres des ECA ont prouvé que l'amélioration était perçue comme hautement significative (voir résultats et commentaires des FGI). 7 groupes parmi les 13 anciens groupes interviewés ont souligné que l'introduction de l'horticulture leur a apporté beaucoup soit par une augmentation de la superficie ou la possibilité de produire plusieurs fois par an.

311. C 6.2.4.6 - Le Projet n'a que peu travaillé sur la problématique des débouchés commerciaux: il en résulte une surproduction saisonnière sur le marché local avec une variation importante des prix. Une première réponse, avec l'échelonnement de la production, a été apportée mais il reste à développer une réelle approche de marché; un premier niveau de discussion doit porter sur le rôle et la place des intermédiaires (grossistes), d'autant plus que beaucoup de zones sont très enclavées.

312. C 6.2.4.7 - Une bonne planification aurait pu prévenir ce problème déjà dans un stade ultérieure c'est à dire dès la démarrage des activités autour des cultures de rente.

313. C 6.2.4.8 - Les cultures de subsistance (manioc, patates douces, bananes) et le petit élevage n'étaient pas assez tenus compte comme thème dans les ECA bien qu'ils soient extrêmement importants pour la résilience en cas de période de soudure. En plus, les techniques pour renforcer la résilience contre des effets de changements climatique et la désertification n'étaient pas assez en centre d'attention.

6.2.5 *Pérennité*

314. C 6.2.5.1 - La diffusion « *mainstreaming et up-scaling* » de l'approche ECA est en bonne voie - à côté des activités prévues dans les Provinces de Huambo et Bié, le PESA a appuyé la formation de 400 techniciens dans 10 Provinces sur l'approche de vulgarisation agricole de l'IDA. Dans ce contexte, l'approche ECA a été promue. Cela a certainement joué sur la probabilité d'une pérennisation des investissements faite par l'AECID pour les ECA.

315. C 6.2.5.2 - Pour valoriser les acquis des ECA, le « *mainstreaming* » de la méthodologie ECA devrait se faire, non seulement au niveau de l'IDA, mais davantage dans l'esprit de l'ENSAN, voire aussi dans d'autres directions, celle du MINADERP et même vers d'autres Ministères (santé, éducation etc..) qui ont des liens avec le développement du monde rural.

316. C 6.2.5.3 - Les évaluateurs ont observé la bonne volonté des administrateurs et une dynamique dans les municipalités qui devraient être mises en valeur afin de diffuser l'approche ECA (exemple Andulo, Cassulinga, Chitembo etc...). La FAO devrait continuer d'accompagner les municipalités dans l'élaboration des plans stratégiques sur la continuation la garantie de l'accompagnement continu de haute qualité avec les ECA sur place. Le fonds et

l'appui politique de haut niveau (rencontre avec le secrétaire d'Etat au MINADERP et bon ancrage de l'ENSAN au niveau de la présidence) sont présents sur place à partir du Programme Intégré pour le Développement Rural et la Lutte Contre la Pauvreté (PIDRLP).

317. C 6.2.5.4 - L'effet tâche d'huile senti devrait être un bon argument pour promouvoir l'approche ECA dans le contexte de l'opérationnalisation de l'ENSAN. Des arguments pertinents pour davantage promouvoir des ECA de haute qualité (ne pas rester au niveau des champs de démonstration) sont déjà disponible.

318. C 6.2.5.5 - Pérennité via la **création des capacités locales** - Les évaluateurs ont observé que les préalables pour l'accès au droit foncier (coûts pour légalisations, registre etc..) et aux crédits (existences des collatéraux) sont améliorés par la composante ECA. La FAO devrait continuer d'améliorer les conditions cadres facilitant l'accès aux droits et services.

319. C 6.2.5.5 - La justification du choix de se concentrer sur le renforcement des capacités communautaires, par rapport aux autres interventions possibles afin de renforcer la sécurité alimentaire dans le contexte de transition actuelle de l'Angola, a été jugée justifiée. Il a un consensus parmi les praticiens que la formation des agriculteurs autour des groupements est un ingrédient essentiel dans l'amélioration de la situation des familles rurales – renforcement des capacités à devenir autosuffisantes.

320. C 6.2.5.6 - En outre, les contacts établis avec un grand nombre de communautés dans le contexte de l'aide d'urgence représentent les points d'entrée valides pour une assistance continue.

321. C 6.2.5.7 - Mais à ce stade, ce qui est également nécessaire, c'est un changement clair dans le type d'assistance fournie aux communautés afin d'éviter le risque de créer/maintenir une mentalité dépendante de la communauté rurale. L'assistance devrait s'orienter vers un soutien plus important visant le renforcement de la confiance en soi des agriculteurs et contribuer au développement de l'autonomie et la viabilité à long terme des initiatives au sein des communautés.

322. C 6.2.5.8 - Les **ECA du PESA manquent d'une autogestion et d'un autofinancement** - un nouveau processus évolutif a commencé en 1999 avec l'aide du FIDA au programme IPPM-FFS en Afrique de l'Est, y compris le développement des écoles de financement semi-autonome sur le terrain IPPM par les animateurs et les agriculteurs au Kenya et en Ouganda. Ceci est en train d'évoluer dans ces pays et au Zimbabwe dans un concept des ECA entièrement autofinancés par les agriculteurs, dans lequel les coûts des ECA sont couverts par la vente des produits du groupe géré par des parcelles commerciales communes. Le concept d'une école de terrain de la sécurité alimentaire, qui déplace l'accent de la productivité croissante à assurer une approche inclusive à la sécurité alimentaire au sein de la communauté est également testé au Kenya.

323. C 6.2.5.9 - Depuis la fin des années 1980, la FAO a acquis dans le monde entier une expérience dans le développement de méthodes de vulgarisation alternatives basées sur l'application des principes d'éducation des adultes, en utilisant l'apprentissage expérientiel (*ou learning by doing*). Les écoles pratiques d'IPM (Champs Écoles) ont constamment évolué depuis les premiers sites pilotes qui ont été mis en place par les animateurs nationaux indonésiens dans le programme de lutte intégrée en 1989. Ils ont changé en fonction du pays, du sujet, du promoteur et de la maturité des programmes de mise en œuvre des champs écoles. Le modèle est structuré en trois phases successives : (i) une phase préparatoire afin de

sensibiliser les parties prenantes, de lancer les activités initiales de renforcement des capacités (formation de formateurs), développer et adapter les programmes de formation et commencer la formation des maîtres formateurs, (ii) une phase de consolidation pour commencer les activités de suivis communautaires de vulgarisation et (iii) une phase de mise à l'échelle en place pour permettre aux familles rurales de participer directement au programme.

324. C 6.2.5.10 - Les ECA appuyés par le PESA ont commencé à prouver qu'un tel objectif est abordable aussi en Angola.

325. C 6.2.5.11 - Il a été observé que, une fois qu'un groupe d'agriculteurs a été consolidé par une réussite d'un cycle ECA initial et qu'il a généralement la capacité de s'identifier et de mettre en œuvre une série de projets de développement plus ambitieux, l'école champ initial peut alors évoluer vers un groupe de soutien qui répond aux multiples facettes de la sécurité alimentaire, y compris les mesures visant à améliorer les possibilités d'accès aux crédits, à la commercialisation de céréales et de semences, au matériel de traitement simple pour augmenter la valeur ajoutée, de diversifier la production, de réduire les risques, d'atténuer les effets du HIV/SIDA et de mettre en place des filets de sécurité.

326. C 6.2.5.12 - Le PESA a bien dans l'esprit de l'ENSAN, diversifié le partenariat avec les autres secteurs comme la santé.

327. C 6.2.5.13 - Le PESA a commencé à intégrer des aspects non agricoles dans les formations. Dans les ECA de la province de Huambo, les évaluateurs ont observé à plusieurs reprises, que les membres ont apprécié la visite des agents de santé dans leurs ECA. Bien que des aspects de bonne alimentation étaient au centre des formations, les ECA ont aussi donné l'opportunité de véhiculer d'autres messages comme la menace du HIV/SIDA.

328. C 6.2.5.14 – **Appui à l'évolution des approches de vulgarisation** – les ECA joue un rôle pivot car ils sont les piliers pour d'autres appuis. Les ECA sont perçus comme une porte d'entrée/astuce pour divulguer des messages non purement techniques mais pour promouvoir l'organisation/professionnalisation du monde rural.

329. C 6.2.5.15 - La finalité des ECA et leurs rôles à jouer, n'est souvent pas vu comme originalement intenté par l'approche. On observe, qu'en principe, les ECA sont vus comme champs de démonstration avec des aspects participatifs en ce qui concerne les choses à démontrer et à instrumentaliser pour le développement/la professionnalisation des paysan/nes.

330. C 6.2.5.16 - Cela est tout à fait sensé dans le contexte organisationnel/institutionnel actuel de l'Angola et au vu des contraintes des services de vulgarisation. Pour ceux-ci, les ECA sont une porte d'entrée qui permet d'une manière plus efficiente de passer des messages dans le monde rural. Il est nécessaire de continuer d'appuyer l'évolution du développement des approches actuelles, qui sont ancrées toujours sur une philosophie ayant ses bases dans l'ancienne approche formation/visite, en transférant des paquets techniques avec subvention des intrants.

331. C 6.2.5.17 - Le système actuel de vulgarisation agricole devrait devenir plus : participatif et « *demand driven* ». L'approche ECA pourrait se développer davantage vers une approche de la professionnalisation du monde rural y compris des techniciens agricoles. Des thèmes qui s'occupent des aspect en dehors de la production du produit sont à prendre en compte comme toute une chaîne de production (certitude de recevoir des intrants en temps préféré, transformation, transport etc..).

332. C 6.2.5.18 – La FAO devrait continuer d'insister sur un appui continu substantiel du GOA pour permettre le fonctionnement et le développement de la qualité des ECA. L'effet tache d'huile et l'impact partout visible dans le milieu rural devrait être un bon argument pour souligner la justification de telles réclamations. L'accompagnement des municipalités dans l'élaboration d'un plan stratégique pour la promotion/l'accompagnement des ECA dans le cadre PIDRLP est une bonne opportunité de renforcer la pérennité de l'approche.

333. C 6.2.5.19 - L'intégration de l'approche ECA comme composante dans le programme MOSAP, ainsi que la promotion de l'approche ECA dans la stratégie de vulgarisation agricole d'IDA, sont en bonne voie.

334. C 6.2.5.20 - La FAO devrait continuer de promouvoir l'évolution du système de vulgarisation en Angola en se référant au succès de l'approche ECA.

6.3 Composantes – bonnes pratiques

335. C 6.3.1 - Dans le cadre de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire, le PESA s'est inscrit dans « le développement des expériences concrètes pour améliorer les systèmes de production et l'accès à la nourriture centrée sur les communautés avec des concentrations élevées de la plupart des familles vulnérables ».

336. C 6.23.2 - Le PESA n'a, par contre, pas réussi à développer des actions substantielles en lien avec l'identification des bonnes pratiques. Bien que des bonnes pratiques aient été identifiées, elles n'ont pas été systématiquement intégrées dans les formations des facilitateurs.

337. C 6.3.3 - Le Projet n'a pas réussi à développer des actions en lien avec la dimension scientifique. Un meilleur accès aux compétences scientifiques et techniques, généralement bien documentées, aurait permis au projet d'avoir une position d'avant-garde dans l'actuelle initiative du MINADERP en matière vulgarisation agricole.

6.3.1 Pertinence/Cohérence

338. C 6.3.1.1 - « Développer des expériences concrètes » ne signifie pas seulement transférer la technologie élaborée par des institutions de recherche vers le niveau paysan ou du milieu scientifique vers les producteurs. Ce processus doit également valoriser le savoir paysan. Il existe des savoirs paysans qui méritent d'être : recensés, analysés, valorisés, véhiculés et diffusés. À cet égard, le PESA travaille avec les centres de recherche et de formation (universités, médias, ...), pour collecter, analyser, valoriser et diffuser les pratiques indigènes du milieu paysan et en même temps pour orienter/conduire la recherche et la formation plus vers la réalité des paysans angolais.

339. C 6.3.1.2 - Un système de documentation et de validation des pratiques appliqué dans les ECA manquait et en conséquence la « composante bonnes pratiques » a omis la chance de valoriser cette importante source d'informations.

340. C 6.3.1.3 - Même si le travail connaît des lacunes (voir chapitre 5.1.), les premiers pas sont faits pour établir une approche qui vise à renforcer la ligne entre paysan – vulgarisation et recherche.

341. C 6.3.1.4 - Une telle approche est indispensable pour compléter l'approche ECA qui vise à renforcer les capacités des paysan/nes pour qu'ils puissent, d'une part, se réunir pour

échanger et mutualiser leurs connaissances à propos de leurs cultures, méthodes culturelles et leurs problèmes et trouvent, d'autre part, les réponses aux questions qu'ils se posent afin d'élaborer des solutions à leurs propres problèmes. Car c'est le lien avec les institutions de recherche et de vulgarisation qui les appuient qui valide leurs expériences et observations pour trouver des solutions appropriées et durables.

6.3.2 *Efficacité/Effectivité*

342. C 6.3.2.1 - Les diverses activités pour la mise en œuvre de cette composante comprennent des actions pour un bon démarrage de cette activité, la collecte des données, l'analyse et la documentation des données, et la présentation des résultats (Voir chapitre 5.1.2.), surtout en ce que concerne les activités prévues pour la première phase du projet.

343. C 6.3.2.2 - Quelques conseils, orientations méthodologiques ont été fournis pendant la mission de Eve Crowley (SDAR) et de Carmen Lahoz (consultant) en Novembre 2006⁵⁹ : En plus, il y a eu une réunion de concertation pendant la mission Alberta Mascaretti (TCOS) en Juillet 2008 pour revoir les activités faites. Mais il semble que les recommandations de cette réunion aient été suivies seulement partiellement. Malheureusement, aucun autre support n'a été fourni pendant la deuxième phase du projet.

344. C 6.3.2.3 - La validation des bonnes pratiques collectées a été faite par le comité technique (voir chapitre 5.1.2) qui a au moins inclus l'Institut de Recherche Agricole (IIA). Néanmoins, il semble que son rôle n'a pas été assez significatif bien que la recherche agricole soit la seule institution éligible avec une capacité de valider les pratiques/technologies. Les évaluateurs ont observé que le jugement ne suit pas toujours les règles scientifiques (voir exemple de l'association maïs/haricot, chapitre 5.1.2). Des modèles du PTD et/ou collaboration des ECA avec des centres de recherche existent. C'est le cas pour l'approche ATIRI du KARI (*Kenyan Research Institute*), qui fait le relais entre la recherche et le monde rural via des ECA.

345. C.6.3.2.4 - Les activités planifiées pour la deuxième phase ont connu des retards. Quelques activités (publication des bonnes pratiques, élaboration des brochures) sont encore en train d'être réalisées. Toutefois, il sera difficile de produire encore tous les résultats prévus jusqu'à la fin du projet (fin mars 2012).

346. C 6.3.2.5 - Après bien des années de guerre civile pendant lesquelles les institutions de la recherche ainsi que la vulgarisation agricole ont été largement paralysées, l'approche bonnes pratiques a été nouvelle en Angola et aurait dû nécessiter d'un appui plus intense. Le faible appui méthodologique, surtout dans la deuxième phase, les lacunes relatives à l'attribution d'une personne qualifiée pour la tâche de coordinateur des activités, font partie certainement des causes du faible taux de réalisation de cette composante.

347. C 6.3.2.6 - En conclusion, les évaluateurs jugent que la composante n'a pas atteint son produit envisagé « De bonnes pratiques de production basées sur des réussites locales et ciblées sur les familles vulnérables sont diffusées ».

6.3.3 *Efficiences*

348. C 6.3.3.1 - Diverses activités ont été réalisées pour la mise en œuvre de cette composante mais les informations sur des dépenses ne montrent pas toutes les dépenses liées

⁵⁹Lahoz, C.; Crowley E. L.: Back to Office Report: Mission to Angola to support the formulation of a National Programme for Food Security, Novembre 2006.

aux activités. Les évaluateurs supposent que ces dépenses sont comptabilisées dans la composante ECA (formations). Raison pour laquelle il est difficile de juger sur l'efficacité des activités liées à la collecte, l'analyse, la validation et la promotion des bonnes pratiques. Même si la comptabilité a suivi les normes de l'institution, les évaluateurs jugent difficile d'apprécier l'efficacité des activités quand la comptabilité ne reflète pas la logique du projet.

349. C 6.3.3.2 - Il reste encore beaucoup à faire pour arriver aux objectifs de cette composante : compiler les informations dans un livre, préparer du matériel (brochures) pour la diffusion de bonnes pratiques, renforcer la diffusion des bonnes pratiques validées à travers des ECA. Mais en premier ressort, il existe une élaboration d'une stratégie pour la diffusion de l'approche et les pratiques déjà validées ainsi que le renforcement du lien avec la recherche et la vulgarisation.

6.3.4 Impact

350. C 6.3.4.1 - Jusqu'au moment de l'évaluation, les pratiques indigènes/autochtones du milieu paysan angolais ont été collectées, analysées et documentées. Les premiers pas sont donc faits pour établir l'approche, par exemple : selon l'équipe du projet, quelques pratiques sont déjà diffusées dans des ECA mais dans une manière non systématique. En outre, il reste encore : (i) des activités à réaliser, (ii) à renforcer la diffusion des bonnes pratiques validées à travers des ECA plus systématiquement et (iii) à renforcer la recherche sur des pratiques qui nécessitent une validation scientifique.

351. C 6.3.4.2 – En conséquence, un impact de cette composante n'est pas encore visible. A la fin du projet il n'y a presque pas d'impact en milieu rural et aucune mise en marche d'une stratégie pour une diffusion des pratiques collectées ou une intégration dans l'approche ECA.

6.3.5 Pérennité

352. Utiliser l'approche bonnes pratiques comme outil pour renforcer les ECA exige un travail beaucoup plus systématique que le travail effectué. La composante bonnes pratiques est la composante du PESA la plus faible. Surtout les activités prévues pour la deuxième phase, l'intégration/insertion/incorporation dans l'approche et des activités de la recherche ainsi que celles dans la vulgarisation, ne sont pas satisfaisantes.

353. Vu le faible taux de réalisation et l'impact non visible, on ne peut pas parler d'une pérennisation de cette composante. Le risque est grand que les activités n'aboutissent sur rien s'il n'y a pas de suite avec la clôture du projet.

6.4 Composante ENSAN et PASAN

6.4.1 Pertinence/Cohérence

354. C 6.4.1.1 - Suite de la large concertation autour des ateliers décentralisés pendant l'élaboration et la validation de l'ENSAN : la stratégie est bien connue même aux niveaux municipaux.

355. C 6.4.1.2 - Le procès de consultation publique a abouti à une forte appropriation auprès des parties prenantes y compris la société civile.

356. C 6.4.1.3 - Dix Ministères sectoriels ont été impliqués dans son élaboration et la stratégie a un fort caractère multisectoriel et multidisciplinaire.

357. C 6.4.1.4 - Des mesures de prévention ou atténuation des impacts résultant de la crise mondiale alimentaire qui a eu aussi eu un impact significatif sur la sécurité alimentaire de l'Angola, n'ont pas pu être pris en compte dans l'ENSAN. Etant donné que l'ENSAN peut être considéré comme processus continu, une prochaine version pourrait inclure des aspects stratégiques s'y afférant.

6.4.2 *Efficacité/Effectivité*

358. C 6.4.2.1 - L'approche multisectorielle de l'ENSAN est reconnue et son intégration dans la Stratégie de Pauvreté lui a donné un poids politique important et a transféré le rôle de chef du processus au plus haut niveau politique.

359. C 6.4.2.2 - Bien que le MINADERP ait guidé le processus d'élaboration pendant 3-4 ans, la dynamique du développement a abouti à la situation, qu'en principe, le MINADERP a perdu le rôle de chef de file alors que la sécurité alimentaire devrait constituer un domaine central de ce Ministère.

360. C 6.4.2.3 - La coordination entre les parties prenantes pour la mise en œuvre du PSAN ne semble pas être déjà optimale – les passerelles entre les stratégies complémentaires à l'ENSAN sont davantage à préciser.

361. C 6.4.2.4 - L'ENSAN offre un cadre institutionnel clair et accepté pour promouvoir la sécurité alimentaire. Mais son Plan nécessite davantage de précision (budgétisations).

6.4.3 *Efficiences*

362. C 6.4.2.5 – Etant donné l'envergure de l'ENSAN et son processus complexe, son élaboration et validation ont été réalisées vite et avec des fonds acceptables - si on tient compte de coûts élevés pour tenir des ateliers et conférences en Angola.

363. C 6.4.2.6 – Cependant, l'opérationnalisation du PASAN est toujours en suspens. Le TCP en cours pourrait résoudre cela étant donné que les conditions d'ensemble sont remplies et que l'ENSAN s'est donné haute priorité.

6.4.4 *Impact*

364. C 6.4.4.1 - L'ENSAN a eu un impact important car le problème de la sécurité alimentaire est abordé maintenant avec une démarche multisectorielle et sur l'écran à tous les niveaux (les évaluateurs ont constaté que l'ENSAN est connu même au niveau des communes rurales). De plus, il y a un fort engagement et appropriation au plus haut niveau.

365. C 6.4.4.2 - Il est possible d'introduire le concept dans le processus autour du pilier 3 « faim et approvisionnement en denrées » du CAADP⁶⁰ (NEPAD).

366. C 6.4.4.3 - L'ENSAN n'a pas démontré des orientations stratégiques afin d'atténuer l'influence des prix volatiles des denrées et d'améliorer la résilience auprès des pics de prix.

6.4.5 *Pérennité*

367. C 6.4.5.1 - Le PASAN n'est pas encore assez détaillé et son opérationnalisation n'est pas encore ni réalité ni garantie bien qu'il ait un TCP en cours pour résoudre ce problème.

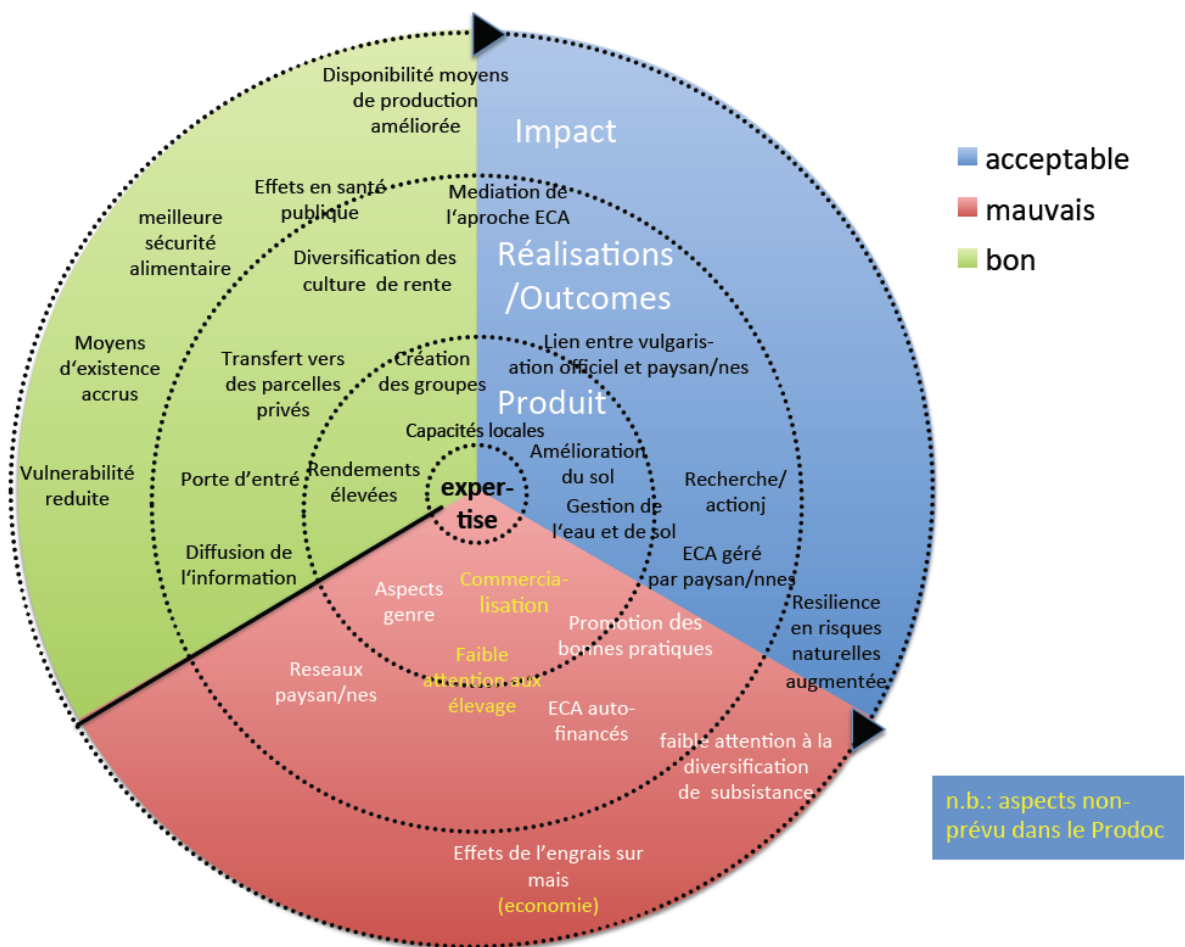
⁶⁰Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP).

368. C 6.4.5.2. - Le système d'information sur les marchés et les prix comporterait des activités de : collecte et diffusion d'informations commerciales sur les marchés porteurs (en priorité : marché sous-régional). Il n'est toujours pas encore opérationnel.

6.5 Conclusions sommaires

369. C 6.5.1 – Etant donné les conditions d'ensemble, les évaluateurs jugent le projet PESA un projet qui a introduit avec succès, d'une part, une approche participative en Angola et qui a le potentiel de fournir les services de vulgarisation agricole avec un instrument fort pour améliorer ces prestations auprès des paysan/nes et, d'autre part, un projet qui a aidé le GOA de disposer d'une Stratégie Nationale pour la Sécurité Alimentaire qui est bien ancré parmi toutes les parties prenantes. L'illustration 8 suivante donne une vue d'ensemble des acquis, défauts et impacts du PESA comme décrits dans le détail dans les chapitres ultérieurs.

Illustration 6 : Appréciations synoptiques des acquis, défaut et impact du projet



367. C 6.5.2 – Il est à noter que les aspects organisationnels des groupements ECA, qui sont partiellement jugés non satisfaisant ou même mauvais, n'étaient pas au focus dans les ProDoc et exigent normalement davantage de temps que les cycles prévus de trois années.

368. C.6.5.3 – La plupart des acquis qui contribuent directement aux objectifs spécifiques du projet sont jugés dans les secteurs vert et bleu.

369. C 6.5.4 - Le tableau 8 de la page suivante donne une vue d'ensemble de l'état d'achèvements des produits du PESA comme perçus par les évaluateurs. Bien que les acquis du

projet soient incontestablement une meilleure conception, suivi et gestion du projet auraient pu arriver à des produits voire plus performants et à des réalisations/*outcomes* et même impacts plus élevés.

Tableau 8: Tableau synthétique des résultats les plus importants de l'évaluation

Composante	Résultats les plus importants de l'évaluation	De la 1 ^{re} à la 2 ^e phase
Gestion du projet 2.5 –Inadéquat / non satisfaisant, partiellement médiocre	○ Le système de gestion financière mis en place par le projet est adapté aux exigences de transparence de la FAO.	→
	○ Par contre, il ne permet pas une comptabilité analytique, qui est indispensable pour suivre et garantir l'efficacité des dépenses par composante.	↓
	○ Un système de suivi et d'évaluation conforme aux standards reconnus n'existe pas. Un propre pilotage du projet s'avérait difficile (absence d'un cadre logique dans le ProDoc).	↓
	○ L'insuffisance du dispositif personnel surtout pendant la première phase et l'accumulation des tâches pour le consultant technique international qui devait assumer simultanément les rôles de gestionnaire et coordinateur, ont nui au développement optimal des composantes thématiques.	↓
	○ Au vu des conditions d'ensemble difficiles, rien de plus n'aurait pu être escompté. ○ Un coordinateur national n'a été prévu dans le ProDoc que vers la fin du projet – cela pourrait mettre en péril la pérennité.	→
Introduction de la méthodologie ECA 5 – bon	○ Le montage des ECA est un succès et la plupart des anciens ECA génèrent des revenus significatifs.	↑
	○ Impact positif sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des membres de groupe. C'est effet est en grande partie attribuable aux effets de génération de revenus à partir de l'horticulture.	↑
	○ Les ECA sont perçus comme porte d'entrée par la majorité des partenaires pour transporter des messages importants vers le milieu rural.	↑
	○ Des effets tache d'huile dans les communautés et même en dehors des municipalités/provinces peuvent être observés.	↑
	○ Les ECA ne sont pas encore l'idéal (champs d'expérimentation appliquant un développement technique participatif). ○ L'amélioration de la qualité de conduite de recherche/action participative (PTD) exige plus de temps.	→
	○ Les facilitateurs ne sont pas encore assez formés aux aspects organisationnels des ECA (commercialisation). ○ L'autogestion des ECA n'était pas assez dans le focus du PESA. ○ Les aspects genre n'étaient pas poursuivis avec assez de persistance.	↓
	○ Les aspects genre n'étaient pas poursuivis avec assez de persistance.	↓
Bonnes pratiques 3 – inadéquates/in satisfaisantes	○ La manière d'identification et validation des bonnes pratiques ne semble pas assez systématiques et professionnelles. ○ La validation pose encore des questions techniques et scientifiques. ○ Le transfert des bonnes pratiques vers des ECA n'a pas suffisamment eu lieu .	↓
	○ La sécurité alimentaire reste hautement significative et est approchée d'une manière multisectorielle.	↑
	○ L'ENSAN a été élaboré d'une manière participative. Il est connu même aux niveaux municipaux et bien ancré dans la Stratégie de la Pauvreté.	→
Appui au PASAN (4.5 - résultat bon - satisfaisant)	○ Le PASAN devrait être plus détaillé pour permettre une opérationnalisation de l'ENSAN. ○ Le système d'information sur la sécurité alimentaire n'est pas encore opérationnel.	→

7. Recommandations

370. Les conclusions de l'évaluation appellent un certain nombre de recommandations qui sont présentées dans le présent chapitre. Conformément aux termes de références, celles-ci sont classées selon trois groupes :

- Potentialité d'extension de l'approche par les bénéficiaires et les institutions d'accueil (pérennité du projet)
- La suite des interventions du projet en Angola
- La potentialité de transfert pour des interventions similaires dans la région

371. Les évaluateurs recommandent la valorisation des acquis du projet à une plus grande échelle; cette opinion est basée sur le caractère innovant du projet en Angola quant à la gestion participative, toute en contribuant à la croissance socioéconomique des populations et à la diminution de la vulnérabilité économique et sociale. De plus, le contexte institutionnel est actuellement favorable pour que l'approche soit diffusée à une grande échelle. L'approche est bien appréciée à tous les niveaux (municipal, provincial et national).

7.1 *Potentialité d'extension de l'approche par les bénéficiaires et les institutions d'accueil (pérennité du projet)*

372. Ces recommandations sont proposées à l'IDA, aux services déconcentrés d'EDA et à ses partenaires de terrain.

Recommandation 1
Base conclusions 6.2.1, 6.2.3, 6.2.4.1 – 6.2.4.7, 6.2.5. 1 – 6.2.5.4, 6.2.5.11 - 6.2.5.14
<ul style="list-style-type: none">• <i>Mainstreaming et Upscaling</i> de la méthodologie ECA dans et en dehors de l'IDA• Valorisation des acquis du projet à une plus grande échelle (géographique et thématique)

373. Les expériences passées, avec le soutien des agriculteurs et la vulgarisation dans de nombreux autres pays africains, ont été trouvées à la fois inefficaces et inabordable en raison des coûts récurrents élevés et, par conséquent, il est nécessaire de tester et d'appliquer des approches radicalement différentes. L'approche ECA est une véritable alternative.

374. Pour valoriser les acquis des ECA et davantage promouvoir la multisectorialité de l'ENSAN, le « *mainstreaming* » de l'approche ECA devrait se faire non seulement au niveau d'IDA mais davantage aussi dans d'autres directions, le MINADERP et même vers d'autres Ministères (Santé, Education etc.) qui ont des liens avec le développement du monde rural. Cela est important, d'une part, pour éviter que la méthode soit contrecarrée par des interventions des autres qui ne connaissant pas encore les particularités d'une approche participative et, d'autre part, l'utilisation de l'approche ECA pourrait même davantage aider à atteindre leurs propres objectifs.

375. Le *mainstreaming et up-scaling* continu de la méthodologie ECA pourrait se faire avec le Projet Millenium qui dispose d'une gamme de partenaires en milieu rural et le projet MOSAP.⁶¹

376. Les composantes de renforcement de capacité sont un pilier indispensable, non seulement dans le MOSAP, mais aussi dans les efforts de l'IDA de promouvoir une large diffusion de l'approche ECA partout en Angola

377. Il est conseillé, avec l'accroissement d'échelle et l'intégration de l'approche ECA dans une stratégie officielle de vulgarisation agricole pour la promotion et professionnalisation des petites exploitations agricoles comme prévu – que l'IDA ne soit pas trop ambitieuse en ce qui concerne la vitesse de ce processus (voir recommandation 3 suivante).

378. Un premier pas est possible d'autant plus qu'un accord avec le projet MOSAP est probable, qu'une demande officielle du MINADERP du 7.4.2011 existe et que des TDR pour un contrat avec la FAO sont en stade de finalisation. Cela va faciliter le *up-scaling* de l'approche.

379. En conformité avec l'ENSAN, l'IDA devrait favoriser l'intégration des aspects des autres ministères sectoriels dans les thèmes qui sont abordés dans les ECA.

Recommandation 2

Base conclusions 6.2.1.3, 6.2.2.8, 6.2.2.10, 6.2.2.27 – 29, 6.3.2 – 6.3.3, 6.3.3.2, 6.3.5.2

- Une extension de l'approche ECA ainsi que l'approche « bonne pratique » nécessitent des efforts de consolidation et la prise en compte des besoins encore substantiels d'une formation et d'un accompagnement continu des agents d'EDA de haut niveau et à profil beaucoup plus complexe.
- Un système de suivi évaluation avec des indicateurs précisant le niveau de capacités acquises serait nécessaire pour garantir la gestion de ce processus d'évolution.

380. Bien que le PESA soit arrivé à introduire l'approche ECA dans les provinces de Bié et Huambo et compte beaucoup d'acquis en ce qui concerne le « *mainstreaming* » à plusieurs niveaux, il n'y a que de bases jetés .. Les agents EDA et les facilitateurs dans les ECA ne maîtrisent pas encore l'approche dans toute sa totalité. Des efforts substantiels sont toujours nécessaires afin d'assurer un accompagnement des activités ECA et afin de promouvoir la compréhension de la méthodologie.

381. Même si des compétences techniques solides restent indispensables, les compétences des agents techniques doivent être plus larges. Désormais, les conseillers agricoles doivent maîtriser les méthodes participatives et doivent savoir recourir aux différentes techniques de communication. Ils doivent penser en terme d'opportunité de marché, d'augmentation du revenu des producteurs et de gestion globale d'une exploitation agricole.

382. Une telle facilitation implique des ressources humaines de haut niveau, en terme de savoir-faire comme de savoir-être. Ces savoirs peuvent s'acquérir par la formation initiale et se développer au fur et à mesure par la formation continue des agents de terrain.

⁶¹Market Oriented Small Holder Agricultural Programme (financement Banque Mondiale, IFAAD et Coopération Japonaise.

383. Le programme MOSAP se propose d'assurer non seulement l'extension des ECA à une plus grande échelle dans les provinces de Huambo, Bié et Malanje, mais aussi d'assurer la qualité de l'approche.

384. Le renforcement de capacité et l'accompagnement doivent être garantis pour évoluer comme service de vulgarisation agricole et pour ne pas mettre en péril l'approche. Un système de suivi évaluation avec des indicateurs précisant le niveau de capacités acquises serait nécessaire pour garantir la gestion de ce processus d'évolution. Le MOSAP jouerait un rôle important dans cela.

385. Cela est également valable pour la poursuite de la promotion de l'approche « bonnes pratiques ». Cette approche va bien de pair avec l'approche ECA car l'approche « bonnes pratiques » sert d'outil de renforcement des ECA vers leur autopromotion/dans la recherche des pratiques améliorées/dans la recherche de leur problèmes.

386. Les formations des agents de vulgarisation sont très exigeantes. Les informations dont ont besoin les producteurs ne sont pas seulement techniques. En agriculture, il est rare qu'une solution simple soit suffisante pour traiter des questions comportant des aspects techniques mais également économiques, commerciaux, sociaux et environnementaux. Un producteur doit disposer d'informations sur les marchés, les crédits et la demande des consommateurs et ainsi sur l'impact de son travail sur l'environnement.

387. L'accompagnement des ECA par les agents devrait promouvoir dans le temps les projets des producteurs. Il devrait évoluer avec eux et mettre à la disposition des producteurs des capacités d'analyses, des méthodes et des adresses de fournisseurs de service. Il devrait conseiller et ne pas prescrire.

388. Ceci impliquerait que les agents se développent vers des « acteurs » et non des « outils » de la vulgarisation. Un climat de confiance entre client-paysan et conseiller devrait s'instaurer.

389. Les formations des agents de vulgarisation doivent tenir compte de ces aspects. Mais, simultanément, il faut que les producteurs puissent faire valoir leurs points de vue dans le recrutement et l'évolution professionnelle des agents des dispositifs de vulgarisation.

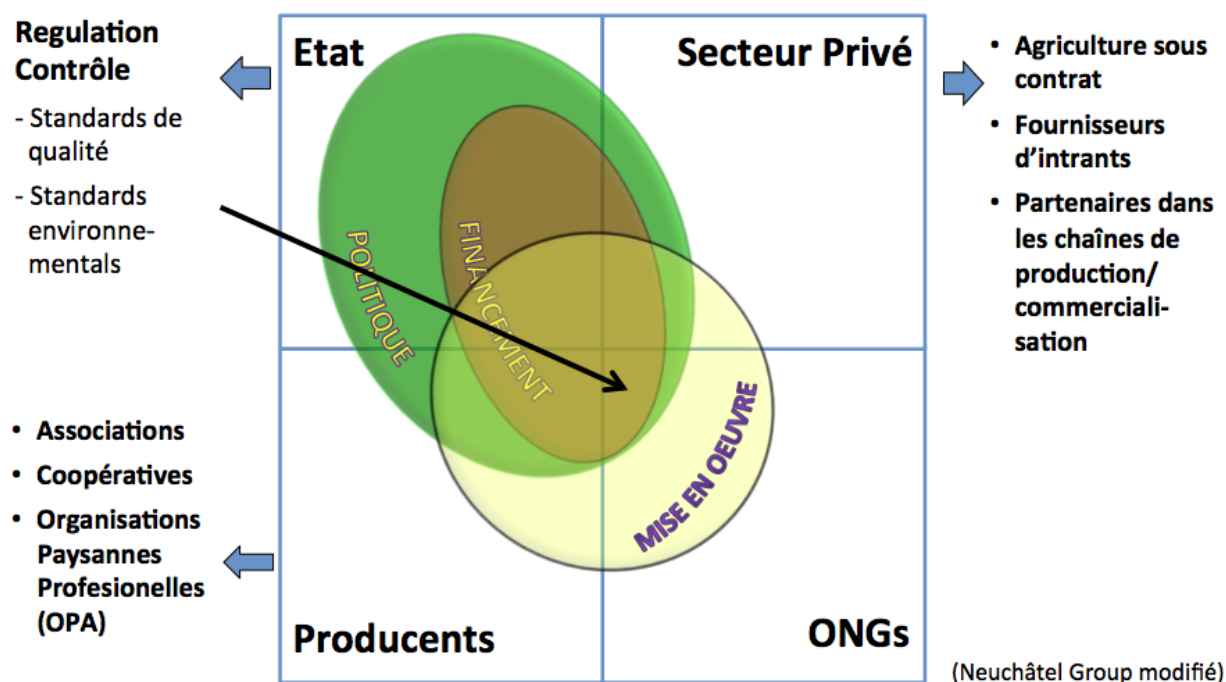
390. Les producteurs sont les clients, les commanditaires et les partenaires plutôt que les bénéficiaires de la vulgarisation agricole. L'efficacité des actions de vulgarisation augmente quand les producteurs sont impliqués directement dans leur définition, leur gestion ou leur mise en oeuvre. L'idéal serait que les agriculteurs financent ou achètent un service de formation. Les résultats seraient sensiblement améliorés par rapport à une situation où les agriculteurs assisteraient à une formation entièrement financée et conçue par d'autres. De telles conditions seraient réunies si :

- Les organisations agricoles se dotent de leurs propres services techniques ;
- Des relations de prestations contractuelles sont établies entre des groupes de producteurs et des centres de services privés (gestion, alphabétisation) ou publics (recherche, formation, vulgarisation) ;
- Les producteurs ont la possibilité d'orienter les financements sur la recherche de solution à leurs problèmes.

391. La promotion des organisations de producteurs devrait avoir comme vision à long terme leur qualification de jouer un rôle actif majeur dans la mise en oeuvre d'un système de

vulgarisation agricole (voir cercle jaune dans l'illustration 7) et même dans son financement et son orientation / définition politique (cercle brun et vert dans l'illustration 7).

Illustration 7 : Rôles des différents acteurs dans un système de vulgarisation agricole



392. Vu l'infrastructure déjà améliorée, la potentialité des grandes chaînes de production (produits horticoles notamment la pomme de terre, les fruits) est considérable, tant en ce qui concerne les produits destinés au marché provincial (marchés urbains et supermarchés) et même national, notamment pour l'approvisionnement des grands centres urbains, que ceux destinés au marché d'exportation sous régional ou même d'exportation lointaine.

393. L'amélioration des débouchés, condition pour le développement des chaînes de production, passe par : la diffusion de techniques améliorées de transformation artisanale (par exemple l'échalote, tomate séchée tranchée) ; la diffusion de méthodes de stockage adaptées ; l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de pénétration des marchés potentiels ; et l'amélioration des performances des circuits commerciaux (information sur les prix et les marchés, appui-conseil aux opérateurs, etc.). A ce propos, le projet PESA a peu fait.

394. L'accompagnement des ECA devrait porter principalement sur l'organisation locale de la production (techniques de production et de stockage, petite irrigation, meilleure maîtrise des calendriers pour un étalement des périodes de commercialisation et une régularisation des flux de mise sur le marché), sur l'organisation de la commercialisation au niveau collectif (quantité, qualité, prix) ainsi que sur l'amélioration de l'organisation de l'approvisionnement en intrants (réduction des coûts individuels).

395. Cet appui/conseil devrait accompagner les différents niveaux de structuration des organisations vers une meilleure productivité. Il permettrait notamment de mieux appréhender les coûts de revient et d'échanger des informations entre acteurs sur les moyens d'améliorer ces

coûts. Les producteurs pourraient bénéficier, en fonction des diagnostics réalisés et des demandes formulées, de modules théoriques et pratiques en techniques de production, d'irrigation, de comptabilité, de stockage, de conservation, de transformation, de gestion ou de commercialisation ainsi que dans des domaines plus généraux comme la formation des prix ou le fonctionnement d'une chaîne de production.

Recommandation 3

Base conclusions 6.2.1.1 – 6.2.1.5

- Jeter des garde-fous pour éviter l'érosion du concept ECA.
- Les promoteurs de l'approche ECA devraient veiller/faire attention à ne pas compromettre l'approche.
- La cohérence avec des activités parallèles en milieu rural (accès aux crédits, distribution de l'aide d'urgence ou des subventions en cas de crise alimentaire) devrait être garantie.

396. Le PESA aurait dû réagir davantage, dans la mesure du possible, face à des développements qui ont la potentialité de contrecarrer les efforts du projet. Cela aurait été très important pour éviter une érosion du concept de développement participatif de technologies, qui joue un rôle pivot/central dans l'approche.

397. Les organisations/institutions (Banque Mondiale, ONG, IDA) ayant l'intention de diffuser l'approche ECA en Angola, devraient veiller à garantir la qualité d'autopromotion et le caractère d'autonomie inhérent dans l'approche ECA.

7.2 *La suite des interventions du projet en Angola*

(Recommandations à la FAO et le bailleur de fonds)

a) Consolidation des acquis

Recommandation 4

Base conclusions 6.2.2.27 - 6.2.2.29

La FAO devrait continuer d'insister sur un appui continu substantiel du GOA pour les ECA.

398. Cela pour permettre le fonctionnement et le développement de la qualité des ECA. L'effet tache d'huile et l'impact partout visible en milieu rural devrait être un bon argument pour souligner la justification de telles réclamations. La FAO devrait continuer de promouvoir l'évolution du système de vulgarisation en Angola (voir aussi recommandation 2).

Recommandation 5

Base conclusions 6.3.1.3, 6.3.2.4, 6.3.2.6, 6.3.5.2

La FAO devrait finaliser et consolider les activités de la composante « bonnes pratiques ».

399. L'approche bonnes pratiques est fortement liée à l'approche ECA car l'approche bonne pratiques aide les ECA à trouver des solutions à leurs problèmes. À cause de la faible attention donnée à l'approche bonnes pratiques et par conséquent le faible taux de réalisation du PESA, surtout dans la deuxième phase, l'approche nécessite une attention plus intensive afin de garantir des résultats valables pour les ECA et la vulgarisation agricole.

400. Pour faciliter la consolidation de l'approche, il est recommandé que le PESA/la FAO fassent encore des efforts pour valider les résultats attendus jusqu'à maintenant, notamment : (i) préparer du matériel pour la diffusion de bonnes pratiques valables, (ii) élaborer une stratégie de renforcement de l'approche bonnes pratiques et la diffusion des bonnes pratiques inscrites dans un plan d'action, (iii) renforcer des organismes nationaux et provinciaux responsables pour l'identification, la documentation et la validation/diffusion de bonnes pratiques et surtout renforcer le lien vulgarisation (IDA/EDA) - recherches agricoles afin que la recherche prenne en charge la validation des bonnes pratiques collectées dans les communautés rurales (voir remarque chapitre 6.3.2.).

401. Ce travail devrait se faire en étroite collaboration avec des Centres de recherche qui sont les seules institutions éligibles qui ont la capacité de valider des innovations.

402. Des modèles du PTD et/ou utiliser l'approche ECA comme outil de développement des bonnes pratiques exigent un travail beaucoup plus systématique que le travail existant fait en collaboration avec des ECA et des centres de recherche. Comme cas de figure, on présente l'approche ATIRI du KARI (*Kenyan Research Institute*), qui fait le relais entre la recherche et le monde rural.

Recommandation 6
Base conclusions 6.4.5.2, 6.2.5.3
<ul style="list-style-type: none">• Consolider l'ancrage de l'ENSAN, la mise en œuvre du PASAN et des ECA au niveau décentralisé.• Rendre opérationnel le système d'information.

403. Les évaluateurs sont conformes à la proposition du directeur de la GSA de réunir les administrateurs municipaux au niveau provincial afin de leur expliquer les efforts nécessaires pour la valorisation des fonds mis à disposition dans le cadre de la Stratégie contre la Pauvreté et pour le Développement Rural. Les évaluateurs ont eu l'impression que les administrateurs ne sont pas encore toujours conscients de l'envergure des mesures à prendre au niveau de leur municipalité. La disponibilité des moyens logistiques et l'emploi des agents EDA additionnels ne sont pas assez conséquents pour garantir le succès de la mise en œuvre des ECA. Des formations continues et un suivi régulier sont indispensables afin de répondre aux exigences des paysans et garantir la qualité de la mise en œuvre des ECA. Ces réunions ont comme but d'introduire les mécanismes de suivi et d'accompagnement nécessaire pour un « *upscaling* » de l'approche (voir aussi recommandation 2).

404. Pour garantir la pérennité des investissements, le coordinateur PESA devrait sillonner dans les municipalités pour les appuyer dans l'élaboration d'un programme ECA dans leur municipalité. Cette recommandation concerne aussi l'IDA.

405. On conseille au FAOR d'élargir ces idées au niveau politique et de les appuyer. Les évaluateurs proposent aussi une extension du contrat de deux mois pour effectuer ce travail d'appui.

406. Le TCP actuellement en cours tient déjà compte de l'opérationnalisation du PASAN. Une appréciation de l'efficacité et l'impact à l'opérationnalisation du PASAN est jugée importante.

Recommandation 7
Base conclusions 6.4.2.1 - 4
Valoriser davantage l'approche multisectorielle de l'ENSAN pour créer l'impact.

407. L'ENSAN est perçue au plus haut niveau. Cela donne beaucoup de poids à la stratégie. Cette situation pourrait tout de même aussi constituer un danger et freiner la dynamique importante au niveau du travail multisectoriel (liens/passerelles entre les stratégies sectorielles), ce qui est indispensable pour créer des impacts.

408. L'ENSAN offre un cadre institutionnel clair et accepté pour promouvoir la sécurité alimentaire, qu'il faut valoriser.

409. La coordination entre les parties prenantes pour la mise en œuvre du PSAN ne semble pas être déjà optimale – passerelle entre stratégies complémentaires à l'ENSAN sont encore davantage à préciser.

410. La coordination entre les Ministères reste toujours un défi majeur. Un comité national de coordination devrait devenir opérationnel dans les meilleurs délais. Toutefois, des conseils/commissions au niveau provincial existent et les structures sont là pour la mise en œuvre du PASAN.

b) Perfectionnement / évolution de l'approche ECA

Recommandation 8
Base conclusions
Renforcer l'autopromotion dans des ECA afin qu'ils prennent en charge des personnes vulnérables.

411. Les longues années de guerre ont laissé beaucoup de personnes âgées et/ou handicapées sans la force de se prendre en charge tout seul et/ou dehors de leur système de sécurité sociale (famille élargie. C'est-à-dire ces personnes ainsi que des femmes chefs de famille composent les couches les plus vulnérables). Dans l'objectif de développer d'une manière juste, les groupements ECA/villageois doivent être sensibilisés et renforcés afin qu'ils prennent en charge/d'appuyer ces groupes vulnérables dans leur village

412. L'analphabétisme constitue une contrainte importante à la gestion efficace et démocratique des AV et OPP. La constitution, le fonctionnement et le contrôle des bureaux des organisations paysannes supposent qu'un nombre suffisant de producteurs soient formés à la lecture et l'écriture. Cela concerne surtout les femmes qui sont sous-représentées dans des comités de gestion. Cette recommandation est aussi ciblée vers le GOA.

Recommandation 9
Base conclusions 6.2.2.20 - 21
Il est conseillé d'accompagner les ECA/les groupements avec des cours d'alphabétisation fonctionnelle.

413. Les évaluateurs conseillent d'accompagner les ECA avec des cours d'alphabétisation fonctionnelle, accessibles aux hommes et aux femmes. Des collaborations avec les Ministères

sectoriels concernés ou les directions respectives du MINADERP seraient utiles. L'évaluation a démontré que les ECA constituent une porte d'entrée idéale pour des activités complémentaires venant des autres secteurs. Les personnes-ressources identifiées par les producteurs au sein de leur organisation (producteurs/trices jugés les plus dynamiques, motivés) devraient être appelées à participer à ces actions d'alphabétisation initiale.

414. **L'alphabétisation** et des activités de **post-alphabétisation** précédées d'une large sensibilisation des producteurs devraient être une priorité pour palier le déficit en compétence au sein des AV/OPP/groupements. Des interventions devraient aussi rechercher la collaboration avec des associations ou ONG qui disposent de compétences et sont actives dans l'alphabétisation et la communication dans la zone d'action.

Recommandation 10
Base conclusions 6.2.4.7
Promouvoir/élargir les activités ECA aux autres cultures de subsistance et le petit élevage.

415. Pour renforcer la sécurité alimentaire, autres cultures que telles que le maïs et le haricot, par exemple le manioc et la patate douce – considérée comme culture de soudure - jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire de la région. Afin de mieux valoriser ces cultures et de montrer des alternatives pour la commercialisation (chaîne de valeur ajustée), il est recommandé d'élargir l'éventail des cultures à promouvoir.

416. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire, les activités ne doivent pas seulement se limiter à la production de telles cultures mais également à leur utilisation. Cela concerne surtout la culture du manioc et la patate douce qui ont l'image d'une culture de soudure. Il est supposé qu'avec des alternatives pour l'utilisation de ces cultures, cette image peut être améliorée et la base de l'alimentation en sera diversifiée.

417. D'autres cultures, par exemple des cultures d'oléagineux, peuvent avoir des effets doubles : elles servent pour l'amélioration de la diète alimentaire mais également elles peuvent être avantageuses pour la transformation et commercialisation.

418. La promotion des arbres fruitiers contribuera également à l'amélioration de la diète alimentaire mais en plus, la plantation des arbres joue un rôle important dans la préservation des ressources naturelles. C'est ainsi un investissement à long terme, et les arbres peuvent assurer la base économique des paysans pour leur retraite.

Recommandation 11
Base conclusions 6.2.2.22 - 22 3
Tenir compte des aspects genre avec davantage de pertinence.

419. Les femmes jouent un rôle fort/spécifique dans le développement local. Certains aspects en ce qui concerne la sécurité alimentaire (aspects nutritionnels) et le bien être (santé, éducation, hygiène, ...) de la famille sont beaucoup plus à la charge des femmes. C'est pourquoi des interventions pour l'amélioration de la sécurité alimentaire ainsi que pour le développement local doivent mettre en marche des actions concrètes pour renforcer le rôle des femmes dans le développement local et dans les groupements ECA/villageois. Une attention particulière doit être donnée au renforcement des femmes chefs de famille car ce sont ces familles qui sont souvent les plus vulnérables.

420. Dans la planification des projets similaires les aspects genres ne devraient pas seulement être mentionnés comme activité transversale mais des produits et activités concrètes devraient être formulés, munis de ressources (humaines et fonds) précises et ces activités devraient être réalisées et documentées.

421. Il faut un spécialiste en genre soit en temps complet soit en appui ponctuel, qui travaille avec les femmes et les hommes simultanément pour arriver à des changements.

422. Il ne s'agira pas de programmer des activités spécifiquement féminines, mais bien d'intégrer les femmes au niveau de l'ensemble des interventions. Il faut qu'on renforce la participation active des femmes.

423. Pour ce faire, des mécanismes susceptibles de contribuer positivement ou réduire les disparités de genre devraient être mis en œuvre, tels que : (i) l'élaboration de critères permettant une meilleure représentativité des femmes au sein des organisations de producteurs et un renforcement du rôle et de la position des femmes par rapport aux processus décisionnels; (ii) la formation des femmes (alphabétisation fonctionnelle, formation de dirigeantes et facilitatrices de groupement, formation en comptabilité nécessaire aux activités génératrices de revenus).

424. Certains endroits connaissent des exodes des jeunes car ils ne voient pas de perspectives dans le milieu rural. Dans l'objectif de créer des perspectives durables en milieu rural par la promotion d'une agriculture durable/prometteuse, il est nécessaire de montrer des perspectives aux jeunes. Dans ce sens, des messages de sensibilisation concernant les jeunes auront une place de choix, en particulier pour aider les jeunes scolarisés à s'insérer dans la gestion des structures ou alors leur permettre leurs structures propres. Les jeunes devraient avoir la possibilité d'apporter leur esprit innovateur et voir leurs responsabilités reconnues, de façon aussi à renforcer leur stabilité dans leurs villages d'origine et réduire leur disposition à migrer.

425. La structure des organisations paysannes et l'accès aux formations garanties aux femmes et jeunes et à leurs organisations, devraient garantir aux jeunes et femmes une place leur permettant de participer activement à toutes les activités.

426. Les femmes et jeunes en tant que producteurs membres de comités d'activités et/ou groupements mixtes auront accès à des fonctions dans les bureaux des AV/OPP/groupement ECA. Les organisations féminines et de jeunes devraient avoir accès à une représentation dans les comités de gestion.

427. Des mécanismes susceptibles de contribuer positivement ou de réduire les disparités de genre devraient être mis en œuvre. Les femmes et jeunes devraient être pris en compte quant aux formations du genre «développement personnel», ce qui renforcerait leurs positions et rôles au sein des AV/OPP/groupement ECA.

Recommandation 12
Bases conclusions 6.2.2.11, 6.2.2.13, 6.2.2.25 - 26, 6.2.4.7
Accompagner les ECA en dehors des cycles de 3 ans.

428. Etant donné le niveau organisationnel du monde rural en Angola, un accompagnement des ECA pendant 3 ans n'est pas suffisant pour garantir leur pérennité.

429. Il est conseillé de faire des cycles d'ECA plus longs que 3 années pour permettre de passer des messages techniques qui montrent des effets seulement après un certain temps et/ou sont plus complexes, comme par exemple, le développement des chaînes de production ou la professionnalisation des paysan/nes.

430. Orienter les aspects techniques des ECA davantage vers le renforcement de la résilience des paysan/nes aux effets du changement climatique et de la désertification (gestion de l'eau, fertilité du sol) exige beaucoup plus que 3 années.

Recommandation 13
Base conclusions 6.2.2.7
Le concept de centre de formations devrait être revu.

431. La possibilité de faire des formations rotatives dans des ECA pourrait prise en considération bien qu'elles impliqueraient davantage des efforts logistiques. Cela éviterait probablement, d'une part, d'avoir des champs de démonstration dans un état lamentable (mauvais exemples), et, d'autre part, on augmenterait la motivation des facilitateurs et garantirait que les champs de démonstration reflètent les réalités du terrain

Recommandation 14
Base conclusions 6.2.1.2, 6.2.5.8 - 10
<ul style="list-style-type: none">• Dès le début d'un programme, une stratégie de retrait des appuis apportés par le promoteur est indispensable.• Réduction graduelle des fonds de démarrage leur permettant de se doter de fonctions de vulgarisation et de contracter directement avec des partenaires publics et privés à long terme.⁶²

432. Les projets/programme à caractère d'autopromotion, tel que le PESA, devraient prévoir l'arrêt des soutiens extérieurs dans la planification et cela avec persistance.⁶³ Ceci comporte deux aspects : le retrait du soutien financier et le retrait de l'assistance technique. Un tel désengagement annoncé implique notamment la :

- 1) Participation des partenaires locaux (responsables des AV/OPP/groupements ECA, agents nationaux, prestataires de services existants sur le terrain ou des partenaires ONG) dès la conception des actions.
- 2) Programmation souple s'ajustant à des capacités des AV/groupements ECA et des objectifs réalistes.
- 3) Les actions de promotion, de formation et de consolidation des fournisseurs de service.
- 4) Mobilisation des financements (cotisations, générations des revenus communs par des champs collectifs) sous des formes permettant dès le début du projet/programme l'exercice des responsabilités par les producteurs et les opérateurs.

433. Le point 4) est important pour acquérir des capacités de permettre l'autofinancement des projets des AV/groupements ECA et des producteurs. Trop de « demandes » des producteurs ne sont en réalité que des réponses à des offres de services gratuites d'opérateurs

⁶²Principe appliqué par le système ATIRI pour favoriser le lien entre paysan/vulgarisation agricole et recherche (KARI).

⁶³Référence à *Neuchâtel recommandations*.

financées par des agences de développement. Des mécanismes souples et décentralisés de rétrocession des ressources extérieures aux groupements de producteurs leur permettent de mettre en œuvre des projets initiés par eux-mêmes.

434. Pour cette raison, il convient d'inverser ces flux financiers, c'est-à-dire de mettre à la disposition des AV/OPP/groupements ECA des ressources financières leur permettant de se doter de fonctions de vulgarisation et de contracter directement avec des partenaires publics et privés à long terme.⁶⁴ De tels dispositifs ont au moins trois avantages :

- Pertinence : les producteurs ne commandent que ce dont ils ont un réel besoin, dès lors que les ressources à leur disposition ne font pas l'objet de conditionnalité quant à leur emploi ;
- Efficience : les prestataires de service ont une obligation de résultats envers les producteurs ;
- Pérennité : les flux habituels d'une économie de marché sont instaurés entre le client et le prestataire et peuvent durer au-delà du retrait de l'aide extérieure.

c) Orientations stratégiques

Recommandation 15
Base conclusions 6.2.1.6, 6.2.2.25 - 26, 6.2.4.6-7, 6.2.5.5
<ul style="list-style-type: none">• Continuer les efforts de créer des synergies et des complémentarités des interventions.• Des projets consécutifs pourraient s'intéresser à : (i) la consolidation des acquis du projet par des projets complémentaires (Projet Droit Foncier) (ii) l'amélioration de la compétitivité et de la commercialisation des produits agricoles (CODESPA) et (iii) la professionnalisation des associations/groupements vers des organisations professionnelles paysan/nes (OPP).

435. Pour garantir la continuation dans le développement organisationnel, la FAO devrait utiliser ou plutôt renforcer son projet droit foncier pour qu'il ait les capacités de continuer avec les ECA existantes le processus de développement organisationnel. Cela renforcerait et consoliderait, d'une part, les ECA existantes et, d'autre part, faciliterait le travail du GCP droit foncier.

436. L'accès aux terres, la promotion/professionnalisation de l'agriculture familiale par les ECA sont tellement liés que les interventions autour du droit foncier en Angola devraient considérer d'ajouter la promotion et la consolidation des ECA comme composante intégrante

437. La FAO devrait continuer d'améliorer les conditions cadres facilitant l'accès aux droits et services.

438. En procédant dans le même sens, les évaluateurs conseillent de continuer et intensifier le partenariat avec le CODESPA, qui est appuyé par l'AECID. La FAO serait un partenaire important pour faciliter l'accès au niveau politique pour que les aspects législatifs autour des associations et organisations paysannes soient clarifiés. La clarification des aspects juridiques est indispensable pour un développement de la professionnalisation du milieu rural - l'axe le

⁶⁴Principe appliqué par le système ATIRI pour favoriser le lien entre paysan/vulgarisation agricole et recherche (KARI).

plus important pour promouvoir la lutte contre la pauvreté en milieu rural (voir stratégies présentées au WDR 2008 ci-dessous).

439. Cela devrait se faire sur la base d'une analyse multicritères de priorisation, faisant intervenir :

- l'intérêt des producteurs et opérateurs commerciaux à participer à des actions de développement (notamment à des actions à coût partagé) ;
- l'intérêt économique des chaînes de production possible, en termes de valeur ajoutée, d'emplois, de revenus ruraux, de rentabilité économique et financière ;
- le potentiel de marché et de développement de la production ;
- le rapport entre l'investissement de développement exigé et la valeur ajoutée additionnelle attendue ;
- l'intérêt porté au plan de la lutte contre la pauvreté rurale et du genre, et l'absence d'effets négatifs sur l'environnement ;
- le fait que des chaînes de production ne fassent pas déjà l'objet d'un appui adéquat.

440. Des interventions mettraient en place des fonds destinés à des actions qui permettront, d'une part, aux OPP de développer des projets d'entreprise et des activités productives et, d'autre part, la structuration des paysans autour de diverses activités économiquement rentables comme l'embouche, l'exploitation et la vente du bois, la pêche, le maraîchage, l'apiculture etc. La gamme des actions susceptibles de bénéficier d'appui devrait être ouverte pour autant qu'elle contribue à améliorer et à diversifier les activités productives et les revenus des ECA. Les actions pourraient couvrir toutes les phases du cycle d'une telle intervention, depuis l'identification jusqu'à la réalisation, en passant par les études de faisabilité.

441. Il est proposé d'orienter l'appui sur certaines interventions qui pourraient encore être revues et/ou ajustées après un diagnostic à prévoir au début en fonction des besoins et des priorités exprimées par les ECA/AV.

Les actions pourraient comprendre un appui à :

- Des **études des chaînes de production porteuses** notamment des ressources halieutiques forestières ligneuses (bois mort) et non-ligneuse (apiculture etc.), d'élevage (embouche) et de petite irrigation (maraîchage) ;
- Des **études de marchés et recherche de partenaires commerciaux** : Etudes des flux commerciaux à l'échelle de la zone d'action, du pays et de la sous-région. Tout en renforçant le processus des AV/OPP et de leurs réseaux.
- AV/OPP/groupement ECA dans la recherche de formes et modalités de partenariat sur le plan commercial (avec les réseaux des commerçants régionaux) spécialisés dans la promotion de la commercialisation de produits. L'établissement de ces formes de coopération et partenariat peut en effet représenter une garantie importante pour assurer la continuation de l'appui technique et financier ;
- Des **études** relatives à la **collecte et transformation** des produits agricoles ;
- La promotion commerciale des productions de la zone avec des **campagnes publicitaires** à travers divers médias ;

- La constitution des dépôts–ventes au sein des AV/OPP (approvisionnement des intrants et vente en détail): achat de petits matériels, mobilier et équipement ou participation aux fonds de roulement ;
- Démarrage des **activités économiques** (pépinières fruitières et agro forestières, multiplication des semences, transformation etc.). Une subvention couvrirait l'achat de semences de base, de matériels (clôtures, sachets etc.) et un appui initial à la vente des produits (l'achat des semences ou des plants agro forestiers).

442. Les interventions devraient appuyer la recherche, le test et la promotion de formes et modalité d'échanges, de synergie et de partenariat entre les AV actuelles et OPP en voie de constitution, en relation avec les réalisations des divers programmes et projets œuvrant ou évoluant dans la zone.

443. La formulation des interventions d'appui à la professionnalisation et à l'organisation des AV/OPP serait une expérience nouvelle pour tous les intervenants et les organisations paysannes. Les acteurs actuels, dans la majorité, ne connaissent pas d'organisations paysannes en dehors de leur village ou commune ou même des organisations faitières à part celle de l'UNACA. La structuration des AV/OPP et l'émergence des structures interprofessionnelles au niveau communal ou municipal ne sont pas encore visibles ou au stade de démarrage.

Recommandation 16
Base conclusions 6.2.1.2, 6.2.2.11 -19, 6.2.2.24 - 27
Renforcer la promotion des organisations paysannes.

444. La promotion de l'émergence et l'appui du renforcement des organisations de base sont proposés.

445. Les bénéficiaires, membres des ECA ont constaté qu'ils ont fait des progrès grâce au fait qu'ils sont organisés. En plus, le GOA encourage l'organisation des paysans vers une professionnalisation des organisations paysan/nes (OPP).

446. Mais afin d'éviter des conflits/contrariétés et des chevauchement avec les activités de l'UNACA, le rôle de l'UNACA dans le processus de développement local doit être clarifié et les actions des divers intervenants doivent être harmonisés.

447. Au vu de la quasi non-existence des OPP ou des faiblesses et problèmes rencontrés au niveau des groupements villageois (GV) ou association (AV), il serait nécessaire d'apporter un appui à la promotion d'émergences des OPP par une professionnalisation des AV/groupements ECA existants afin qu'ils puissent gérer de manière autonome leur outil de production, représenter et défendre les intérêts de leurs adhérents et qu'ils soient capables de fournir divers services à leurs membres pour créer des conditions d'ensembles permettant une intensification de la production.

448. Des activités devraient se concentrer sur les interventions et sur la conscientisation, la structuration et le renforcement des capacités des organisations de base afin qu'elles atteignent une cohésion et apportent les services demandés par leurs adhérents. La FAO devrait soutenir les AV/groupement ECA dans leur mise en place effective et leur progressive consolidation.

Recommandation 17
Base conclusions 6.2.5.14, 6.2.5.18
Créer des conditions d'ensemble permettant la valorisation de l'approche ECA et l'augmentation de son impact.

449. Conserver la qualité de l'approche ECA et promouvoir des organisations paysannes n'est qu'un côté de la question. Il faut aussi créer les conditions d'ensemble pour que les potentialités de cet instrument de vulgarisation puissent être valorisées.

450. Les interventions devraient appuyer les AV/OPP/groupement ECA dans la création des conditions favorables en amont de la production pour un meilleur approvisionnement en intrants et en équipements (aliments pour bétail, fumure organique et minérale, pesticides, matériel de traitement de transformation) et en aval, pour améliorer l'écoulement des produits par un appui à la recherche de débouchés et par l'organisation de ventes groupées. La mise en place des infrastructures socioéconomique de base et productives, qui seront directement gérées et entretenues par les membres des AV/OPP, serait nécessaire.

451. Dans les provinces de Huambo et Bié, on devrait s'inscrire dans une politique/stratégie agricole du Gouvernement qui reposerait notamment sur la professionnalisation et la responsabilisation des organisateurs de producteurs en vue de la gestion autonome de leurs activités productives.

452. L'approche ECA comme instrument pivot d'un programme de vulgarisation agricole pour des petits exploitants a d'autant plus de chance de connaître un succès que les conditions d'une croissance des secteurs agricoles et agroalimentaires sont réunies. Comme l'approche ECA n'est qu'un instrument d'une vulgarisation agricole, la vulgarisation n'est qu'une composante d'une politique agricole. Il faut rappeler qu'une large part de la politique agricole relève d'une politique macroéconomique adéquate (taux de change stable et approprié, convertibilité de la monnaie, protection des investissements, etc.). En ce qui concerne la politique sectorielle agricole, les principales conditions nécessaires sont les suivantes :

- Accès aux marchés : infrastructures rurales, organisation des marchés.
- Prix des produits : fiscalité des filières, stabilisation des prix.
- Disponibilité et prix des intrants : fiscalité et organisation de la distribution.
- Disponibilité et accessibilité aux crédits.
- Sécurité foncière.
- Liberté d'association, statut des coopératives et des groupements.
- Formation primaire et agricole.
- Recherche agronomique appliquée.
- Efficacité des administrations centrales et déconcentrées dans leurs missions de supervision des fournisseurs de services.
- Prévention et gestion des crises, alerte et réaction rapides aux évolutions du marché et d'autres

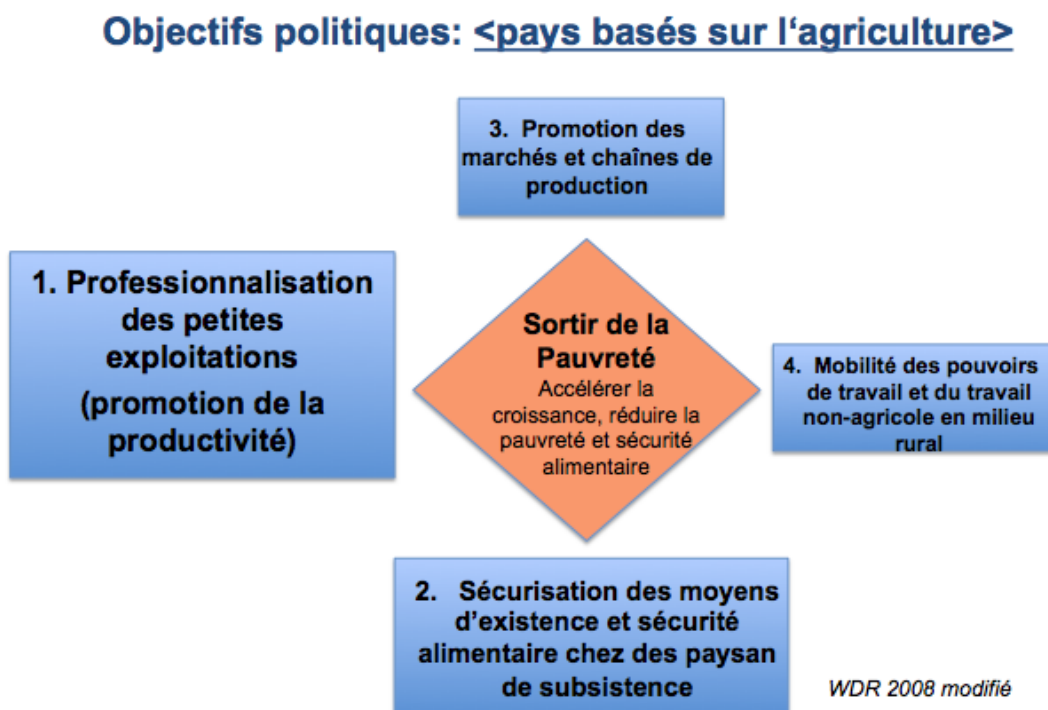
facteurs de production.

- Et plus important, établissement d'une vision prospective du développement agricole.

453. Une grande partie de ces principales conditions a été prise en compte en Angola par l'ENSAN et plus particulièrement dans les zones d'action (les premières réflexions sur des plans de développement municipal). Mais cependant, des lacunes persistent surtout dans la mise en œuvre de ces principes. La réalité paysanne se présente toujours d'une autre manière.

454. En conformité avec l'ENSAN, les évaluateurs conseillent que le développement des ECA dans les provinces de Huambo et Bié devrait s'inscrire dans une politique/stratégie agricole du Gouvernement qui reposerait notamment sur la professionnalisation et la responsabilisation des organisateurs de producteurs en vue de la gestion autonome de leurs activités productives. Une telle stratégie suit, en grande ligne, la stratégie proposée pour des pays basés sur l'agriculture, comme il a été élaboré dans le WDR de 2008 (voir illustration 8).

Illustration 8 : Priorités stratégiques envisageables pour le développement du milieu rural



455. Cela est en conformité avec la politique de l'Etat en matière d'appui à la professionnalisation et à l'organisation des producteurs agricoles qui s'inscrit dans le cadre de l'ENSAN avec les objectifs suivants :

- Favoriser le développement de l'économie de marché en milieu rural ;
- Moderniser les exploitations ;
- Favoriser la professionnalisation des différents acteurs et renforcer leurs rôles ;
- Assurer une gestion durable des ressources naturelles ;
- Accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Améliorer sensiblement le statut économique de la femme rurale ;

456. Recentrer le rôle de l'Etat et favoriser l'initiative privée

7.3 *La potentialité de transfert pour des interventions similaires dans la région*

Recommandation 18
Base conclusions 6.4.4.2
Appuyer la promotion des idées et <i>lessons learnt</i> dans la conception de l'ENSAN au niveau de la sous-région et au niveau de l'Afrique.

457. La plateforme idéale serait le Programme Compréhensif du Développement de l'Agriculture en Afrique, CAAP NEPAD.

8. Enseignements tirés (*lessons learnt*)

458. La FAO détaillera les leçons tirées du Projet dans le cadre de la capitalisation pour des projets/programmes similaires et dans l'élaboration de sa Stratégie Pays en Angola. La double stratégie du Projet prétend apporter quant aux vulnérabilités et résilience auprès de l'insécurité alimentaire des paysan/nes et à la stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire. En tant que première synthèse de cette partie d'analyse, l'évaluation relève quelques aspects particuliers :

- Les ECA ont démontré leur capacité à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des ménages, avec un renforcement du tissu social et une augmentation des revenus. Ils ont donc démontré la potentialité de créer une meilleure résilience auprès des risques alimentaires ;
- L'introduction d'une nouvelle approche technique de vulgarisation exige du temps et doit forcément se dérouler sur plusieurs étapes jusqu'à l'introduction totale en ce qui concerne la complexité de la technique et des démarches. Cela s'applique en particulier à des contextes comme celui de l'Angola (situation après conflit). Il est irréaliste d'envisager les ECA par excellence surtout l'aspect du développement participatif des solutions techniques dans une période ou des activités d'aide d'urgence (distribution des intrants) dominant l'esprit de la vulgarisation agricole (situation pendant la première phase du projet PESA) ;
- Une planification propre et détaillée (tableau synoptique de planification) et un suivi pour que la planification soit utilisée comme instrument de gestion du projet/programme est indispensable pour assurer l'efficacité et l'efficience surtout pour un projet complexe comme le PESA ;
- Une coordination des intervention de la FAO sur terrain est indispensable pour assurer la complémentarité et la création des effets de synergie des différents projets /programmes. Le leadership conceptuel des approches techniques doit être bien précisé entre les différents projets/programmes (cas de figure GCP TERRA et GCP PESA, TCP Sécurité Alimentaire....).
- Une flexibilité et une complémentarité exemplaire au niveau de l'ensemble du dispositif de mise en oeuvre et de suivi du projet associant les producteurs, les services publics, les partenaires locaux du projet constitue une base solide pour assurer l'appropriation institutionnelle, financière et garantir la durabilité du projet. Cette complémentarité doit se traduire par des partenariats opérationnels s'inscrivant dans la durée.

ANNEXES

- Annexe I :** Questions clés élaborés par l'équipe d'évaluation
- Annexe II :** Programme réalisé par l'équipe des évaluateurs en Angola (lieux visités et personnes rencontrés)
- Annexe III :** Itinéraire (ECA interviewés) de la mission sur terrain (Province Bié et Huambo)
- Annexe IV :** Liste de documents consultés par l'équipe d'évaluation
- Annexe V :** Chaîne de résultats reconstruites perçue par l'équipe d'évaluation à partir des ProDoc du PESA
- Annexe VI :** Cadres logiques révisés par l'équipe d'évaluation
- Annexe VII :** Glossaire
- Annexe VIII :** a) Fils conducteur pour les « Focus Group Discussions »
b) Résultats des « Focus Group Discussions »
- Annexe IX :** Ressources humaines du PESA
- Annexe X :** Partenaires du PESA
- Annexe XI :** Evaluation succincte du PESA à travers les critères d'évaluation du CAD
- Annexe XII:** Matrix d'évaluation (critère efficacité)
- Annexe XIII :** Termes de Reference

Annexe I Questions clés élaborés par l'équipe d'évaluation

Pertinence (en ce qui concerne la conception du projet)
<ul style="list-style-type: none"> • Les activités et appuis choisis ont-ils été des réponses appropriés aux situations, problèmes ou besoins ?
<ul style="list-style-type: none"> • Est ce qu'évolution du contexte du projet entre 2008 et 2012 (local, national, institutionnel, légal, politique, économique etc..) a justifiée la continuation comme prévue ?
<ul style="list-style-type: none"> • Est ce qu'évolution du contexte du projet a été correctement prévue par le projet dans la formulation des hypothèses et risques de départ ? Est-ce que les hypothèses étaient complètes ?
<ul style="list-style-type: none"> • Comment le projet a-t-il pu s'adapter aux contraintes et opportunité du contexte ?
<ul style="list-style-type: none"> • Comment le projet a-t-il pu intégrer son appui dans les stratégies et plans de développement local (Provinces, District et communes) ?
<ul style="list-style-type: none"> • Comment jugent les partenaires la pertinence du projet ?
<ul style="list-style-type: none"> • Quelle est l'appréciation des échanges et synergies avec les autres projets dans le secteur ?
Efficacité/effectivité (en ce qui concerne le profit /l'avantage additionnel tiré par les bénéficiaires au niveau des produits et objectifs spécifiques)
<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que les résultats/produits attendus dans les différents volets du projet ont-ils été atteints ?
<ul style="list-style-type: none"> • Y-a-t-il eu des résultats non prévus ? Ont-ils affecté positivement ou négativement les bénéfices ?
<ul style="list-style-type: none"> • Les indicateurs de mesure des résultats étaient-ils appropriés ?
<ul style="list-style-type: none"> • A-t-on fait ce qu'il fallait faire pour assurer que les bénéficiaires potentiels tirent effectivement avantage du projet ? • Est ce que les hypothèses et risques prévus ont-ils été suivis ? • Est-ce que toutes les parties prenantes ont fourni les mesures d'accompagnement ou de soutien prévues dans la planification ?
<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les autres facteurs externes qui ont influencé la mise en œuvre des opérations et l'atteinte des objectifs et résultats ?
Effizienz (par rapport au relations entre les ressources utilisées, les stratégies retenu et les activités mise en œuvre et les résultats atteints, a-t-on réalisé les interventions de manière optimale ?
<ul style="list-style-type: none"> • Quelles étaient les performances de l'équipe du projet et des intervenants qu'ils ont mobilisés ?
<ul style="list-style-type: none"> • Quelles étaient les performances des partenaires et leurs contributions dans la mise en œuvre du projet ?
<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation du: <ul style="list-style-type: none"> • dispositif organisationnel pour la gestion du projet • système de planification et programmation des activités (allocation des ressources humaines, fonds, et matériel, suivi et contrôle de qualité) • système de rapportage et suivi/évaluation (documentations) • mode de gestion opérationnel du projet (inputs à temps, équipes en hauteur des exigences...) • système de gestion financier(gestion trésorerie, suivi des dépenses, comptabilité, transparent et documenté) • Etaient les conditions d'ensemble pour la gestion du projet adapté au contexte du projet (volume financier, charges administratives)
Impact (relations entre les objectifs spécifiques et l'objectif global, impacts sur un plus grand nombre de personnes dans le secteur, les provinces)
<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les impacts sur la réduction de la pauvreté ?
<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les impacts sur la gestion durable des ressources naturelles ?
<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les impacts en matière de capacités des organisations paysannes bénéficiaires, des communautés et des partenaires du projet ?
Pérennité/durabilité (facteurs significatifs qui peuvent influencer la viabilité des opérations)
<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation de la durabilité institutionnelle acquise pendant le projet d'appui (équipement du parc, bureau, en matériel, capacités acquises des ressources humaines)
<ul style="list-style-type: none"> • Les groupes cibles sont-ils prêts et sont-ils en mesure de conserver les réalisations et impacts positifs à long terme sans soutiens ? • - évaluation du degré d'appropriation par les bénéficiaires et parties prenantes
<ul style="list-style-type: none"> • Les partenaires angolais sont-ils prêts et sont-ils en mesure de conserver les réalisations et impacts positifs à long terme sans soutiens ? <ul style="list-style-type: none"> • - soutien des autorités responsables (ministères, autorités provinciales et traditionnels)

- Evaluation du processus de diffusion des leçons apprises et de capitalisation des expériences du projet

Annexe II : Programme réalisé par l'équipe des évaluateurs en Angola (lieux visités et personnes rencontrés)

Date	Lieu	Personnes à rencontrer	entretiens /hour/place
		Avant l'arrivée en Angola des interviews avec Mme Marjon Fredrix,(AGPP), Francisco Chimuco (FAO) and Enrique Lora (OED) ont été faites	
Jour 1	Luanda	Lundi, 23. Janvier 2012	
		FAO : M. A. Diallo (FAOR)	11 : 00
Jour 2	Luanda	Mardi, 24. Janvier 2012	
		Vasco Catal Point Focal TCP foncier	8 : 30
		AECID M. Josep Puig (coordinateur) Laura Mc laughlin Garcia	10 : 00
		GSA Ing Baldemar	12 : 00
		FSO	15 : 00
Jour 3	Luanda Kuito	Mercredi, 25. Janvier 2012	
		Programmation PESA (sorties sur terrain):	13 : 30
		Ildio Banhoas (Composante boa technicas)	16 : 00
		Réunion avec l'équipe FAO PESA M. Cyprien Ndombi et équipe PESA Iliido (PF Huambo, bonnes pratiques) Eduardo (technicien ECA) Elias (administratives) Vice-directeur IDA Miguel Pereira	18 : 00 19 : 00
Jour 4	Kuito	Jeudi, 26. Janvier 2012	
		Coordinateur de MOSAP	8 : 00
		Chef de departamento de IDA	9 : 00
		Cruz Vermelha (ONG implementation ECA)	9 : 45
		ADAC (ONG implementation ECA)	11 : 00
		Assacisao de Desenvolvimento d'acciones comunales Promoção da mulher (formation sociale)	12 : 00
		GCP droit foncier	13 : 00
		Partida para Andulo: Preparation des FGI avec moderateur	15 : 00
		MOSAP Bié -M. Daniel Julio (coordinateur provincial)	18 : 00
Jour 5	Bié	Vendredi, 27. Janvier 2012	
		Transfer vers Nharêa Rencontre avec l'administrateur municipal de Nharêa :	7 : 00

Rapport d'évaluation (avril 2012)

		FGI Chingandu/ Chapua	8 : 30
		Transfert vers Andulo	11 : 30
		FGI Boa Esperanza:	14 : 00
		Retour à Andulo:	16 : 00
Jour 6	Bié	Samedi, 28. Janvier 2012	
		Saída para Calusinga :	6 : 00
		Contacto com autoridade comunal :Administratrice Calusinga	7 : 00
		FGI Catela	7 : 30
		FGI Lupili:	11 : 00
		FGI formateurs et facilitateurs (non EDA): SEPO	14 : 00
		Rencontre avec administratrice Andulo	15 : 30
		Retour vers Kuito :	16 : 00
Jour 7	Bié	Dimanche, 29. Janvier 2012	
		Bureau Kuito	
		Transfer Kuemba	14 : 00
		Administratrice Kuemba (Mme Laurente)	18 : 00
Jour 8	Bié	Lundi, 30. Janvier 2012	
		GFI Muhambo/ Kuemba (Technicien ONG Czech) :	7 : 00
		Entretien avec EDA et Facilitateurs (Czech People in Need))	11 : 00
		Retour vers Camacupa	12 : 00
		GFI B. Luciano:	13 : 30
		Sortie de Camacupa vers Kuito	16 : 00
Jour 9	Bié	Mardi, 31. Janvier 2012	
		Sortie ves para Cunhinga f	7 : 00
		GFI Sanda/ Usamba	8 : 00
		Interview avec Formateur Adolf Thomas Sekwawale	
		GFI Chica/ Catavo	11 : 30
		GFI com Trumba/ Sede	16 : 30
Jour 10	Kuito	Mercredi, 1ier Février 2012	
		Sortie vers Chitembo :	5 : 30
		Rencontre avec Administrateur municipal	7 : 30
		GFI Samalesso	8 : 30
		Interview avec Formateur Geronimo Mussito Nounes	
		Interview acec Directeur EDA Chitembo	
		GFI Kuatoko	11 : 00

Rapport d'évaluation (avril 2012)

		Gouverneur Province de Bié	15 : 00
		Entretien avec Directeur Provincial d'agriculture de Bié	17 : 00
Jour 12	Huambo	Jeudi, 2ième Février 2012	
		Transfert vers Huambo	6 : 30
		Vice-Gouvernador Huambo (H. Barboga)	9 :00
		Directrice ADRA (Marie del la Salette)	10 : 30
		Dean FAC Huambo (Guilherme Pereira)	12 : 00
		IAA (validation bonnes pratiques) (Felizardo de Almeida)	14 : 50
		Délegué Angola CODESPA (GAVIN Braschi)	16 : 00
		développement des chaînes de production, commercialisations	
		Discussions composantes "bonnes pratiques" M. Iliou	17 : 00
		Planifications des sorties	18 : 00
Jour 13	Huambo	Vendredi, 3. Février 2012	
		GFI Chicala/ Catchuingo:	7 : 00
		Interview avec Luzelia Rosa (Facilitatrice)	7 : 30
		GFI Chingola/ Bail undo:	12 : 00
		Interview avec Directeur EDA Bail undo	13 : 00
		Chip ako/ Londuimbale:	15 : 30
		Interview avec E. Kabunda, Gracia Jiwa, Salomon Sagwende (Facilitateurs)	16 : 00
		Interview avec E.J. Essouvu formateur et technicien EDA Chipaka	18 : 00
		Francisco Caranza (GCP Foncier)	19 : 00
Jour 14	Huambo	Samedi, 4. Février 2012	
		Sortie vers Cajamba :	7 : 00
		GFI Caramba/ Ucuma :	9 : 00
		Partida de Caramba:	11 :30
		ADB Responsable Calunga component du projet AFD Calenga smallholder agricultural development project)	13 :00
		GFI Can dingo/ Ekunha:	15 :00
		Partida de Ekunha:	17 :00
Jour 15	Huambo	Dimanche, 5. Février 2012	
		Analyse des données et draft rapport	
Jour 16	Huambo/ Luanda	Lundi, 6. Février 2012	
		GFI Ngongoinga	8 : 00
		Directeur IDA Huambo	11 : 00

Rapport d'évaluation (avril 2012)

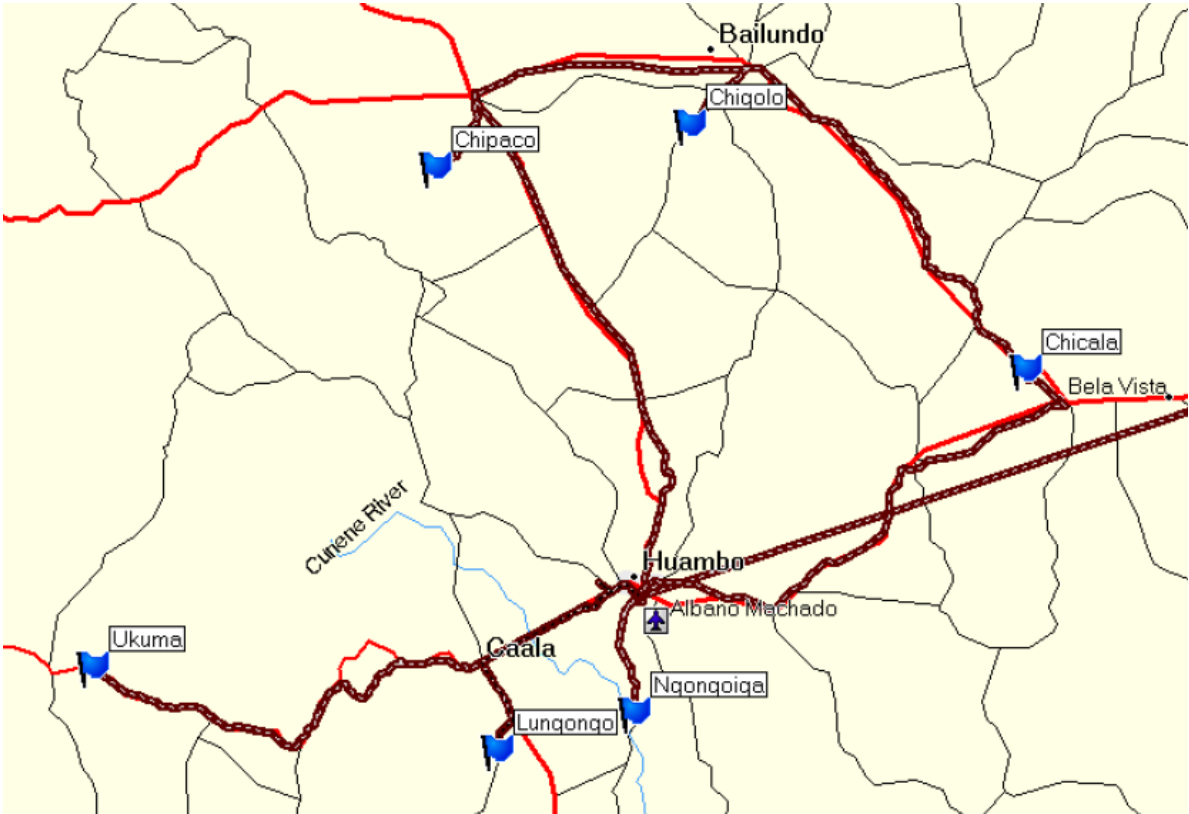
		GFI formadores	12 : 00
		GFI facilitadores	15 : 30
		Debriefing Huambo	18 : 00
Jour 17	Luanda	Mardi, 7. Février 2012	
		Transfert vers Luanda	
Jour 18	Luanda	Mercredi, 8. Février 2012	
		M. Tunga (Dircteur Séc. Alim. Cabinet GSA)	9 : 30
		M. Alves Primo (coordinateur MOSAP)	12 : 00
		Mme. J. Vaz Grave (M/E expert MOSAP)	16 : 00
		F. Pacheco (FIDA)	17 : 30
Jour 19	Luanda	Jeudi, 9. Février 2012	
		Chercheurs Videoconference: Jao Enrique de Loma (Videoconference)	9 : 00
		M. J. A. Tati Secretaire d'Etat MINADERP	10 : 00
Jour 20	Luanda	Vendredi 10. Février 2012	
		Joao Pinto (Videoconference)	9 : 00
		Debriefing Luanda	11 : 00
		Retour Frankfurt	22 : 30

Annexe III: Itinéraire (ECA interviewés) de la mission sur terrain (Province Bié et Huambo)

Province de Bié



Province de Huambo

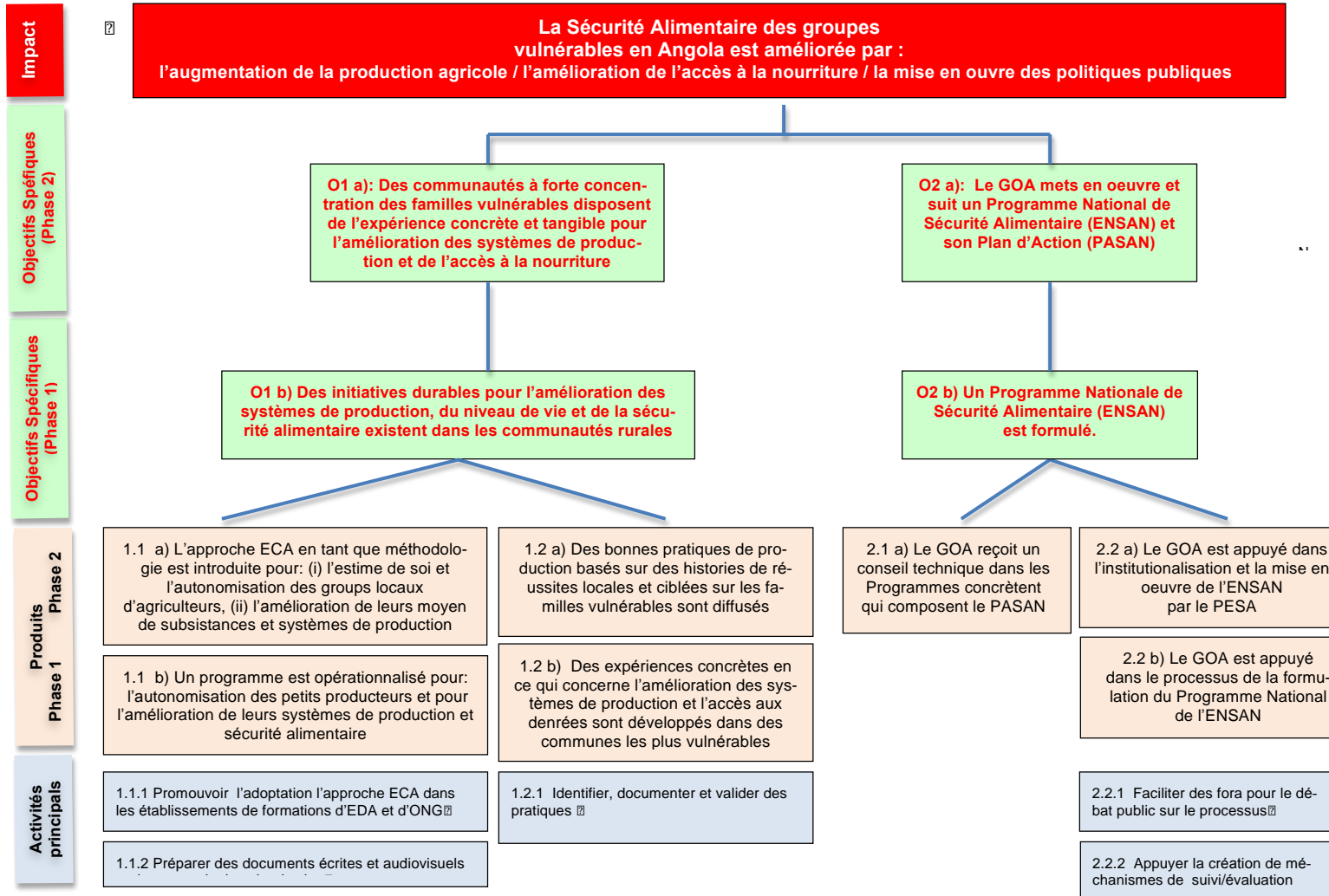


Annexe IV Bibliographie – Liste des documents consultés

- ADF, 2005 : Bom Jesus-Calenga Smallholder Agricultural Development Project. Appraisal Report of African Development Fund, OCAR.
- BMZ, 2007 : Länderprogramevaluierungen : Konzept und Analyseleitfäden. Ein Instrumentenkasten, Bonn, August 2007.
- CCAA, 2007 : Competitive Commercial Agriculture for Africa. Case studies Brazil and Thailand, WB,FAO,DFID and CIDA.
- CE, 2004 : Commission Européenne,
- ENSAN, 2009 : National Food and Nutritional Security Strategy, Angola
- FAO, 2006 Document de Projet PESA GCP/ANG/033/SPA Mars 2006 – Mars 2008
- FAO, 2008 : Document de Projet PESA GCP/ANG/033/SPA Septembre 2008 – Septembre 2011
- Fredrix, M., 2011 : Notes on backstopping mission to Angola May 30 - June 11,2011
- Henk v.dan den Berg, Janice Jiggins, 2007 : Investing in Farmers – the impact of Farmer Field Schools in relation to Integrated Pest Management, Wageningen
- IEH, 2012 : Pathways to food security governance : the experience of Angola
- IEH, 2006 -2009 : Mission reports of Enrique Loma, Joa Pinto and Lahoz
- Linda G. Morra Imas, Ray C. Rist, 2009 : The road to results, Designing and conducting effective development évaluations. The World Bank www.worldbank.org/r2r
- Neuchâtel Group, 2007 : Common Framework on Agricultural Extension
Common framework on market-oriented advisory services
- OECD DAC, 2002 Glossary of key terms in évaluation and results based mangement
- PESA 2006 -2011 : Rapports sémentrielles 2006 -2011
- PESA, 2011: Draft rapport bonne pratique jugés appropriés pour la dissémination.
- PRSP, 2005 : Estratégia de Combata à Pobreza. MinistérioPlaneamento
- Schmidhuber J., Tubiello F.N., 2007 Global Food Security and Climate Change
- UNDAF, 2009 Programme document for Angola (2009-2013)
- WB, 2009 : Awakening Africa's sleeping giant. Prospects for Commercial Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond. (FAO/WB)

Annexe V :

Chaîne de résultats reconstruites perçue par l'équipe d'évaluation à partir les ProDoc du PESA



Annexe VI Cadre logique révisé par l'équipe d'évaluation (phase 1)

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Risques /Suppositions
Objectif global	La sécurité alimentaire des groupes vulnérables en Angola est améliorée			
Objectifs spécifiques	Des initiatives durables pour l'amélioration des systèmes de production, du niveau de vie et de la sécurité alimentaire existent dans des communautés rurales Un programme national de sécurité alimentaire est formulé .			
Produits	<p>1.1 Des expériences concrètes en ce qui concerne l'amélioration des systèmes de production et l'accès aux denrées sont développés dans des communautés les plus vulnérables (Introduction des ECA)</p> <p>1.2 Un programme pour l'autonomisation des petits producteurs est opérationnalisé pour l'amélioration de leurs systèmes de production et sécurité alimentaire</p> <p>1.3 Les centres de formation, recherche et service de vulgarisation sont renforcés en ce qui concerne des approches participatives</p> <p>2.1 Le GOA est appuyé dans le processus de la formulation du programme national de sécurité alimentaire par le PESA</p>	<p>1.2.1 40 Formadores formés</p> <p>1.2.2 130 ECA opérationnels fin de 2. année 800 participants dans ECA 20 ECA facilités par vulgarisateurs 20 ECA facilités par ONG ou paysan 20 ECA avec capacité de proposer un projet qui peut bénéficier de 1500 US\$ fin de 3. Année 90 ECA opérationnel (30 par vulgarisateurs, 60 par ONG ou paysans volontaires) 45 ECA sont de même de proposer des microprojets</p> <p>1.3.1 matériel audiovisuel et manuel de vulgarisation existe dans 3^{ième} année</p> <p>2.1 Document du PNSA disponible</p>		1.1 L'alliance nationale contre le faim guide le processus

Activités		Moyens
	<p>1.1.1 Introduire l'approche ECA pour accroître l'atomisation (empowerment) des paysan/nes et améliorer leurs systèmes de production et moyen d'existences</p>	<p>1.634.545 US\$ 48% du budget pour le produit 1.1 18% du budget pour le produit 1.2 (400 US\$/ECA)</p>
	<p>1.1.2 Disséminer des pratiques concrètes (bonnes pratiques) qui sont basé sur des expériences locales, auprès des familles les plus vulnérables</p>	<p>Huambo 1 coordinateur national 1 une assistant suivi/évaluation 1 secrétaire / administrateur</p>
	<p>1.1.2.1 Identifier les pratiques existantes</p>	<p>20 vulgarisateurs (EDA)</p>
	<p>1.1.2.2 Identifier de la population cible pour les différentes interventions</p>	<p>2 coordinateurs provinciales</p>
	<p>1.1.3 Considérer les inconvenants des ménages dirigés par des femmes</p>	<p>Experts TCDC en questions techniques et organisationnelles (temps partiels)</p>
	<p>1.1.4 Chercher l'équité : Participation dans les organisations de base, accès aux opportunités etc.)</p>	
	<p>1.2.1 Formation des formateurs</p>	
	<p>1.2.2 Mettre en œuvre des ECA</p>	
	<p>1.2.3 Mettre en marche un système de financement des ECA qui est orienté vers une auto durabilité des ECA fond de roulement permettant</p>	
	<p>1.2.4 Créer des espaces de dialogue et coordination (promouvoir des comités aux niveaux communal, municipal, provincial et national)</p>	
	<p>1.2.5 Gérer des données désagrégées / ventilées par genre</p>	

	<p>1.3.1 Disséminer des interventions sélectionnées à travers des EDA, ONG et groupes au niveau local</p> <p>1.3.2 Partager les expérience avec autres intervenants (IIA,IIV...), Universités, et Centres d'Education Rurales</p> <p>1.3.2.1 Réaliser des visites des investigadores, facilitateurs et techniciens pour évaluer les expériences des ECA (involver des services nationales et centre de formation)</p> <p>1.3.3 Promouvoir les approches participatives dans les Curricula d'enseignements</p> <p>1.3.4 Systématiser les expériences après l'analyse et disséminer dans autres zones du pays</p> <p>1.3.5 Chercher des alliances stratégiques avec des instances spécialises qui peuvent répondre aux besoins pratiques des FFH (réduction de la violence sexuelle, meilleure participation aux décisions.)</p> <p>2.1.1 Organiser et nommer une équipe nationale pluridisciplinaire pour la formulation (experts gouvernementaux, représentants de : la Société Civile, associations paysannes, bailleurs de fonds)</p> <p>2.1.2 Analyse du passé et anticipation de l'avenir</p> <p>2.1.3 Etudier des stratégies (échanges avec des décideurs et professionnels d'autre pays comme Brésil, Mozambique, Guatemala ...)</p> <p>2.1.4 Rassembler les points de vues des communautés ruraux et municipales</p> <p>2.1.5 Faciliter l'échange inter-agences</p> <p>2.1.6 Atelier national pour valider le projet de document</p> <p>2.1.7 Conférence/ réunion de haut niveau des donateurs pour la présentation officielle</p>	
--	---	--

Rapport d'évaluation (avril 2012)

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Risques /Suppositions
Objectif global	La sécurité alimentaire des groupes vulnérables en Angola est améliorée par l'augmentation de la production agricole, l'amélioration de l'accès à la nourriture et la mise en œuvre des politiques publiques			
Objectifs spécifiques	<p>1. Des communautés à forte concentration des familles vulnérables disposent des expériences concrètes et tangibles pour l'amélioration des systèmes de production et de l'accès à la nourriture</p> <p>2. Le GOA mets en œuvre et suit un Programme national de sécurité alimentaire et son plan d'action.</p>			<p>Les politiques commerciales concernant l'import des denrées, l'aide alimentaires et fournitures des intrants tiennent compte du développement de l'agriculture familiale.</p> <p>Des propositions pour un soutien budgétaire aux petits agriculteurs et la promotion de l'opérationnalisation de la législation foncière sont tenu compte.</p> <p>Le processus de décentralisation et déconcentration continue sans problèmes (intégration horizontale).</p> <p>L'intérêt du gouvernement et des décideurs dans les administrations publiques (GSA, IDA, EDA, DPA, administrations municipales) sur la question de sécurité alimentaire continue.</p> <p>Initiatives concernant la réhabilitation des infrastructures et déminages continuent</p>
Produits	<p>1.1 L'approche ECA en tant que méthodologie est introduite pour: (i) l'estime de soi et l'autonomisation des groupes locaux d'agriculteurs, (ii) l'amélioration de leurs moyen de subsistances et systèmes de production</p> <p>1.2 Des bonnes pratiques de production basés sur des histoires de réussites locales et ciblées sur les familles vulnérables sont diffusés.</p> <p>2.1 Le GOA reçoit un conseil techniques dans les programmes concrètent qui composent le PASAN</p> <p>2.2 Le GOA est appuyé dans l'institutionnalisation et mise en œuvre de l'ENSAN</p>	<p>1.1 100 ECA dans les provinces de Huambo, Bié et Malange mis en œuvre jusqu'au Décembre 2008</p> <p>1.1 (un formation Master pour 3 mois) et soutien des ateliers en parallèle dans toutes les provinces où ils travaillent</p> <p>1.2 Matériel de dissémination des bonnes pratiques distribué</p> <p>2.1 Stratégie national de l'agriculture et sécurité alimentaire alimentation</p>		<p>1.1 Institutions homologues continuent à mettre à la disposition en suffisance des ressources humaines (EDA) et matériels</p> <p>1.1 L'IDA et les EDA continuent à budgétiser les coûts de fonctionnement des ECA et les coûts directes de mise en œuvre du projet avec les familles rurales.</p> <p>2.2 L'alliance nationale contre le faim guide le processus</p>
Activités	1.1.1 Promouvoir l'adoption de l'utilisation des outils			

<p>participatifs tel que les ECA par les établissements de formation (EDA et ONG)</p> <p>1.1.1.1 Formation technique et méthodologique des techniciens, décideurs du GOA et des ONG</p> <p>1.1.1.2 Produire des matériaux techniques et méthodologiques pour la surveillance du processus technique (facilitateur du terrain) et la gestion du programme ECA (les politiciens et les hauts fonctionnaires d'IDA et des ONG)</p> <p>1.1.2 Mettre en œuvre des ECA dans les provinces de Huambo, Bié et Malange</p> <p>1.1.3 Assurer la formation des formateurs dans les ECA</p> <p>1.1.4 Suivi et soutien technique et logistique à la formation des animateurs</p> <p>1.1.5 Consolider les ECA avec une deuxième cycle/saison</p> <p>1.1.6 Mettre en œuvre des projets Télé Food (évaluée à 100.000 US\$) dans les ECA plus établies</p> <p>1.1.7 Préparer des documents écrits et audiovisuels et de manuels de vulgarisation</p> <p>1.1.8 Sensibiliser via des visites de terrain des décideurs, les gestionnaire des institutions publiques, les ONG et la coopération internationale aux méthodologies et meilleures pratiques en place pour affecter leurs adoptions dans des stratégies institutionnels et nationaux.</p> <p>1.1.9 Soutiens technique de ces décideurs à la conception et la gestion des programmes de vulgarisation agricole comportant un ECA ou approche équivalent</p> <p>1.1.10 Systématiser les expériences avec l'Angola et les Universités espagnoles pour l'analyse et la diffusion à d'autres zones du pays.</p> <p>1.2.1 Identifier, documenter et valider des pratiques</p> <p>1.2.1.1 Consolider le Comité Technique</p> <p>1.2.1.2 Renforcer des organismes nationaux et provinciaux responsables pour l'identification, la documentation et la</p>	<p>Moyens Budget : 2.600.000 US\$ pour 40 mois</p> <p>Province Huambo et Bié</p> <p>1 coordinateur national, 1 assistant technique international 1 assistant technique national pour le component ECA 1 directeur technique pour le domaine <bonnes pratiques> adjoint administratif 2 chauffeurs 20 vugarisateurs (EDA) 2 coordinateurs provinciales</p> <p>Luanda</p> <p>1 Point focal international pour objectif 2 1 Assistant administratif 1 Facilitateur des processus de développement et du suivi de l'ENSAN.</p> <p>Experts TCDC en questions techniques et organisationnelles (temps partiels)</p>
--	--

<p>validation et diffusions de bonnes pratiques</p> <p>1.2.1.3 Créer un centre de documentation au Plateau Centrale</p> <p>1.2.1.4 Compiler les informations dans un livre (les expériences à réaliser une alimentation adéquate dans le Plateau Central de l'Angola)</p> <p>1.2.1.5 Approfondir la stratégie de sensibilisation de bonne pratique</p> <p>1.2.1.6 Préparer du matériel pour la diffusion de bonnes pratiques</p> <p>1.2.1.7 Diffuser des bonnes pratiques validées à travers: des ECA, des programmes radio et télé destinés au milieu rural, des EDA, des projets Télé Food et de l'ENSAN??</p> <p>1.2.1.8 Établir des accords avec autres institutions telle que World Vision et OXFAM pour la coordination de 1.2.1</p> <p>2.1.1 Accompagner/conseiller techniquement le GOA (gabintes responsables) dans la mise en oeuvre des programmes PASAN</p> <p>2.2.1 Appuyer l'institutionnalisation du ENSAN</p> <p>2.2.1.1 Faciliter des fora pour le débat public sur le processus</p> <p>2.2.1.2 Appuyer la création de mécanismes de suivi et d'évaluation de l'ENSAN</p>	
--	--

Terme	Explication (source)
Cadre des résultats	Représentation logique expliquant comment l'objectif de développement peut être atteint en prenant compte des relations causales et des hypothèses implicites (OECD DAC 2002)
Chaîne des résultats	Suite de relations de cause à effet qui mènent d'une action de développement à l'atteinte des objectifs. La chaîne des résultats commence par la mise à disposition des ressources, se poursuit par les activités et leurs extrants. Elle conduit aux réalisations et aux impacts, et aboutit à une rétroaction. Dans quelques agences d'aide le public concerné fait partie de la chaîne des résultats (OECD DAC 2002)
Conclusion	Les conclusions font ressortir les facteurs de succès et d'échec de l'action évaluée, avec un intérêt particulier accordé aux résultats et aux impacts, escomptés ou non, et plus généralement aux autres points forts et points faibles. Une conclusion fait appel à des données et des analyses élaborées à partir d'un enchaînement transparent d'arguments (OECD DAC 2002)
Critères d'évaluation du CAD	Les cinq critères d'évaluation proposés par le CAD sont: <ul style="list-style-type: none"> - Pertinence - Efficacité/effectivité - Efficience - Impacts - Pérennité
Durabilité (viabilité, pérennité)	Continuation des bénéfices résultant d'une action de développement après la fin d'intervention. Probabilité d'obtenir des bénéfices sur le long terme. Situation par laquelle les avantages nets sont susceptibles de résister aux risques (OEC DAC 2002)
Efficacité/effectivité	Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative. Remarque: terme également utilisé comme système de mesure globale (ou comme jugement) du mérite et de la valeur d'une activité; mesure sur laquelle une intervention a atteint, ou est en train d'atteindre, ses principaux objectifs pertinents, de façon efficiente et durable, et avec un impact positif en terme de développement institutionnel (OECD DAC 2002)
Efficacité en terme de développement	Le terme représente une évaluation récapitulative par rapport aux cinq critères d'évaluation du CAD. Au niveau international, le terme „ <i>development effectiveness</i> “ est utilisé de plus en plus à ce fin.
Efficience	Mesure selon laquelle les ressources (fonds, expertise, temps, etc.) sont converties en résultats de façon ÖCONOME (DAC OECD 2002)

Extrant	= produit (voir ci-dessous) <i>Terme connexe: Résultat, Output (CE 2004)</i>
Impacts	Effets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par une action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non (OECD DAC 2002) <i>Terme connexe: Objectifs globaux (CE 2004)</i>
Livelihood	Moyens de l'existence ou subsistance. Disponibilité des atouts/capacités humaines, sociales, naturelle, financière, physique et politique qui constituent la base de vivre en combinaisons avec des conditions d'ensemble favorable. <i>Dans le texte la terminologie anglaise sera utilisé</i>
Mesure de développement	Ce terme est utilisé dans le contexte de cette évaluation dans le sens du terme allemand : < <i>Entwicklungsmassnahme</i> > (BMZ 2007 a)), qui regroupe toutes les activités de la coopération au développement, c'est à dire des projets, des programmes, de l'aide budgétaire (générale ou sectorielle ou multilatérale) et autre, qui comprennent des contributions des PTF, du pays partenaires et éventuellement des tiers.
Objectif spécifique	= Réalisations (effets direct = Outcome)
Pertinence	Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement correspondent aux attentes des bénéficiaires, aux besoins du pays, aux priorités globales, aux politiques des partenaires et des bailleurs de fonds. Remarque: rétrospectivement, la question de la pertinence consiste souvent à s'interroger sur le fait de savoir si les objectifs de l'action ou sa conception sont encore appropriés compte tenu de l'évolution du contexte (OECD DAC 2002)
Produits (extrant)	Biens, équipements ou services qui résultent de l'action de développement Le terme peut s'appliquer à des changements induits par l'action qui peuvent conduire à des effets directs (OECD DAC 2002) <i>Terme connexe: Résultat, Output (CE 2004)</i>
Réalisations/effet directs	C'est que l'action doit accomplir ou a accompli à court ou moyen terme (OECD DAC 2002) <i>Terme connexe: Objectif spécifique, Outcome (CE 2004)</i>
Recommandations	Propositions qui ont pour but de promouvoir l'efficacité, la qualité ou l'efficacité d'une action de développement, de réorienter les objectifs, et/ou de réallouer les ressources. Les recommandations doivent être reliées aux conclusions (OECD DAC 2002)
Résultats	Extrant (produits), réalisations ou impacts (escomptés ou non, positifs et/ou négatifs) d'une action de développement (OECD DAC 2002) <i>Attention: CE (2004) utilise ce terme pour le terme (Produit/Extrant)</i>

Annexe VIII : Fils conducteur et ableaux d'évaluation pour les « Focus Group Discussions »

Les aspects suivant ont été étudié lors des discussion en « Focus Group »

Domaine	Impact immédiate	Impact développementale
Technique	<ul style="list-style-type: none"> • Savoir écologique présent • Aptitude expérimentale acquis • Meilleure gestion des cultures • Réduction d'application des pesticides • Rendement agrandi • Davantage de profit 	<ul style="list-style-type: none"> • Pérennité de production élevée • Moyens d'existence améliorée • Capacités augmentées d'utiliser des opportunités agricoles et gérer des risques • Innovation • Coût / effectivité de la production agrandi
Sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des groupes • Meilleure aptitudes en communication • Capacités de résoudre des problèmes élevée 	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration entre paysan/nés • Association des paysan/nés créées • Création des réseaux d'échange • Vulgarisation du paysan/nés au paysan/nés • Diffusion des actions dans la région
Politique	<ul style="list-style-type: none"> • Lien entre vulgarisation officiel et paysan établi • Meilleure capacités de négociation 	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure accès aux prestataires de service • Création des effets de levier • Campagne de prise de conscience

a) Groupe /village:

b) Combien des membres dans l'ECA?

c) But / activité du groupe?

d) Comment se fait la gestion du groupements?

e) Y-a-t-il des femmes dans vos bureaux?

1. Questions concernant l'approche / attitude général

Qualité	1	2	3	4	5	6
	Mauvais	Médiocre	Inadéquat/ non satisfaisant	Satisfaisant	Bon	Excellent

1.1 1. Activités réalisés avec PESA

1.2 2. Comment et quand a commencé la collaboration avec PESA?

1.3 3. Comment ont été défini les thèmes? Est ce que vos expérience ont été tenu compte?

1.4 5 Appui reçu par PESA pour démarrage de l'ECA?

1.5 6. Les exigences (contribution demandées etc..) du PESA? Facile à faire?

1.6 9. L'apport du PESA en vue de renforcement organisationel de votre groupe?

1.7 En comparaison avec le passé comment vous percevez l'appui par le PESA dans votre groupe et dans la communauté? (Pertinence)

Qualité	1 Mauvais	2 Médiocre	3 Inadéquat/ non satisfaisant	4 Satisfaisant	5 Bon	6 Excellent
---------	--------------	---------------	-------------------------------------	-------------------	----------	----------------

1.8 8. Impact :Est ce qu'il y a eu des changements dans le temps – les 5 années passés? Lesquelles? (*changements positifs et négatifs*) **question aussi pour groupes de controle**

Qualité	1 Mauvais	2 Médiocre	3 Inadéquat/ non satisfaisant	4 Satisfaisant	5 Bon	6 Excellent
---------	--------------	---------------	-------------------------------------	-------------------	----------	----------------

1.9 11. Est ce que des autres dans la communauté ont copié les activités du groupe?

Fréquence	1 Jamais	2 Rarement	3 Occasionnellement	4 Parfois	5 souvent	6 Toujours
-----------	-------------	---------------	------------------------	--------------	--------------	---------------

1.10 3 Comment on tient compte des personnes vulnérables (les vieux, les jeunes, les FHH, hommes, femmes)

Fréquence	1 Jamais	2 Rarement	3 Occasionnellement	4 Parfois	5 Souvent	6 Toujours
-----------	-------------	---------------	------------------------	--------------	--------------	---------------

2. Questions concernant les capitaux de moyens d'existence

8.

Fréquence	1 Jamais	2 Rarement	3 Occasionnellement	4 Parfois	5 Souvent	6 Toujours
-----------	-------------	---------------	------------------------	--------------	--------------	---------------

2.1 Impact : Quoi dans vos familles/fermes a changé? **Question aussi pour groupes de contrôle**
Concernant l'éducation, ,

Fréquence	1 Jamais	2 Rarement	3 Occasionnellement	4 Parfois	5 Souvent	6 Toujours
-----------	-------------	---------------	------------------------	--------------	--------------	---------------

La santé,

Qualité	1 Mauvais	2 Médiocre	3 Inadéquat/ non satisfaisant	4 Satisfaisant	5 Bon	6 Excellent
---------	--------------	---------------	-------------------------------------	-------------------	----------	----------------

vos moyens de travail, vos possibilités financières

Qualité	1 Mauvais	2 Médiocre	3 Inadéquat/ non satisfaisant	4 Satisfaisant	5 Bon	6 Excellent
---------	--------------	---------------	-------------------------------------	-------------------	----------	----------------

2.2 Impact dans la vie sociale ? Quoi a changé dans votre communauté et/ou votre groupe ECA ? (*Est ce qu'on fait des choses ensemble, des projets/idées communes*)? Capacité social et politique, règles de jeu (structures)

Qualité	1 Mauvais	2 Médiocre	3 Inadéquat/ non satisfaisant	4 Satisfaisant	5 Bon	6 Excellent
---------	--------------	---------------	-------------------------------------	-------------------	----------	----------------

2.3 Impact Comment sont les rendements par rapport au passé? (vers 4)

Qualité	1 Mauvais	2 Médiocre	3 Inadéquat/ non satisfaisant	4 Satisfaisant	5 Bon	6 Excellent
---------	--------------	---------------	-------------------------------------	-------------------	----------	----------------

3. Questions concernant les conditions d'ensemble

Qualité	1 Mauvais	2 Médiocre	3 Inadéquat/ non satisfaisant	4 Satisfaisant	5 Bon	6 Excellent
---------	--------------	---------------	-------------------------------------	-------------------	----------	----------------

3.1 12. Est ce qu'il y a autres services qui interviennent par rapport aux 5 années avant ?
(sont-elles appropriées et adaptées a votre situation)

Fréquence	1 Jamais	2 Rarement	3 Occasionnellement	4 Parfois	5 Souvent	6 Toujours
-----------	-------------	---------------	------------------------	--------------	--------------	---------------

3.2 13. Est ce que les techniciens d'EDA sont venus régulièrement?

Fréquence	1 Jamais	2 Rarement	3 Occasionnellement	4. Parfois	5 Souvent	6 Toujours
-----------	-------------	---------------	------------------------	---------------	--------------	---------------

3.3 8. Impact Est ce qu'on vous a appuyé d'accéder à des opportunités (Credit etc..)

Fréquence	1 Jamais	2 Rarement	3 Occasionnellement	4 Parfois	5 Souvent	6 Toujours
-----------	-------------	---------------	------------------------	--------------	--------------	---------------

3.4 4. Est ce que vos expériences et connaissances ont été assez prises en considération?
Comment les thèmes ont été choisis ? *Est-ce que les thèmes répondent à vos besoins centraux ?*
(*Est ce que les offres du PESA ont répondu a vos besoins?*)

Fréquence	1 Jamais	2 Rarement	3 Occasionnellement	4 Parfois	5 Souvent	6 Toujours
-----------	-------------	---------------	------------------------	--------------	--------------	---------------

4. Questions concernant la Sécurité Alimentaire

Qualité	1 Mauvais	2 Médiocre	3 Inadéquat/ non satisfaisant	4 Satisfaisant	5 Bon	6 Excellent
---------	--------------	---------------	-------------------------------------	-------------------	----------	----------------

a) Disponibilité

4.1 8. Impact : Est ce qu'il y a des changements en ce qui concerne le niveau de production (disponibilité pendant toute l'année) par rapport aux 5 années passées?

Qualité	1 Mauvais	2 Médiocre	3 Inadéquat/ non satisfaisant	4 Satisfaisant	4 Bon	6 Excellent
---------	--------------	---------------	-------------------------------------	-------------------	----------	----------------

(Voir aussi b) *Savoir faire? Accès aux terres? Disponibilité des intrants? Moyens de production?*

4.2 Comment l'importance de produire pour les marchés a changé dans les 5 années passées?
Degré de subsistance?

Rapport d'évaluation (avril 2012)

Fréquence	1 Jamais	2 Rarement	3 Occasionnellement	4 Parfois	5 Souvent	6 Toujours
-----------	-------------	---------------	------------------------	--------------	--------------	---------------

Qualité	1 Mauvais	2 Médiocre	3 Inadéquat/ non satisfaisant	4 Satisfaisant	5 Bon	6 Excellent
---------	--------------	---------------	-------------------------------------	-------------------	----------	----------------

b) Accès

4.3 **8. Impact** Est ce que vous pouvez acheter plus qu'avant (rendements financière) ?
Différence entre femmes et hommes?

Qualité	1 Mauvais	2 Médiocre	3 Inadéquat/ non satisfaisant	4.5 Satisfaisant	5 Bon	6 Excellent
---------	--------------	---------------	-------------------------------------	---------------------	----------	----------------

femmes	Quantité	1 Aucun	2 Peu	3 Pas suffisant	4 Suffisant	5 Beaucoup	6 Abondant
hommes	Quantité	1 Aucun	2 Peu	3 Pas suffisant	4 Suffisant	5 Beaucoup	6 Abondant

c) Stabilité

4.4 **8. Impact** : Est ce qu'il y a des changements relatifs aux périodes de soudure? Est ce qu'il y a des changements?

Fréquence	1 Jamais	2 Rarement	3 Occasionnellement	4 Parfois	5 Souvent	6 Toujours
-----------	-------------	---------------	------------------------	--------------	--------------	---------------

4.5 **17. Impact** Est ce que la sécurité/ résilience dans la production a amélioré (réaction possible sur des calamités naturelles ? accès aux semence a temps ? il a des facteurs qui créent des risques ? Lesquelles?

Est ce que vous percevez des changements pendant les 5 années passées'

Qualité	1 Mauvais	2 Médiocre	3 Inadéquat/ non satisfaisant	4 Satisfaisant	5 Bon	6 Excellent
---------	--------------	---------------	-------------------------------------	-------------------	----------	----------------

Annexe VIII b) : Résultats des « Focus Group Discussions »

Municipalité	Nharea	Andulo		Kuito	Trumba	Trumba		Catabola		Kuemba	Kamacupa	Chitembo		Ucuma	Bailundo	Kala	Huambo	Londumbali	Catchiungo	Ecart	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne	
	Village	Chapua	Kausinga Catela	Boa Esperanza	Kalusinga Lupili	Sede groupe recent	Trumba Sede groupe recent	Trumba Sede ancien groupe	Trumba Sede ancien groupe	Chiuca/Catavo	Sande/Usamba	Muhambo/Kalengue	Sede/B. Luciano	Caquatoque	Samalesso Kusseteka	Canjamba	Chingolo	Lungongo	Ngon-gonga	Chipako	Chicala	Quadra tique Moyenne		groupes anciens	groupes recents	Bié
1. Attitude General/ pertinence																										
1.7 Comment vous percevez l'appui par le PESA dans votre groupe? Pertinence - Qualité	4	4.5	5	5.5	4	4	5	5	2	2	3.5	3.5	4	3.5	4.5	5	4.5	3.5	5	5	0.961084913	4.15	4.307692308	3.857142857	3.964285714	4.583333333
1.8 Impact :Est ce qu'il y a eu des changements dans le temps – les 5 années passées? Lesquelles? Fréquence	4	4	4	4	3.5	3.5	4	4	3	2.5	4	3	4.5	3.5	4.5	3.5	4.5	3.5	3.5	4	0.525657483	3.75	3.884615385	3.5	3.678571429	3.916666667
1.9 Est ce que autres dans la communauté ont copié les activités du groupe? Fréquence	4	5	5	5.5	4	4	4.5	4.5	3	2.5	3.5	3.5	4.5	3.5	4.5	3	4	4	3.5	4.5	0.751752339	4.025	4.307692308	3.5	4.071428571	3.916666667
1.10 comment on tient compte des vulnérables (vieux, jeunes, FHH)	4	5	6	4.5	5.5	5.5	5.5	5.5	3	3	3	5	4.5	3.5	5.5	2.5		4	4		1.096451496	4.470588235	4.772727273	3.357142857	4.615384615	4
	3	3.5	3.5	3.5	3	3	3	3	4				2	3.5	5	4	3	3			0.672592709	3.333333333	3.35	3.3	3.181818182	3.75
2. Capitales de moyens d'existence																										
2.1 Impact: Quoi dans vos familles concernant: l'éducation, la santé, vos moyens de travail, vos possibilités financières a changé? Fréquence	4.5	4.52	5	6	3.5	3.5	4.5	4.5	1			5		4.5	4.5			4	4.5		1.141392911	3.95	4.402	3.3	4.202	4.375
Santé (moyens pour déplacement et médicaments, l'entraide, situation hygienique)	4	3.5	4	3.5	5	5	5	5	4	3	3	4	5	5	4	4	4	4	4	4.5	0.654438289	4.175	4.115384615	4.285714286	4.214285714	4.083333333
Education (matériel pour les enfants, déplacement...)	5	5	5	4.5	2.5	2.5	4	4	4.5	3	3.5	5	5	5	4.5	4	4	4.5	5		0.834691875	4.275	4.5	3.857142857	4.178571429	4.5
Changements concernant savoir faire	4.5	4.5	4.5	4.5	3.5	3.5	4.5	4.5	3.5	4.5	3.5	4.5	4.5	3.5	4.5	3.5	4.5	4.5	3.5	4.5	0.489360485	4.15	4.5	3.5		
Moyen de travail, habitations (investissements)	5	4.5	5	4.5	4	4	5	5	3	3	3.5	4	5	4	5	3.5	4	3	3	5	0.779676046	4.15	4.461538462	3.571428571	4.25	3.916666667
2.2 Capital social/politique. Impact dans la vie sociale. Quoi a changé dans votre communauté	3.5	4	4	3.5	3.5	3.5	4	4	3	3	3.5	3	4	3.5	4.5	3	5	3	3	3	0.568354041	3.575	3.730769231	3.285714286	3.571428571	3.583333333
2.3 Impact sur capital naturel. Est ce qu'il y a des changements concernant: l'accès ou la qualité du sol, l'érosion, calamités? Qualité	3	5	3	3					3.5	3.5	3	3	2.5	2.5	3	3.5	5	3	3	3.5	0.727438428	3.3125	3.409090909	3.1	3.2	3.5
2.4 Impact sur capital financier. Comment sont les rendements par rapport au passé? Qualité	5	5	5.5	5	3	3	5	5	3	3	3	3.5	4.5	5	5	3	4	3	4	5	0.95799956	4.125	4.5	3.428571429	4.178571429	4
3.1 Services: Est ce qu'il y a autres services qui interviennent par rapport avant ? Fréquence	2	3	3		1	1	1	1	1	1	1	2.5	4		3.5	4	5.5	2	1	3	1.385322218	2.25	2.423076923	1.5	1.653846154	3.166666667
3.1.1 Sont-elles appropriées et adaptées a votre situation? Qualité																					-		0	0		0
3.2 Est ce que les technicien EDA sont venu? Fréquence	4	1.5	5	5	5	5	5	5	1	1	3.5	5		5	4.5	3	5.5	1	4.5	4	1.579751257	3.868421053	3.846153846	3.357142857	3.923076923	3.75
3.3 Est-ce qu'on vous a appuyé d'accéder à des opportunités (crédit et.) voir aussi moyens d'existence point 4 Fréquence	4	1.5	3	3					1	2	1	3	5	1	2	1	4	3	1	3	1.280868846	2.40625	3.045454545	1	2.35	2.333333333
3.4 Pries en compte de vos expérience? Fréquence	2									1	3								4		1.290994449	2.5	0.538461538	0.428571429	#WERT!	0.666666667
4. Sécurité alimentaire																										
a) Disponibilité			5.5		3.5	3.5	5	5		1.5			5		5	3	5	4	3	5	1.179417501	4.153846154	3.153846154	1.857142857	1.55	4.166666667
4.1 Impact : changements concernant: conditions de production (savoir faire, accès aux terres, disponibilité intrants)? Qualité	4.5	4.5	5	4.5	3.5	3.5	5.5	5.5	1.5	1.5	1.5	2	4.5		5	3.5	5	4	3.5	5	1.352385806	3.868421053	4.346153846	2.428571429	3.653846154	4.333333333
4.2 Comment l'importance de produire pour les marchés a changé dans les 5 années passées? Degré de subsistence? Fréquence	5	5	5.5	4.5	3.5	3.5	5.5	5.5	1	1.5	2	2.5	5		5.5	3	5	3.5	3.5	5	1.447926527	3.973684211	4.538461538	2.357142857	3.846153846	4.25
b) Accès																										
4.3 Impact: Est ce que vous pouvez acheter plus qu'avant? Fréquence	4.5	5	5.5	4.5	3.5	3.5	5.5	5.5	2	1.5		3	5		5	3.5	5	3.5	4	4.5	1.173300467	4.138888889	4.461538462	2.357142857	4.083333333	4.25
Fréquence femmes																					1.108677891	4.125		0.642857143	3	2.25
Fréquence hommes																					0.763762616	4.333333333		0.5	#DIV/0!	2.166666667
c) Stabilité																										
4.4 Impact : Changements concernant des périodes de soudure? Fréquence	6	5.5	5.5	4.5	4	4	5	5	2	1.5	4		5		5	3	5.5	4	3	5	1.250163388	4.305555556		2.857142857	4.333333333	4.25
4.5 Impact. La sécurité résilience dans la production a amélioré? Reaction possible sur des calamités naturelles, accès aux semence, facteurs qui créent des risques ? Qualité	4		4	3.5					2.5			4	3								0.632455532	3.5		0.357142857	3.5	0
Fréquence femmes																					1.258305739	4.333333333		0.642857143	3	1.666666667
Fréquence hommes																					0.707106781	4		0.5		1.333333333
c) Stabilité																								0		0
4.4 Impact : Est ce qu'il y a des changements positive concernant des périodes de soudure? Fréquence	6	5.5	5.5	4.5	4	4	5	5	2	1.5	4		5		5	3	5	4	3	5	1.228320776	4.210526316		3.285714286	4.230769231	4.166666667

Annexe IX : Ressources humaines du PESA

	Personnel long terme	Consultants	Suivi Court terme	planifié
Phase 1 6/2006 – 8/2008				
3/2006				coordonnateur national (1) assistant suivi / évaluation (1) secrétaire / administrateur (1) coordonnateurs provinciales (2) Experts TCDC en questions techniques et organisationnelles (temps partiels)
6/2006			Carmen Lahoz	
10/2006	Ndombasi (coordonnateur Kapili Kissa (S/E))	Cyprien Ndambi Eric de Loma (ENSAN)		
11/2006		Mme Crowley Mme Lahoz		
2/2007	Assistant Administrative	Cyprien (consultant ECA)		
3/2007	Départ Ndombasi			
4/2007	Arturo Angulo (internat. Point Focal ENSAN)	Jao Pinto (ENSAN) W. Belik (ENSAN)		
6/2007	Matuvowa (remplacant de l'ancien coordonnateur)	Mme Lahoz, Jao Pintho		
2008	Cyprien Ndambi			
2/2008	Paulo Sozinho 6 mois (ECA)	Jao Pintho et R. Pacavira (ENSAN)	Marjon Fredrix	
7/2008			Allberta Mascaretti (TCIW)	
8/2008	Départ Arturo Angulo			
Phase 2 9/2008 – 12/2012				
2009	Eduardo (ECA Kuito) Nascimento (ECA Huambo) (quitte 2010) Départ Matuvowa			Province Huambo et Bié coordonnateur national (1) assistant technique international (1) assistant technique national pour le component ECA (1) directeur technique pour le domaine <bonnes pratiques> adjoint administratif (1)
3/2009		Joao Pinto (ENSAN)	F. Chimuco Alberta. Mascaretti (validation ENSAN)	
1/2010	Ilidio (bonnes pratiques)			Luanda
6/2010				Point focal international pour objectif 2 (1)
6/2011			Marjon Fredrix	Assistant administratif (1) Facilitateur des processus de développement et du suivi de l'ENSAN (1). Experts TCDC en questions techniques et organisationnelles (temps partiels)

Annexe X : Partenaires du PESA

NOMS DU PARTENAIRE	AIRES D'INTERVENTION	PERIODE DE PARTENARIAT	Contributions du partenaires	Contribution du PESA	OBSERVATIONS
Rapport d'évaluation BIE	(avril 2012)				
IDA	Province de BIE (direction et EDAs)	Toute la période du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - appui matériels aux formateurs - Diffusion de l'outil ECAs - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel auprès des autres partenaires - Appui logistique (centre de formation) 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Suivi et accompagnement des techniciens - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - Appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations - Diffusion de l'outil ECAs - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	Partenaire principal du projet sur terrain et la majorité des formés. Bénéficiaire un appui de 2 motos (Andulo et Katabola) A mis à la disposition du projet le centre de Wongo et les installations de EDA Andulo pour les formations des formateurs et des facilitateurs.
ADAC	ANDULO KUITO KATABOLA	2008 à ce jour	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux facilitateurs - Diffusion de l'outil ECAs 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	A quitté la municipalité d'Andulo (Kalussinga) à 2010. Partenaire important dans les thèmes sociaux.
PROMAICA	ANDULO	2009 à ce jour	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - Diffusion de l'outil ECAs 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations-Appui méthodologique, technique et organisationnel 	
CARE INTERNATIONAL	ANDULO (KALUSSINGA)	2006 à 2008	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - Diffusion de l'outil ECAs -Appui méthodologique, 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations 	A bénéficié d'1 master trainer en 2006 mais s'est retiré des activités du projet en 2008. Un contrat de 15000\$ pour les bonnes pratiques mais pas de rapport pour

Rapport d'évaluation (avril 2012)

			technique et organisationnel - Identification des bonnes pratiques	-Appui méthodologique, technique et organisationnel	les bonnes pratiques mais pas de rapport. Payé une partie et la dernière partie non payée par manque de rapport. A créé et géré 4 ECAs qui ont été passés sous contrôle d'ADAC après désistement en 2009
CROIX ROUGE	KUITO, KUNHINGA et KAMAKUPA	2008 à ce jour	- Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations - Diffusion de l'outil ECAs	- Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations -Appui méthodologique, technique et organisationnel	Est en processus de consolidation des ECAs sous sa gestion en association et dans la commercialisation en collaboration avec CODESPA
ECOLE DES PRATIQUES AGRICOLES (COOPERATION CHEQUE	KATABOLA	2010 à 2011	- Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations - Diffusion de l'outil ECAs - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel	-Appui méthodologique, technique et organisationnel	
PROMOTION DE LA FEMME ET FAMILLE	KATABOLA (création des ECAs) Province de Bié pour	2007 à ce jour	- Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs	- Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Financement des ECAs,	

Rapport d'évaluation (avril 2012)

	les formations		<ul style="list-style-type: none"> - Suivi et accompagnement des ECAs - Diffusion de l'outil ECAs 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	
PEOPLE IN NEED	KUEMBA	2010 à ce jour	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations - Diffusion de l'outil ECAs - Appui missions du terrain 	<ul style="list-style-type: none"> -Appui à l'élaboration du projet -Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	Organisation d'un master training pour leurs facilitateurs avec leurs moyens et qui a bénéficié l'appui du PESA.
RADIO IRIN	National	2008 à 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion de l'outil ECAs 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	
CONCERN	KINHINGA	2009 à 2010	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui logistique(salle de formation) et matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations - Diffusion de l'outil ECAs 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	A arrêté ces activités en Angola et cédé certains champs écoles à la Croix Rouge
Instito Medio Agrariá ANDULO	Province de Bié		<ul style="list-style-type: none"> - Formations de facilitateurs - Diffusion de l'outil ECAs 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	1 enseignant a été formé. Il a participé à quelques formations des facilitateurs et a abandonné

Rapport d'évaluation (avril 2012)

CODESPA	Andulo et Katabola	2011 á ce jour	Enquête et formation en organisation et commercialisation	Appui financier et méthodologiques Facilitation mission du terrain	Un contrat de 40000\$ en cours. Pas encore de rapport.
HUAMBO					
IDA	Province de HUAMBO (direction et EDAs)	Toute la durée du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - appui matériels aux formateurs - Diffusion de l'outil ECAs - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel auprès des autres partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Suivi et accompagnement des techniciens - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - Appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations - Diffusion de l'outil ECAs - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	
ADRA	BAILUNDO et CAALA	De 2008 à ce jour	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - Financement et appui matériels des formations sur les thèmes liés à l'organisation - Diffusion de l'outil ECAs - Appui missions du terrain 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Financement des ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	
CONCERN	ECUNHA	2008 à 2010	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui logistique(salle de formation) et matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations - Diffusion de l'outil ECAs 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	A arrêté ses activités en Angola

Rapport d'évaluation (avril 2012)

VISION MONDIALE	ECUNHA	2006 à 2008	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Diffusion de l'outil ECAs - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations-Appui méthodologique, technique et organisationnel 	A bénéficié d'un master trainer en 2006 et un contrat sur les bonnes pratiques. Contrat existe. A créé et géré 4 ECAs qui ont disparus après désistement en 2009
INSTITUTO MARQUÊS DE VALVE FLOR	ECUNHA	2008 à 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de facilitateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Suivi et accompagnement des formateurs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	
FCA	BIE et HUAMBO	2007 à ce jour	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - création et gestion des ECAs - Suivi et accompagnement des ECAs - Diffusion de l'outil ECAs - intégration dans le programme de formation.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs -Formations de facilitateurs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	2 professeurs formés sur la méthodologie mais pas disponible sur terrain pour raison d'études. Participation de certains spécialistes comme formateurs des formateurs.
Instituto de Investigação Agrariá (IIA)	BIE et HUAMBO		<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Diffusion de l'outil ECAs - Fourniture des semences de qualité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - appui matériels aux formateurs - Financement et appui matériels des formations - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	
Promotion de	Province de		- Participation au diagnostique	- Formations des enquêteurs	

Rapport d'évaluation (avril 2012)

famille et femme	HUAMBO		participatif - Diffusion de l'outil ECAs	- Appui matériels aux enquêteurs - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel	
Direction de Santé	Province de HUAMBO	2008 á 2009	- Participation au diagnostique participatif - Diffusion de l'outil ECAs	- Formations des enquêteurs - appui matériels aux enquêteurs - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel	
Projet Centre International de pomme de terre	Provinces de BIE et HUAMBO		- Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Diffusion de l'outil ECAs - Fourniture des semences de qualité patate douce.	- Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - appui matériels aux formateurs - Financement et appui matériels des formations - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel	
ELISA	Province de HUAMBO		- Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations - Diffusion de l'outil ECAs	- Formations de formateurs - Formations de facilitateurs - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel	
Direction provincial d'éducation	Huambo	2008 á 2009	- Participation à la commission des BP Cataloguer les BP Diffuser les BP	- appui financier et méthodologique	
Instituto de Investigação Veterinária	Huambo	2008 á 2009	Participation à la commission des BP Cataloguer les BP Diffuser les BP	- appui financier et méthodologique	
Instituto Médio Agrário	Huambo	2008 á 2009	Participation à la commission des BP Cataloguer les BP Diffuser les BP	- appui financier et méthodologique	

Rapport d'évaluation (avril 2012)

Radio Huambo	Huambo	2008 à ce jour	Participation à la commission des BP Cataloguer les BP Diffuser les BP	- appui financier et méthodologique	
Televisão Pública de Angola	Huambo	2008 à ce jour	Participation à la commission des BP Cataloguer les BP Diffuser les BP	- appui financier et méthodologique	
Revista Huambo Rural	Huambo	2008 á 2010	Participation à la commission des BP Cataloguer les BP Diffuser les BP	- appui financier et méthodologique	
ANGOP	Huambo	2008 à ce jour	Participation à la commission des BP Cataloguer les BP Diffuser les BP	- appui financier et méthodologique	
Direcção Provincial da Justiça	Huambo	2008 á 2009	Participation à la commission des BP Cataloguer les BP Diffuser les BP	- appui financier et méthodologique	
Development Workshop (DW)	Huambo	2008 á 2012	Mise à la disposition de centre de formation de Kissala	Maintenance du centre	
DIRECTION GENERALE IDA			- Formations de facilitateurs - Suivi et accompagnement des techniciens - Appui matériels aux formateurs - Financement et appui matériels des formations - Diffusion de l'outil ECAs - Appui missions du terrain	Formations de formateurs - Suivi et accompagnement des techniciens - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel	
AUTRES PROJETS FAO					
MDG (unjp/ang/044/SPA)	Moxico, Bié et Cunene		- Formations de facilitateurs - Suivi et accompagnement des ECAs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs	-Appui à l'élaboration du projet -Formations de formateurs -Appui à la réalisation des conférences sur la sécurité alimentaire	30 ECAs formés

Rapport d'évaluation (avril 2012)

			<ul style="list-style-type: none"> - Appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations - Diffusion de l'outil ECAs - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi et accompagnement des techniciens - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	
TCP/ANG/032/SPA lutte contre la hausse de prix	Huambo et Bié		<ul style="list-style-type: none"> - Appui intrants aux membres de champs écoles 	<ul style="list-style-type: none"> -Appui à la mise en œuvre - Sensibilisation et formation des bénéficiaires. 	
TCP Manioc	Uige, Kuanza Norte et Malange		<ul style="list-style-type: none"> - Formations de facilitateurs - Suivi et accompagnement des ECAs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - Appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations - Diffusion de l'outil ECAs - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel 	<ul style="list-style-type: none"> -Appui à l'élaboration du projet -Formations de formateurs - Suivi et accompagnement des techniciens - Appui missions du terrain -Appui méthodologique, technique et organisationnel - réalisation d'échange d'expériences internationale en RD Congo 	20 formateurs à former, 25 ECAs à former, 50 facilitateurs à former. 3 kits de transformations de manioc acheter en RDC avec appui de PESA.
TCP ENSAN	National		<ul style="list-style-type: none"> -Diffusion outil ECAs et ENSAN 	Appui à l'élaboration	
PROJECTO TERRA	HUAMBO	HUAMBO	<ul style="list-style-type: none"> - Formations de facilitateurs sur la loi de terre et délimitation - Suivi et accompagnement des ECAs - Financement des ECAs, - Appui matériels aux ECAs - Appui matériels aux formateurs et facilitateurs - Financement et appui matériels des formations - Diffusion de l'outil ECAs 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des facilitateurs -Formations de facilitateurs sur la gestion durable de terre et délimitation - Appui méthodologique, technique et organisation. 	

Annexe XI : Evaluation succincte du PESA à travers les critères d'évaluation du CAD

Critères CAD/ questions clé ⁶⁵	Sécurité alimentaire	ECA	Bonne pratiques	ENSAN / PASAN
Pertinence (jugement en résumé)				
Comment les mesures répondent-elle aux problèmes clés (besoins réels) des groupes cible ?				
Les interventions étaient-elles cohérentes avec la situation, les problèmes des populations et du pays en général ?				
Comment les objectifs s'harmonisent-ils avec les objectifs /stratégies nationales et des bailleurs de fonds AECID				
Efficacité/effectivité (jugement en résumé)				
Les buts des interventions au développement initialement définis étaient-ils réalistes et répondent-ils toujours aux demandes et savoir-faire d'aujourd'hui ?				
Quelle est la qualité de la planification ?				
Quelle est la qualité de pilotage ?				
Efficiéce (jugement en résumé)				
Quels étaient les coûts ? (par rapport aux effets, bénéfices) Etaient-ils raisonnables ?				
Les produits ainsi que les réalisations (activités) étaient-ils réalisés à temps ?				
Impact (jugement en résumé)				
Comment les mesures étaient des modèles, créant des structures et atteignant un nombre important de personnes ? (p.ex. via une adaptation chez les groupes cibles et organisations, effets de grande portée)				
Quels autres effets – y compris négatifs – peut-on constater au niveau des objectifs de développement des interventions ?				
Pérennité (jugement en résumé)				
Les interventions sont-elles pérenne et en équilibre avec d'éventuels effets négatifs?				
Les groupes cibles sont-ils prêts et sont-ils en mesure de conserver les réalisations et impacts positifs à long terme sans soutiens ? Pérennité économique et écologique?				
Les partenaires angolais sont-ils prêts et sont-ils en mesure de conserver les réalisations et impacts positifs à long terme sans soutiens ?				
Evaluation générale de tous les critères				

FAO Office of Evaluation (OED) : Six-point scale scoring system for assessment of initiatives

	Quantité	Qualité	Fréquence	Agrément
1	Aucun	Mauvais	Jamais	Pas du tout d'accord
2	Peu	Médiocre	Rarement	Pas d'accord
3	Pas suffisant	Inadéquat/ Non satisfaisant	Occasionnellement	Plutôt pas d'accord
4	Suffisant	Satisfaisant	Parfois	Plutôt d'accord
5	Beaucoup	Bon	Souvent	D'accord
6	Abondant	Excellent	Toujours	Tout à fait d'accord

⁶⁵ les questions clés plus détaillé se trouvent en annexe I

Annexe XII: Matrix d'évaluation (critère efficacité) (lead thématique)

Question	Composante ECA		Composante « bonnes pratiques »		Composante ENSAN /PASAN	
	Reinhard Pfeiffer	Ilse Hoffmann	R. Pfeiffer	Ilse Hoffmann	Reinhard Pfeiffer	Ilse Hoffmann
Est-ce que les résultats/produits attendus dans les différents volets / composants du projet ont-ils été atteints ?	Documents S/E Observations	2 SEPO	Observations	Documentation Interviews individuels M. Iliduo	Interviews individuelles avec 4 administrateurs Directeur Provincial Agriculture Bié	Interviews avec 4 administrateur et Directeur Provincial Agriculture Bié
	FGI dans 14 ECA individuels avec: 6 facilitateurs, 2 master trainer, Directeurs EDA Bailundo et Chitembo	FGI dans 20 ECA	idem	Interview avec Directrice ADRA Dean FAC et M. de Almeida (IAA)	Documents (ENSAN, PASAN)	idem
	Idem et interview avec Directeur IDA Huambo	FGI dans 20 ECA, Interviews individuelles avec 4 administrateurs Directeur Provincial Agriculture Bié	idem	M.Tunga (Dir. GSA)	Vidéoconférence avec E. de Loma et Jao Pinto, Interview avec vice-Gouverneur Huambo	Interview avec Vice-Gouverneur Huambo
	Vidéoconférence avec M. Fredrix	idem			Interviews individuels avec: M.Tunga (Dir. GSA) et M. Tati (Secrétaire. d'état MINADERP)	idem
	Interview individuel avec: Vice-directeur IDA et coordinateur provincial MOSAP M.Tunga (Dir. GSA) et M. Tati (Secrétaire. d'état MINADERP)	idem	i			i
Y-a-t-il des résultats non prévus ?	Documentation (rapport de missions) FGI, SEPO Interview individuels	FGI, SEPO Interviews individuels	idem	Documentation FGI /SEPO Interviews individuelles	Documents (rapports de mission) Interview individuelles (voir ci-dessus)	
Question	Composante ECA		Composante « bonnes pratiques »		Composante ENSAN /PASAN	
	Reinhard Pfeiffer	Ilse Hoffmann	R. Pfeiffer	Ilse Hoffmann	Reinhard Pfeiffer	Ilse Hoffmann

Rapport d'évaluation (avril 2012)

Les résultats non prévus ont-ils affecté positivement ou négativement les bénéficiaires ?	FGI, Interviews individuelles Avec 6 facilitateurs et 2 formateurs	FGI 2 SEPO	FGI	FGI SEPO Interview individuelles	Documentation Interview individuelle (voir ci-dessus)	
Est ce qu'il y a des aspects négligés pour promouvoir / valoriser les potentialités locales en ce qui concerne le renforcement de la sécurité alimentaire ?	idem	SEPO Interviews individuelles FGI	Idem et Gavin Braschi (CODESPA)	SEPO Interviews individuelles (voir ci-dessus)	Interview individuelle (voir ci-dessus) (Connaissances de l'ENSAN par bénéficiaires)	idem
Les indicateurs de mesure des produits/résultats étaient-ils appropriés ?	Analyse de documentation	Analyse de documentation	idem	Analyse de documentation	Analyse de documentation Vidéoconférence avec E. de Loma et J.Pinto	Analyse de documentation
A-t-on fait ce qu'il fallait faire pour assurer que les bénéficiaires potentiels tirent effectivement avantage du projet? (qualité des ECA? Transfert des connaissances?)	FGI Interviews individuelles Observations directes	Observation FGI	idem	Observation Interviews individuelles (voir ci-dessus)	Vidéoconférence avec E. de Loma et J.Pinto	
Les points de vue des groupes cibles/ bénéficiaires sur l'approche participative : et l'approche de mise en œuvre par le projet ?	FGI Interviews individuelles avec facilitateurs et formateurs	FGI	idem	FGI	Interview individuelles avec: administrateurs et Directeur Provincial Agriculture Bié	idem
Est ce que les hypothèses et risques prévus ont-ils été suivis ?	Documentation FGI, Analyse de documentation Interview individuelle avec Coordinateur internationale	idem		Interviews individuelles FGI /SEPO	Vidéoconférence avec E. de Loma et J.Pinto	
Question	Composante ECA		Composante « bonnes pratiques »		Composante ENSAN /PASAN	
	Reinhard Pfeiffer	Ilse Hoffmann	Reinhard Pfeiffer	Ilse Hoffmann	Reinhard Pfeiffer	Ilse Hoffmann
Est-ce que toutes les parties prenantes ont fourni les mesures d'accompagnement ou de soutien prévues dans la planification ?	Documentation FGI M.Tunga (Dir. GSA) et M. Tati (Secrétaire. d'état MINADERP)	FGI Interviews individuelles	Documentation	Documentation FGI Interviews individuelles		

Rapport d'évaluation (avril 2012)

Quels sont les autres facteurs externes qui ont influencé la mise en œuvre des opérations et l'atteinte des objectifs et résultats ?	Documentation Interview individuels avec : Coordinateur internationale et Directeur Provincial Agriculture Bié et Directeur IDA Huambo	Méthodes ASEG / FGI	FGI	Méthodes ASEG / FGI	Interview individuelles avec: administrateurs, Directeur Provincial Agriculture Bié, M.Tunga (Dir. GSA), M. Tati (Secrétaire. d'état MINADERP) et M. Pacheco (FIDA)	idem
Quels sont les impacts sur le genre et des groupes marginaux et les relations entre les différents groupes?	idem	FGI		FGI		
Comment le projet assure la participation, le renforcement égal du genre et l'accès durable aux bénéficiaires (assessment of gender mainstreaming) ?	idem	FGI	idem	FGI		
Comment est la qualité de coopération avec des partenaires : points forts et points faibles	FGI, Interview individuels avec : Coordinateur internationale, Directeur Provincial Agriculture Bié, Directeur IDA Huambo, les administrateurs municipaux, M. Tunga (Dir. GSA) , M. Tati (Secrétaire. d'état MINADERP) et M. Pacheco (FIDA)	idem	idem	FGI	Interview individuels avec : Coordinateur internationale et Directeur Provincial Agriculture Bié et Directeur IDA Huambo, les administrateurs, M.Tunga (Dir. GSA) et M. Tati (Secrétaire. d'état MINADERP) et M. Pacheco (FIDA)	idem

ANNEXE XIII



Food and Agriculture Organization of the United Nations Office of Evaluation (OED)

Terms of Reference for the evaluation of the Project GCP/ANG/033/SPA “Community and small producers training on food security and livelihoods improvement in Angola within the Special Programme for Food Security (SPFS)”

1. Background of the initiative

1. At the end of 2006, Angola was recovering from a devastating 27 years of civil war; conflict that ended in 2002 resulting in displacements and resettlements, as well as food insecurity, of rural population. In this context, the Project GCP/ANG/033/SPA started its implementation in 2006, funded by the Spanish Agency for International Development Cooperation (AECID for its acronyms in Spanish). The Project’s development objective is to contribute to increase food security and livelihoods of vulnerable populations in Angola by building human and social capital and improving the production systems of small producers (including water control, production systems diversification and intensification).
2. The project GCP/ANG/033/SPA was designed to support the government of Angola in the formulation of a National Programme of Food Security and to implement, with the participation of rural communities, sustainable initiatives to improve production systems, food security conditions and the level of life of the population.
3. The Project’s technical assistance has been implemented in two different levels. The first one, at the territorial level, attempting to improve the production systems of vulnerable populations in Angola focusing on the communities with high concentration of the most vulnerable families, defining by this way the approach of its first two components:
 - a) Training for small rural producers to improve the productions systems and food security through the implementation of **Farmer Field Schools (ECAs for its acronyms in Spanish)**. This component was designed to be implemented gradually over years with a participatory approach. In the first year, the component was defined to begin with the implementation of the training of trainers, which comprised the formation of 40 technicians from different governmental institutions. During the second year, this component was intended to implement 40 ECAs with a participation of 800 beneficiaries of the training. It was expected that, by the third year of the project, 90 ECAs were implemented, to obtain a total of 130 ECAs, from which 80 were intended to be facilitated by NGOs and rural farmers. Hence, the project

expected to obtain an incremental training model with the participation, facilitation and appropriation by the small producers.

The training was defined to be focused on the construction of social and human capital to promote an equitable access to resources (with an emphasis on land access), the promotion of improvements on sustainable livelihoods and the production systems of small agricultural producers (water and soil management, production system diversification and intensification). Gender, nutrition, family health and the prevention of HIV AIDS were priority topics considered in the learning process in ECAs.

- b) Identification, documentation, validation and dissemination of **Good Practices** for Food Security in the rural sector. This component of the project aimed to identify and validate, based on the ECAs, good practices to improve production systems, food security and livelihoods at the community, municipal and provincial level. The dissemination of this good practices was defined to be conducted by a participatory approach, promoting reflexion forums on the causes of food insecurity and the way deal with it. In order to validate and replicate the identified good practices, an impact assessment was defined to be conducted in order to guide future interventions. The obtained experience was intended to be shared with other actors with the intention to disseminate and replicate these good practices in other provinces and municipalities in Angola. For this purposes, exchange workshops were planned to be organized with research institutions, the university and rural centres of education and also the publication of technical documents and good practices.
4. The last two components have been implemented in the provinces of Huambo and Bié with the collaboration of the Institute for Agrarian Development (IDA for its acronyms in Spanish) through its Agrarian Development Stations (EDA for its acronyms in Spanish). Therefore, IDA was the Project's counterpart in the Government of Angola (GoA) for the provision of the training in the ECAs and the development of good practices. In the same way, local and international NGOs working in the areas covered by the project, supported the identification and analysis of good practices.
 5. At the national level, which is the second level of implementation of the Project, the third component that has been implemented is:
 - a) Support and technical advice to the GoA for the formulation and implementation of a **National Strategy for Food Security** (ENSAN-PNSA for its acronyms in Spanish). This component was focused on the preparation of a strategic and harmonized vision among public institutions and civil society related with food security.

Within this component, the GoA was to define a multidisciplinary team to formulate a draft version of the National Programme for Food Security (PNSA for its acronyms in Spanish) with the participation of civil society (small farmers and rural organizations). The draft document, which was to be developed with the technical assistance provided by FAO's advisors and consultants, would have included the strategy and the institutional arrangement for the PNSA, the proposed activities and the priority areas, the interrelationships with other actors involved in food security, the identification of

new investments on infrastructure and the political reform necessary to have a favourable context for the programme implementation.

The national team with the responsibility to formulate the PNSA was also considered to benefit from the exchange of experiences (successful policy, strategy and inter institutional coordination on food security) with professionals from Brazil, Mozambique and Guatemala.

6. At the national level a steering committee of the SPFS was to be defined, under the coordination of the Ministry of Agriculture and Rural Development of Angola (MINADER) and with the participation of other agencies involved in the Food security governmental cabinet.
7. The overall Project's budget reaches USD 4.28 million. The initial phase of its implementation was designed to end in 2008. A budget increase was then approved and its estimated end date was extended for three additional years. The Project is now planned to end on March 2012. The following are some of the key achievements obtained by the project:
 - The general appropriation and replication of ECAs by the government and international and national NGOs and local communities. The model is now seen in Angola as a key approach for agricultural extension targeted to small holders and for increasing its productivity.
 - Technical assistance from FAO was requested by the Director of IDA in 2010, in order to redesign the national policy for agricultural extension using the methodology of ECAs.
 - The provincial governments of Huambo and Bié, as well as other municipal governments in the area, proposed to include in its respective 2011 budgets the support, dissemination and replication of ECAs methodology.
 - The ENSAN and its plan of Action (PASAN) were incorporated, as a component of food and nutritional security, in the Integral Programme for Rural Development and Poverty Fight (PIDRCP for its acronyms in Spanish), adopting by this way the mandate's ToR for the governing bodies of ENSAN at the decentralized level. It should be mentioned that this component of the project has supported the national government of Angola at a strategic level during the designing of priority projects at the national and provincial level within the PMDRLP (Municipal Programme of Rural Development and Poverty Fight). An example of this support was the design of a project for agricultural processing and marketing.
 - The project has provided technical assistance to other FAO projects, as well the entire UN system joint programmed financed by AECID (UNJP/ANG/044/SPA), and other local and international organizations working in the area. Although this wasn't contemplated in the initial design of the Project, it is now considered to be part of the value added by PESA.
 - Because of the impact and appropriation of the methodology used by the ECAs implemented by the project, now the *Market Oriented Small Holder Agricultural*

Programme (MOSAP) implemented by the World Bank and the MINADER has requested FAO support to implement one of its components. Within its component “agricultural investment support” it’s expected that FAO will implement around 800 ECAs targeted to small holders.

- PESA has worked on diversification of small farmers production, promoting horticultural products market access. As a result of the technologies introduced by ECAs, an horticultural value of chain was implemented.
 - 47 trainers had been trained, and within the ECAs 170 facilitators and approximately 4,000 small farmers had been trained.
8. Some of the problems faced by the project during its implementation were related to: i) limited backstopping from FAO HQ; ii) limited support from governmental institutions because of their low levels of operational and technical capacity; and iii) lack of local appropriation at the beginning of the project’s implementation which forced to invest significant amount of resources and efforts in communication of methodology and technical issues. This last problem constituted an important challenge during the implementation, which was successfully sorted.

1. The evaluation purpose:

9. The evaluation will primarily draw learned lessons from the intervention regarding that will be useful for the formulation and implementation of similar interventions, as well as to provide recommendations to the GoA, FAO and the donor on the further steps necessary to consolidate the achievements of the project in the long term, including the need for further technical assistance. The evaluation will also assess the overall performance of the project, considering internationally accepted evaluation criteria⁶⁶.

2. Scope of the evaluation:

10. The evaluation will provide assessment on the relevance of the project to the countries priorities and needs for technical assistance; the robustness of the project design (comprising its quality, clarity and adequacy); the effectiveness, efficiency and adequacy of the project’s implementation; as well as its achieved impacts and sustainability. In addition, mainstreaming of gender issues will also be assessed. The evaluation mission will specifically assess the:
- a. Relevance of the project in relation to Angola’s development priorities and needs on the topic of food security and sustainable livelihoods improvements; FAO Country Programming Framework; FAO Global Goals and Strategic Objectives/Core Functions;
 - b. Robustness and realism of the theory of change underpinning the project/programme, including logic of causal relationship between inputs, activities, expected outputs, outcomes and impacts (against specific and development objectives) and validity of indicators, assumptions and risks;
 - c. Quality and realism of the initiative’s design, including:

⁶⁶ UNEG Criteria for Evaluation: Relevance, Effectiveness, Efficiency, Impact and Sustainability.

- Institutional arrangement;
 - Management arrangements;
 - Approach, methodology and adequacy of project duration;
 - Stakeholder and beneficiary identification.
 - The flexibility of the project design to adapt and maintain consistency and relevance in a changing context such as the one in Angola in the last years.
- d. Financial resources management, including:
- Adequacy of budget allocations to achieve outputs;
 - Coherence and soundness of Budget Revisions in matching necessary adjustments to requirements of implementation;
 - Rate of delivery and budget balance at the time of the evaluation.
- e. Management and implementation, including:
- Effectiveness of management, including quality and realism of work plans;
 - Efficiency and effectiveness of operations management;
 - Gaps and delays if any between planned and achieved outputs, the causes and consequences of delays and assessment of any remedial measures taken, efficiency in producing outputs;
 - Effectiveness of internal monitoring and review processes;
 - Quality and quantity of administrative and technical support by FAO; and
 - Timeliness, quality and quantity of inputs and support by the Government and resource partner.
- f. Project outputs and results: the evaluation should assess the extent to which key outputs have been produced and the achievement of expected outcomes. The evaluation team should feel free to explore in detail other specific outputs and outcomes derived from the project intervention.
- g. Assessment of gender mainstreaming in the initiative. This may cover:
- Analysis of gender mainstreaming in the project's design, identification of beneficiaries and implementation;
 - Extent and quality of women's participation in the initiative, including women's access to resources and benefits;
 - Analysis of how gender relations, gender equality and processes of women's inclusion were and are likely to be affected by the initiative;
 - Contribution to women's visibility, participation in local development processes and empowerment; and,
 - Extent to which gender issues were taken into account in project management, including the implementation team (FAO/IDA)
- h. The prospects for sustaining and up-scaling the initiative's results by the beneficiaries and the host institutions after the termination of the initiative. The assessment of sustainability will include:
- Institutional, technical, economic and social sustainability of proposed technologies, innovations and/or processes;
 - Environmental sustainability: the initiative's contribution to sustainable natural resource management, in terms of maintenance and/or regeneration of the natural resource base.
- i. Overall effectiveness of the intervention: extent to which the initiative has attained, or is expected to attain, its intermediate/specific objectives.

- j. The observable or likely positive and negative impacts produced by the initiative, directly or indirectly, intended or unintended.
11. Based on the above analysis, the evaluation will draw specific conclusions and formulate recommendations for any necessary further action by Government, FAO and/or other parties to ensure sustainable development, including any need for follow-up action. The evaluation will draw attention to specific lessons of interest to other similar activities. Any proposal for further assistance should include specification of major objectives and outputs and indicative inputs required.

3. The evaluation mission:

12. Considering the Project's scope, the evaluation mission will be composed by two members, including the mission leader and a senior consultant. The team should have relevant working experience (minimum of 10 years) in food security and rural development, as well as sound experience in evaluation.
13. Specifically the evaluation mission will consists of:
- a) A team leader, who will be a senior expert on rural development and food security. The team leader should possess 15 years of working experience, and extensive knowledge of food security and rural development policy, institutions and practices. S/he should also be an experienced evaluator.
 - b) A senior team member, who will be an expert on rural development and/or food security. S/he should have at least 10 years of working experience on agricultural extension (including Farmer Field Schools) and technology transfer for small holders farmers. Knowledge of evaluation methods and participatory tools will be an asset.
14. The mission members should have solid knowledge of Angola's rural and socio economic context. Fluency in Portuguese to communicate with stakeholders in the country and in French to write the evaluation report is required. In order to ensure the independence and externality of the evaluation, mission members should not have been previously involved in the formulation, implementation or backstopping of the project. All will sign the Declaration of Interest form of the FAO Office of Evaluation.

4. Evaluation methodology

15. The evaluation will adhere to the UNEG Norms & Standards.
16. The evaluation will adopt a consultative, iterative and transparent approach with internal and external stakeholders throughout the whole process. Triangulation of evidence and information gathered will underpin the validation of evidence collected and its analysis and will support conclusions and recommendations.
17. The evaluation will make use of the following tools: review of existing reports, semi-structured interviews with key informants, stakeholders and participants, supported by check lists and/or interview protocols; direct observation during field visits, etc.

5. Responsibilities

18. The Evaluation Team is responsible for conducting the evaluation and producing the evaluation report. All team members, including the Team Leader, will participate in briefing and debriefing meetings, discussions, field visits, and will contribute to the evaluation with written inputs. The Team Leader guides and coordinates the mission, discussing with the team members the findings, conclusions and recommendations. The team leader is responsible for the preparation of the evaluation report. The team members will provide inputs to the evaluation report and any other deliverable as agreed with the team leader.
19. The mission is fully responsible for its independent report which may not necessarily reflect the views of the Government or of FAO. An evaluation report is not subject to technical clearance by FAO although OED is responsible for quality assurance and for ensuring that the report meets this ToR.

6. Consultation process

20. Formal and informal consultation with FAO, the participating governments, the donor and any other stakeholders is an important part of the evaluation process. In this regard:
21. The evaluation mission will maintain close liaison with the OED, the representatives of the donor, FAO offices at country level, with the division at FAO HQ related to the project implementation and all key stakeholders. Although the mission is free to discuss with the authorities concerned anything relevant to its assignment, it is not authorized to make any commitment on behalf of the Government, the donor or FAO.
22. The evaluation mission will present its preliminary findings, conclusions and recommendations during a debriefing meeting in Luanda, at the end of the mission, to discuss and obtain feedback from key stakeholders.
23. Both the TOR of the evaluation and the final draft report will be circulated among key stakeholders before finalization; comments and suggestions will be incorporated as appropriate.

7. The evaluation report

24. The evaluation report will illustrate the evidence found that responds to the evaluation issues, questions and criteria listed in the ToR. The report will be as clear and concise as possible and will be a self-standing document. Adequate balance will be given to its different parts, with focus on findings, conclusions and recommendations. An outline of the evaluation report is shown in Annex 1.
25. The structure of the report should demonstrate, to the extent possible, the links between body of evidence, analysis and formulation of recommendations. The latter will be addressed to the different stakeholders: they may be strategic and/or operational and will have to be evidence-based, relevant, focused, clearly formulated and actionable.
26. The evaluation team will agree on the outline of the report early in the evaluation process, based on the template provided in Annex I of this ToR. The report will be prepared in

French, with numbered paragraphs. Translations to Portuguese will be FAO's responsibility.

27. The team leader bears responsibility for submitting the final draft report to FAO within (time-span to be decided on a case by case basis) weeks from the conclusion of the mission. Within (time-span to be decided on a case by case basis) additional weeks, FAO will submit to the team its comments and suggestions that the team will include as appropriate in the final report within one week.

28. Annexes to the evaluation report will include, but are not limited to:

- Terms of reference for the evaluation;
- List of Persons Met, including job titles;
- Itinerary of the evaluation team mission;

Data collection instruments (e.g. copies of questionnaires, surveys – if applicable)

8. Evaluation timetable

The evaluation mission will be fielded by mid January 2012 comprising a period of 35 working days. Before the field mission in Angola the team will have briefing sessions with OED. The field work will last 3 weeks, and will include briefings with the FAO Representation in Angola, project staff and stakeholders; discussions with technical offices involved in Project's implementation/backstopping. The mission will also conduct field missions in the provinces of Huambo and Bié in which the project has implemented the ECA. After the field visits and debriefings, the team will have 2 weeks to finalize the evaluation report.